

REPUBLIQUE LIBANAISE
PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES
MISSION DES COMPTES ECONOMIQUES

Les comptes économiques du Liban
2003

Elaborés et rédigés sous la direction de Robert Kasparian

Mai 2006

Avant-propos

En septembre 2005, j'ai eu l'honneur de présider la conférence de presse annonçant la publication des comptes économiques du Liban des années 1997 à 2002. Cette publication représentait l'achèvement du projet lancé en 2002 par S.E. le Premier Ministre Rafic Hariri et S.E. le Ministre de l'économie et du commerce Basil Fuleihan. Cette publication avait pour but de disposer d'une information sur l'évolution économique du Liban, information dont l'absence faisait cruellement défaut depuis longtemps et plus particulièrement depuis la publication des comptes nationaux du Liban 1994-1995 par l'Administration centrale de la statistique.

Devant l'importance de ce travail, mon gouvernement a choisi de poursuivre cet effort remarquable d'autant plus que l'Institut français de la statistique et des études économiques a accepté de continuer à apporter son assistance technique à la réalisation de ce projet. Par ailleurs, nous nous sommes engagés à constituer une base de données statistique exhaustive et régulière et à la mettre à la disposition de tous.

Il est bien connu de ceux qui s'intéressent à ce domaine, que non seulement les comptes économiques nationaux nous apportent des éclairages sur la structure et le fonctionnement de notre économie mais nous permettent aussi d'analyser les phénomènes économiques plus récents sur une base chiffrée plus fiable et de mieux peser nos choix en matière de politique économique.

J'ai plaisir aujourd'hui à saluer la publication des comptes économiques de l'année 2003. A la suite des années 2001-2002 pendant lesquelles notre économie s'est rétablie, l'année 2003 a connu une forte croissance économique grâce aux progrès de l'investissement privé et des exportations et aussi grâce aux progrès réalisés dans le traitement des déséquilibres grevant les finances publiques. Ces faits sont importants à souligner car ils décrivent la capacité de notre économie à saisir les opportunités offertes grâce à la très forte amélioration du climat économique de toute la région. Et il est important que les autorités libanaises mettent tout en œuvre pour améliorer cette capacité.

Ces efforts soutenus dans le développement de l'information économique et leur diffusion permettront sans doute à tous ceux qui sont intéressés par de telles données d'être mieux préparés à juger de l'évolution économique de notre pays et de ses potentialités.

Je ne peux que me réjouir de l'efficacité et de la qualité de l'équipe qui a réalisé ces travaux sous la direction de M. Robert Kasparian. J'adresse mes remerciements à toutes les administrations et organismes libanais ainsi qu'aux organisations internationales qui ont collaboré à ce projet. Je remercie aussi les autorités françaises et tout spécialement l'INSEE qui, depuis le commencement du projet en 2002, nous apportent en permanence leur soutien et leur expertise.

Le Président du Conseil des Ministres

Fouad Siniora

Remerciements à l'équipe qui a collaboré à la réalisation de cet ouvrage.

Michel Salameh de la Banque du Liban pour les comptes du secteur financier,

Rana Dakroub du ministère des finances pour les comptes de l'administration,

Nadine Zantout, économiste auprès de la mission des comptes économiques, pour la révision des textes arabes et anglais et leur concordance avec le texte français.

Sommaire

	page
Introduction	9
Première partie. Le compte de biens et services	11
Chapitre 1. La production	13
Section I. L'agriculture et l'élevage	14
Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux	15
Section III. L'industrie	17
Section IV. La construction	18
Section V. Les transports et communications	19
Section VI. Les services marchands	20
Section VII. Le commerce	23
Section VIII. Les services non marchands	24
Chapitre 2. Les importations	27
Chapitre 3. La consommation	30
Section I. La consommation des ménages	30
Section II. La consommation publique	38
Chapitre 4. Les investissements	40
Section I. La formation brute de capital fixe	40
Section II. Les variations des stocks	41
Chapitre 5. Les exportations	42
Deuxième partie. Les comptes intégrés	45
Chapitre 1. Les comptes intégrés de l'économie nationale	48
Section I. Le compte de production	49
Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires	51
Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus	54
Section IV. Le compte d'utilisation du revenu	57
Section V. Le compte de capital	58
Section VI. Le compte financier	59
Chapitre 2. Les comptes du reste du monde et la balance des paiements	64
Section I. Le compte des opérations sur biens et services	64
Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants	65
Section III. Le compte des transferts en capital	66
Section IV. Le compte financier	67
Conclusion	68
Annexes	
Annexe I. Les tableaux de comptes de base	87
Annexe II. Sources statistiques	115
Annexe III. Principaux résultats de l'enquête auprès des grandes entreprises 2002-2003	117

Liste des tableaux

Tableaux dans le texte

1. Compte global de biens et services	11
2. Valeur ajoutée par secteur	13
3. La production agricole 2002-2003	14
4. La production d'énergie et eaux 2002-2003	16
5. La production industrielle 2002-2003	17
6. La production de bâtiment et travaux publics 2002-2003	18
7. La production de services de transports et communications 2002-2003	19
8. La production de services marchands 2002-2003	20
9. Compte du secteur commercial 2002-2003	24
10. Calcul de la production des services non marchands 2002-2003	25
11. Importations classées par groupe de produit 2002-2003	27
12. Calcul de l'effet euro sur les prix à l'importation	28
13. Les importations de biens classés suivant leur utilisation 2002-2003	29
14. Consommation des ménages par nature 2002-2003	30
15. Consommation alimentaire des ménages par nature 2002-2003	31
16. Consommation des ménages d'énergie et eaux 2002-2003	33
17. Achat de biens d'équipement par les ménages 2002-2003	34
18. Consommation de biens manufacturés selon leur nature	34
19. Consommation intérieure de services de transports et communication 2002-03	35
20. Consommation de services sociaux selon leur nature 2002-2003	36
21. Consommation de services individuels selon leur nature 2002-2003	37
22. Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé	38
23. La formation brute de capital fixe par nature 2002-2003	40
24. Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé	41
25. Les exportations de biens et services par nature 2002-2003	42
26. Les exportations de lingots d'or 2000-2003	43
27. Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1)	46
28. Comptes du reste du monde (S.2)	47
29. Evolution des principaux agrégats	48
30. Les impôts indirects par nature 2000-2003	50
31. Les taxes sur la consommation par nature 2000-2003	50
32. Les subventions aux entreprises publiques 2000-2003	51
33. La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2000-2003	52
34. Charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations	53
35. Composition du revenu national brut 2000-2003	54
36. Répartition des impôts directs par nature	55
37. Les cotisations sociales payées par les agents nationaux	55
38. Répartition des prestations sociales reçues par nature	56
39. Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature	57
40. Calcul du RNBD	57
41. Répartition du RNBD et de l'épargne nationale brute par agent	58
42. Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent	59
43. Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire	60
44. Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur	61
45. Variation des crédits selon leur nature	62
46. Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques	62
47. Evolution des différents soldes de la balance des paiements	64

Tableaux des comptes de base (annexe I)

1. Tableaux emplois - ressources des comptes de biens et services par groupe de produits en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente	
1.0. Ensemble des produits	73
1.1. Produits de l'agriculture	74
1.2. Produits de l'élevage	75
1.3. Energie et eaux	76
1.4. Produits des industries agro-alimentaires	77
1.5. Textiles et cuir	78
1.6. Minerais non métalliques	79
1.7. Métaux, machines et appareils	80
1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques	81
1.9. Meubles	82
1.10. Produits divers	83
1.11. Bâtiment et travaux publics	84
2.12. Transports et communications	84
2.13. Services marchands	85
2.15. Services non marchands	85
2. Tableaux entrées - sorties des comptes de biens et services, en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente 2000-2003	86
3. Comptes des Administrations publiques	
3.1. Comptes de l'administration centrale	90
3.2. Comptes consolidés des administrations publiques	92
4. Comptes des institutions financières	
4.1. Comptes des banques commerciales	93

Tableaux des sources statistiques (Annexe II)

I.1	Mouvement de la population	95
II.1	La production végétale	95
II.2	La production animale	96
III.1	Les principaux produits pétroliers importés	97
III.2	La consommation d'électricité	97
IV.1	Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie	98
V.1	Permis de construire enregistrés à l'ordre des ingénieurs	99
V.2	Ventes locales de ciment	99
V.3	Importations de matières premières pour la construction	99
VI.1	Mouvement des marchandises au port de Beyrouth	99
VI.2	Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth	99
VI.3	Recettes de la direction des téléphones et télécommunications	99
VII.1	Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits	100
VII.2	Santé : dépenses publiques de santé	100
VII.3	Services des assurances	100
VII.4	Arrivées des voyageurs	100
VIII.1	Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement	101
VIII.2	Comptes du Trésor	102
VIII.3	La dette publique	102
VIII.4	Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes	103
VIII.5	Comptes du CDR	104

VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	105
VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations	106
IX.1. Evolution de la situation monétaire	107
IX.2. Evolution du cours du dollar américain	107
IX.3. Distribution des crédits bancaires par secteur	107
X.1. Evolution des importations par branche de production	108
X.2. Evolution des importations par groupe d'utilisation	110
X.3. Evolution des exportations	110
X.4. Evolution des réexportations et du transit	110
X.5. Importations suivant les principaux pays	111
XI.1. Indice (officiel) des prix à la consommation	112
XI.2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB	112
XI.3. Indice des valeurs unitaires à l'importation	114
XI.4. Indice des taux de change	116

Tableaux de l'Annexe III (Principaux résultats de l'enquête auprès des grands établissements 2002-2003)

Tableau 1. Nombre d'entreprises déclarant, chiffres d'affaires déclarés et exportations par secteur de l'activité principale	117
Tableau 2. Nombre de travailleurs non salariés, nombre de salariés permanents et nombre de salariés saisonniers par secteur	118
Tableau 3. Nombre d'entreprises, valeur ajoutée et salaires payés par secteur de l'activité principale	119

Introduction

La publication des comptes économiques du Liban pour les années 1997-2002 a mis en lumière les principales caractéristiques de l'économie libanaise et son évolution après la fin des travaux de reconstruction du pays lancés en 1992 et achevé en 1997.

Conscient de l'importance de tels comptes pour le cadrage des politiques économiques, le gouvernement a pris la décision de poursuivre ces travaux et d'estimer les comptes économiques de la période 2003-2005 en attendant que l'Administration centrale de la statistique soit en mesure d'élaborer des statistiques régulières sur la situation économique et sociale du pays.

Les comptes de 2003 présentés ici sont établis suivant les mêmes conventions et méthodes qui ont été adoptées lors de la confection des comptes des années précédentes. Rappelons que, vu les lacunes dans la base des données concernant l'économie du pays, un modèle simplifié tiré de celui de la comptabilité nationale telle que recommandée par les Nations Unies et l'Union européenne a été adopté et des méthodes d'estimation des différents postes des comptes à partir des données disponibles ont été élaborées.¹

Cependant notre connaissance sur les entreprises industrielles et de services s'est enrichie entre temps grâce à une enquête menée auprès des neuf cents plus grandes entreprises par l'Observatoire universitaire des réalités socio-économique de l'Université Saint-Joseph portant sur l'année 2003, enquête financée par l'organisme de coopération technique française (ADETEF). C'est ainsi que certaines estimations ont été révisées, sans que cela n'affecte sensiblement les grands agrégats caractérisant l'économie et son évolution. En particulier, les exportations nettes de services ont été révisées à la hausse.

L'année 2003 a été marquée par une reprise de la croissance et une hausse modérée des prix. Cette croissance a été alimentée essentiellement par la demande extérieure et par la reprise des investissements privés. Elle a été par contre freinée par la poursuite de la baisse des investissements publics, l'Etat étant toujours handicapé par le poids de sa dette et ses efforts de réduction du déficit public.

L'autre fait marquant de 2003 a été un excédent record dans la balance des paiements sous l'effet conjugué des souscriptions aux bons du Trésor en devises (suite des décisions de Paris II) et de la reprise des transferts nets vers le Liban dont la nature reste toujours difficile à déterminer : le partage entre investissement direct, transfert en capital et transfert courant est toujours fait suivant des conventions plus ou moins arbitraires.

¹ Le lecteur pourra consulter le modèle des comptes et les méthodes d'estimation en détail dans les deux publications précédentes éditées par le ministère de l'économie et du commerce : « Les comptes économiques du Liban 1997 », mai 2003 et « Les comptes économiques du Liban 1997-2002 », juillet 2005

Tous ces faits sont détaillés dans les comptes qui sont présentés en deux parties :
La première partie passe en revue les comptes de biens et services qui décrivent les différents aspects de l'économie réelle et leur évolution. Elle comprend cinq chapitres consacrés aux éléments constituant l'égalité de base de ces comptes à savoir :

production + importation = consommation + formation brute de capital fixe et variation des stocks + exportation.

La deuxième partie présente en deux chapitres l'équilibre général des comptes intégrant l'ensemble des flux constituant l'activité économique générale. Le premier chapitre est consacré aux comptes intégrés de l'économie nationale. Ils reprennent les comptes de production et les enchaînent avec les comptes des opérations de répartition et les opérations financières. Le deuxième chapitre expose les comptes du reste du monde et la balance des paiements.

Première partie. Le compte des biens et services

L'économie réelle est décrite par le compte global de biens et services. Le tableau n°1 ci-dessous présente les résultats de ce compte pour 2003 comparés à ceux de 2002. Une estimation des comptes à prix constants permet de dégager les effets de la variation des prix dans la variation totale et dégager ainsi la croissance réelle.

Tableau n° 1
Compte global de biens et services 2002-2003

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
<i>Emplois</i>					
Consommation privée	23 742	25 407	24 529	3,6	3,3
Consommation publique	4 815	4 988	4 971	0,3	3,3
FBCF privé et var. des stocks	4 120	4 843	4 775	1,4	15,9
FBCF public	1 002	889	871	2,0	-13,1
Tot.: dépense nationale	33 679	36 127	35 147	2,8	4,4
Exportations	4 586	4 987	4 904	1,7	6,9
Emplois= ressources	38 265	41 114	40 050	2,7	4,7
<i>Ressources</i>					
PIB	28 209	29 846	29 380	1,6	4,1
Importations	10 056	11 268	10 671	5,6	6,1

Ainsi la croissance de l'activité économique intérieure mesurée par le Produit Intérieur Brut a été en 2003 de 4,1% contre 2% en moyenne pour la période 1997-2002.

La croissance de la dépense nationale a été légèrement plus forte : 4,4% contre 1,1% en moyenne pour la période quinquennale précédente. Cette croissance est due essentiellement à la reprise en force des investissements privés après une période de régression, la progression de la consommation ayant été plus modeste (+3,3%)

Ajoutées à la dépense nationale, les exportations ont entraîné la demande totale à des niveaux encore plus élevés +4,7% en valeur réelle par rapport à 2002.

Comme on peut le constater, la production intérieure n'a pas suivi le rythme de la croissance de la demande. Ce sont les importations qui ont progressé beaucoup plus vite (+6,1% en valeur réelle). Le même phénomène a été observé mais en sens inverse durant la période de stagnation ou de récession : de 1997 à 2002, le taux de croissance du PIB a été légèrement supérieur à celui des importations.

Quant à l'inflation mesurée par la variation du niveau des prix à la consommation, elle a été de 3,6% durant 2003 contre 4,7% en 2002 (cette dernière hausse qui intervient après une période de stagnation ou même de déflation est due à l'introduction de la

TVA). Cette légère inflation est importée puisque le niveau des prix à l'importation mesuré par l'indice des valeurs unitaires a progressé de 5,6% alors que les prix des facteurs de production interne ne progressaient que de 1,6%.

L'évolution des agrégats du compte de biens et services durant l'année 2003 est décrite en détail dans les cinq chapitres qui suivent :

1. La production intérieure
2. Les importations
3. La consommation
4. La formation brute du capital fixe et la variation des stocks
5. Les exportations

Chapitre premier

La production

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le niveau de l'activité de production des différents agents économiques. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises (sociétés, entreprises individuelles et entreprises publiques) produisant des biens et services marchands évalués aux prix du marché et à la valeur de la production des administrations de services non marchands évalués aux coûts des facteurs.

La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2003 par rapport à 2002 est donnée dans le tableau n° 2

Tableau n° 2
Valeur ajoutée par secteur 2002-2003

Secteur	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Agriculture et élevage	1 627	1 640	1 623	1,0	-0,2
Energie et eaux	267	187	277	-32,7	3,7
Industries	3 254	3 510	3 526	-0,4	8,3
Construction	2 136	2 201	2 219	-0,8	3,9
Transports et communications	1 973	2 096	2 162	-3,0	9,6
Services marchands	9 408	9 979	9 744	2,4	3,6
Commerce	6 092	6 699	6 295	6,4	3,3
Administration	3 452	3 535	3 535	0,0	2,4
Total PIB	28 209	29 846	29 380	1,6	4,1

Comme durant la période précédente, le secteur agricole a continué à stagner. Par contre, l'industrie et le bâtiment ont repris un nouvel essor dû à la reprise des investissements et la progression de la demande extérieure. On notera aussi la très forte progression du secteur des transports et communications due au développement spectaculaire des télécommunications.

Ainsi la part dans le PIB du secteur de l'agriculture a continué à reculer passant de 5,8% en 2002 à 5,5% en 2003, alors que celle des services en général a atteint presque les trois quarts.

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des entrants. Il est remarquable de constater que malgré la croissance réelle du secteur de l'énergie, la valeur ajoutée dans ce secteur a diminué suite à la très forte hausse des prix des produits pétroliers servant à la production d'électricité, hausse non accompagnée par une hausse équivalente des prix de vente de l'énergie électrique.

Les sections qui suivent donnent le détail de la formation de la valeur ajoutée dans les différents secteurs.

Section I. L'agriculture et l'élevage

La valeur ajoutée dans l'agriculture et l'élevage est calculée en retranchant de la production aux prix à la ferme la valeur estimée de la consommation intermédiaire ainsi que le montre le tableau ci-dessous (tableau n° 3).

Tableau n° 3
La production agricole 2002-2003

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Céréales	66	62	69	-10,9	4,1
Fruits	824	781	796	-1,9	-3,4
Cultures industrielles	95	101	99	1,9	4,1
Légumes et autres plantes	517	570	509	11,9	-1,6
Produits de l'agriculture	1 503	1 513	1 473	2,7	-2,0
Animaux vivants	272	266	279	-4,8	2,6
Produits d'origine animale	189	214	199	7,5	5,1
Produits de la pêche	56	58	56	4,6	0,0
Pr. de l'élevage et pêche	517	538	534	0,7	3,2
Total général	2 020	2 050	2 007	2,2	-0,6
- consommation intermédiaire	393	410	384	7,2	-2,4
= Valeur ajoutée brute	1 627	1 640	1 623	1,0	-0,2

Ce tableau montre que l'évolution en valeur et en prix de la production a été différente de celle de la consommation intermédiaire. La baisse en volume de la production a été amortie par une baisse plus importante des volumes de biens intermédiaires consommés. Il en est résulté une baisse de la valeur ajoutée en valeur réelle moins forte que celle de la production. Par ailleurs la hausse des prix à la ferme n'a pas entraîné une hausse équivalente des prix des facteurs de production (+2,2% contre +1%) suite à une hausse plus forte des prix des produits intermédiaires consommés (+7,2%)

Evolution de la production

La production végétale est composée essentiellement de fruits et légumes dont la production a accusé une baisse en volume durant l'année 2003.

La baisse de 3,4% des quantités de fruits produits est uniquement due à la très forte chute dans la production d'olives. En effet, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture, la production d'olives n'aurait atteint en 2003 que 83 200 tonnes contre 184 400 tonnes en 2002. L'ensemble des autres fruits aurait par contre progressé de 15% en volume et 14% en valeur, les prix de vente à la ferme ayant baissé de 0,9%

Mis à part la pomme de terre dont la production a passé de 397 100 tonnes en 2002 à 416 400 tonnes en 2003 avec une baisse des prix de 5%, la production de l'ensemble des légumes a connu un recul dans la production accompagné d'une hausse des prix.

La production animale a continué en 2003 la progression enregistrée durant la période précédente, avec toute fois un rythme moins élevé : 3,2% contre 5,4% en moyenne par an durant la période 1997-2002.

La baisse des prix à la production d'animaux vivants (-4,8%) est le résultat de la forte baisse des prix des poulets (-9,6%) survenue durant l'année 2003. Cette baisse a été tempérée par la hausse des prix des viandes rouges qui a été de 5%. Alors que l'augmentation des quantités produites provient de celle de la production de viande de bovins qui passe, toujours d'après les estimations du ministère de l'agriculture, de 33 600 tonnes en 2002 à 41 700 tonnes en 2003. Mais la production de viande rouge représente moins de 30% de la valeur de la production d'animaux vivants, le reste étant constitué de viande de poulet.

Quant à la production d'origine animale, elle est constituée aux deux tiers par la production de lait frais qui a été estimée à 245 000 tonnes en 2002 et 254 490 tonnes en 2003 soit une progression de 3,8%, progression accompagnée d'une hausse des prix à la ferme de 7,8%. On note aussi une forte progression de la production de miel et une stagnation de la production d'œufs.

La consommation intermédiaire dans l'agriculture et l'élevage

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du Ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, etc. La plus grande partie de ces produits sont d'ailleurs importés, ce qui permet aussi de calculer approximativement l'évolution de leur prix de vente aux agriculteurs. Ces prix ont accusé une hausse de 7,2% en 2003 par rapport à 2002. La hausse des prix a entraîné une baisse dans l'utilisation des produits intermédiaires dans l'agriculture et l'élevage plus que proportionnelle à la baisse dans le volume de la production (-2,4% contre -0,6% pour la production). La baisse en volume de importations de produits intermédiaires destinés à ce secteur a été encore plus importante (-8,9%).

Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux

Parallèlement aux entreprises publiques qui contrôlent la production et la distribution de l'électricité et de l'eau, il existe, en raison des coupures fréquentes sur le réseau de distribution public, de petits établissements privés qui produisent et vendent de l'électricité à l'échelle du quartier et aussi des établissements qui distribuent de l'eau aux domiciles par des camions citernes. Les estimations de 2003 sont basées sur les estimations antérieures en utilisant les indicateurs disponibles.

L'évolution du compte de production de ce secteur entre 2002 et 2003 se présente comme suit (tableau n° 4) :

Tableau n° 4
La production d'énergie et eaux 2002-2003

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Electricité	1 064	1 100	1 101	-0,1	3,5
Eaux	167	169	169	0,0	1,2
Total	1 231	1 269	1 270	-0,1	3,2
- consommation intermédiaire	964	1 083	993	9,0	3,0
= Valeur ajoutée brute	267	187	277	-32,7	3,7

Evolution de la production

L'évolution en volume de la production d'électricité est proportionnelle à la distribution du courant électrique sur le réseau. Celle-ci a passé de 10 192 millions de KWh en 2002 à 10 548 MKWh en 2003

En l'absence de données sur la distribution d'eau, la consommation de ce bien a été supposée augmenter proportionnellement à la croissance de la population qui est environ de 1,2% par an.

Quant aux prix, ils sont en théorie constants puisque aucun changement de tarif n'est intervenu entre 2002 et 2003. Ce pendant, le tarif de l'électricité étant progressif, le prix moyen du KWh distribué dépend de la répartition de la consommation entre les ménages. D'après les données de l'EDL le prix moyen du KWh facturé en 2003 était très légèrement inférieur à celui de 2002 (-0,1%)

Evolution de la consommation intermédiaire dans le secteur de l'énergie

La consommation intermédiaire dans ce secteur a progressé en volume approximativement comme la production. Elle est composée en grande partie de produits pétroliers dont les prix ont fortement augmenté en 2003. En conséquence, la valeur ajoutée dans ce secteur, qui représente une faible part de la valeur de la production, a chuté de plus de 30%, passant de 267 milliards en 2002 à 187 milliards de LL en 2003 .

Section III. L'industrie

Le tableau n° 5 montre l'évolution de la production des différentes branches de l'industrie ainsi que celle de la consommation intermédiaire suivant la nature des biens et services utilisés dans le processus de production.

Dans l'ensemble, les prix des entrants dans l'industrie ont augmenté plus que les prix à la production. Ceci a été compensé par une croissance des quantités consommées

moins forte que les quantités produites, ce qui a maintenu les prix des facteurs de production qui n'ont baissé que de 0,5%. Ainsi, la valeur ajoutée à prix constants a crû de 8,3% pour une croissance en volume de la production de 6,1%

Tableau n° 5
La production industrielle 2002-2003

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
<i>Production</i>					
Agro-alimentaires	2 903	2 960	2 959	0,0	1,9
Textiles	583	596	560	6,5	-3,9
Minéraux non métalliques	814	876	825	6,2	1,4
Métaux, machines et appareils	1 022	1 289	1 211	6,4	18,5
Bois, caoutchouc et chimie	902	976	911	7,2	0,9
Meubles	337	394	386	2,1	14,6
Autres branches	700	873	854	2,3	21,9
Total	7 260	7 965	7 705	3,4	6,1
<i>Consommation intermédiaire</i>					
Produits agricoles	691	664	634	4,8	-8,3
Produits de l'élevage	517	558	503	10,9	-2,7
Energie et eaux	326	371	341	9,0	4,6
Produits agro-alimentaires	234	262	233	12,2	-0,1
Textiles	231	232	243	-4,5	5,3
Minéraux non métalliques	412	458	427	7,3	3,3
Métaux, machines et appareils	646	788	755	4,5	16,8
Bois, caoutchouc et chimie	757	896	817	9,7	7,8
Autres produits manufacturés	47	72	73	-1,9	51,4
Services	144	154	154	0,2	6,8
Total	4 006	4 455	4 179	6,6	4,3
Valeur ajoutée brute	3 254	3 510	3 526	-0,4	8,3

Evolution de la production

La croissance de la production industrielle a été provoquée principalement par la demande extérieure (exportations et achats des touristes). Les branches qui ont accusé une progression remarquable en 2003 sont les suivantes : l'industrie des machines et appareils (+37,7% en volume) et des ouvrages en métaux (+26,9%), l'industrie du meuble (+14,9%) et, dans les autres branches, les éditions (+17,2%) et la bijouterie (+27,6%).

Seul le secteur du textile, du cuir et de l'habillement a connu un recul dans la production (-3,9% en volume). Cette régression est due à la concurrence des importations suite à la baisse des prix du prêt-à-porter d'origine asiatique et la réduction des droits de douanes.

Evolution de la consommation intermédiaire dans l'industrie

La composition des intrants dans l'industrie varie en fonction de l'évolution de la production des différentes branches. Ainsi la baisse en volume de la consommation des produits de l'agriculture et de l'élevage provient de la baisse de la production d'huiles végétales et de viandes fraîches. La hausse de consommation de produits métalliques est la conséquence de la hausse de la production du secteur des métaux, machine et appareils et aussi de la bijouterie qui utilise l'or et autres métaux précieux. Notons que la hausse en valeur relative de la consommation de produits divers n'est pas très significative vu son faible poids dans les intrants.

Section IV. La construction

Comme pour la production industrielle, la croissance réelle de la construction est déduite des statistiques sur les matières premières utilisées dans ce secteur : livraison intérieure de ciment par les cimenteries locales et produits importés utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Le tableau n° 6 montre la variation de la production de bâtiments en valeur et en volume ainsi que celle des produits consommés dans la construction.

Tableau n° 6
La production de bâtiment et travaux publics 2002-2003

	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Production	3 739	3,957	3,877	2,0	3,7
Consommation intermédiaire					
Minéraux non métalliques	647	716	667	7,3	3,0
Métaux machines et appareils	668	724	693	4,5	3,7
Bois, caoutchouc, chimie	158	180	164	9,7	3,7
Autres produits	27	30	28	7,2	3,7
Services	103	107	107	0,2	3,7
Total	1 603	1 756	1 658	5,9	3,5
Valeur ajoutée brute	2 136	2 201	2 219	-0,8	3,9

N'étant pas observée directement, la variation des prix à la construction a été estimée par la moyenne pondérée de l'évolution du salaire de l'ouvrier et des prix des matières premières. Le prix de la main d'œuvre n'ayant pas changé, la croissance des prix à la construction aurait été de 2% contre une hausse de 6% dans la valeur des matières premières destinées à la construction.

La variation du volume des produits intermédiaires consommés a été légèrement inférieure à celle de la production suite à un léger changement dans la composition des intrants.

Les prix de l'ensemble des facteurs de production formant la valeur ajoutée (amortissement, salaires et revenus mixtes) auraient accusé une légère baisse (-0,9%).

Section V. Les transports et communications

Le secteur des transports et communications a connu une forte croissance durant l'année 2003 (+10,9% en volume), poursuivant ainsi la progression réalisée durant la période 1999-2002. Cette croissance est due principalement au développement spectaculaire de télécommunications et dans une moindre mesure à la croissance des transports aériens.

Le tableau n° 7 montre l'importance de la branche des télécommunications dont la production a accusé une hausse de 11% avec une stabilité dans les prix.

Il faut noter cependant que la branche des transports routiers est sous-estimée du fait qu'elle ne prend pas en compte, faute de renseignements, les transports de marchandises. Ceci a pour conséquence de diminuer la part de ce secteur dans le PIB au profit des autres secteurs, notamment le commerce. Le développement des transports routiers résulte principalement de l'accroissement de la population urbaine, des transports scolaires et surtout du mouvement touristique

Tableau n° 7
La production de services de transports et communications 2002-2003

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Transports routiers	698	745	735	1,3	5,3
Transports aériens et autres	300	323	323	0,0	7,7
Postes et télécommunications	2 558	2 844	2 844	0,0	11,2
Total	3 006	3 912	3 902	0,2	9,7
- consommation intermédiaire	1 583	1 816	1 740	4,3	10,0
= Valeur ajoutée brute	1 973	2 096	2 162	-3,0	9,6

La détérioration des prix de la valeur ajoutée est due à la hausse des prix des intrants, notamment des prix des carburants alors que les prix à la production restaient pratiquement inchangés.

Section VI. Les services marchands

Du compte de production du secteur des services marchands autres que les transports, communications et commerce reproduit dans le tableau n° 8 ci-dessous, il ressort que ce secteur a connu une progression non négligeable en 2003. La valeur ajoutée a crû en termes réels de 3,6%, taux légèrement supérieur à la croissance de la production du fait de la croissance moins forte des intrants.

Evolution de la production de services marchands

Le secteur des services marchands est très hétérogène et groupe des activités qui ont connu des développements différents.

Tableau n° 8
La production de services marchands 2002-2003

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Services aux entreprises	797	816	811	0,7	1,7
Entretien et réparation	210	214	207	3,6	-1,8
Logement	2 201	2 252	2 248	0,2	2,2
Hôtels et restaurants	1 001	1 093	1 038	5,3	3,7
Services personnels divers	754	772	763	1,2	1,2
Services de santé	1 636	1 752	1 689	3,7	3,2
Services d'éducation	2 550	2 788	2 638	5,7	3,5
Services financiers	2 307	2 448	2 448	0,0	6,1
Total	11 455	12 134	11 841	2,5	3,4
- Consommation intermédiaire	2 047	2 155	2 104	2,8	2,4
= Valeur ajoutée brute	9 408	9 979	9 744	2,4	3,6

a) Les services aux entreprises

Il s'agit des services techniques, juridiques, de comptabilité, d'informatique, de location de matériels, de courtage, etc. La production de ces services n'est pas estimée à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises. Elle est égale à la somme des consommations intermédiaires des différents secteurs utilisateurs de ces services, en particulier l'administration publique, et des exportations. Les erreurs d'estimation possibles des consommations intermédiaires n'affectent pas l'estimation du PIB mais sa répartition entre le secteur des services et les autres secteurs. Par contre, une erreur sur l'estimation des exportations de services affecte le PIB.² D'après une enquête récente, les exportations de tels services auraient été le principal facteur de leur développement.

Les prix de ces services n'ont fait l'objet d'aucune évaluation et ont été maintenus constants.

b) Les services d'entretien et réparation

Il s'agit ici uniquement des services d'entretien et de réparation utilisés par les ménages et les administrations qui sont les seuls à avoir été saisis statistiquement. Les services d'entretien utilisés par les entreprises n'ont pas fait l'objet d'estimations et ont été négligés ; en conséquence la répartition du PIB entre le secteur des services et les autres secteurs, est biaisée.

La consommation des ménages en services d'entretien et de réparation, principale composante de la production de ce secteur, est connue grâce à l'enquête sur le budget des ménages de 1997. Les estimations pour les autres années ont été effectuées à l'aide d'indicateurs : l'importation des pièces de rechange pour la réparation des

² Les comptes de ce secteur ont été révisés à la lumière des résultats des enquêtes effectuées auprès des grandes entreprises. Il est apparu que les exportations de services adoptées dans les comptes 1997-2002 étaient sous-évaluées.

voitures et de l'électroménager, la croissance du nombre de logements (de ménages) pour l'entretien des bâtiments. D'après ces indicateurs, la consommation dans la production de tels services aurait régressé d'environ de 2% en 2003 par rapport à 2002 avec une hausse des prix de 3,6% d'après les relevés de prix de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Beyrouth (CCIAB).

c) Les services des hôtels et restaurants

Par convention et commodité de traitement statistique, la production des hôtels et restaurants est égale à leur chiffre d'affaires diminué de la valeur des achats de nourritures et boissons servies aux clients. Partant des estimations de 1997, la production de ce secteur pour les années suivantes a été estimée en utilisant comme indicateur de croissance réelle la moyenne simple des taux de croissance des arrivées des touristes et de la population résidente. C'est ainsi que le taux de croissance de ce secteur a été estimé à 3,7% au regard de l'accroissement de l'arrivée de voyageurs étranger qui a été de 6,2% en 2003 par rapport à 2002.

Les variations des prix des services de restauration sont déduites des observations de la CCIAB. Celles des prix des services d'hôtellerie ont été prises comme étant égales à celles des prix de la restauration.

d) Les services personnels divers

Il s'agit des services de loisirs, de soins personnels et ménagers. Ils sont connus grâce à l'enquête sur les budgets des ménages de 1997. L'estimation pour les autres années a été faite de façon arbitraire en appliquant aux données de 1997 un taux de croissance réelle de 1,4%/an pour la période 1997-2002 et de 1,2% pour l'année 2003 et le taux de variation des prix calculé grâce aux relevés de prix de la CCIAB.

e) Les services de santé

Les services de santé ont fait l'objet de nombreuses études entre 1997 et 1999 : enquête sur les conditions de vie des ménages (ACS 1997, les comptes de la santé (OMS 1998), enquête sur l'utilisation des services de santé (ACS, OMS 1999). Les estimations retenues pour 1997 sur la base de ces études ont été projetées sur les années suivantes en retenant l'importation de médicaments comme indicateur de la production des services de santé.

D'après ces estimations, le secteur de la santé (secteur marchand, à l'exclusion des services publics de santé) a connu en 2003 une croissance un peu plus forte que dans la période quinquennale précédente : 3,2% contre 2,4% par an en moyenne sur la période 1997-2002.³

Les variations des prix ont été calculées suivant les prix fournis par les plus grands hôpitaux. Elles sont assez proches de celles que l'on peut déduire des observations de la CCIAB. Elles ont été de +3,7% en 2003, continuant ainsi leurs tendance passée

³ Cette progression est confirmée par la progression des chiffres d'affaires des hôpitaux faisant partie de l'échantillon de l'enquête sur les grandes entreprises.

f) Les services d'éducation

La production de services d'éducation comprend uniquement les frais de scolarités et la valeur des services annexes reçus par les écoles et les universités de l'enseignement privé. Les services des écoles publiques et de l'Université libanaise sont comptés avec les services non marchands du secteur de l'administration (voir plus loin chapitre 4 section 2). Les estimations de 1997 ont été projetées sur les années suivantes en fonction de l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants enregistrés dans les établissements d'enseignement privés et des prix de scolarité relevés par la CCIAB.

Le résultat de ces estimations fait apparaître un taux de croissance réelle de ce secteur de 3,5% en 2003 contre une moyenne annuelle de 1,3% par an durant la période 1997-2002. Les relevés de prix de la CCIB font apparaître une augmentation des prix des scolarités en 2003 de 5,7%

g) Les services financiers

Les services financiers comprennent les services bancaires et les services d'assurances.

La valeur de la production de services bancaires est définie comme étant égale aux intérêts et commissions reçus par les banques, diminués des intérêts payés aux déposants. Les données ayant servi au calcul de la production de ces services sont fournies par les comptes de "pertes et profits" communiqués à la Banque du Liban

Il est difficile de définir un prix pour les services bancaires. En attendant des travaux d'étude permettant la mise au point d'une méthode de détermination d'un tel prix, les prix des services bancaires ont été supposés constants sur la période étudiée.

La valeur de la production bancaire (banques commerciales seulement) a passé de 1 551 milliards de LL en 1997 à 1 924 milliards en 2002 et 1995 milliards en 2003, soit un taux de croissance de 4,5% par an en moyenne durant la période 1997-2002 et 5% en 2003.

De même, la production des services d'assurances est définie comme étant égale à la différence entre les primes reçues et les indemnités payées. Là encore il n'est pas envisagé de définir le prix du service ainsi défini.

La valeur de la production de service d'assurances a été révisée à la lumière de nouvelles statistiques fournies par le ministère de l'économie et du commerce. Ce secteur a connu une très forte croissance durant les six dernières années. Durant la période quinquennale 1997-2002, le produit des assurances a passé de 182 à 299 milliards de LL soit un taux de croissance moyen de 10% par an. En 2003, la progression a été encore plus forte : +16% par rapport à 2002.

Section VII. Le commerce

Evolution de la production du secteur commercial

La valeur de la production de services commerciaux est mesurée par les marges commerciales au sens large (différence entre les prix de vente et les prix d'achat) et les commissions reçues par les intermédiaires entre utilisateurs et producteurs de marchandises. Ces marges comprennent les taxes sur la consommation payées par les commerçants et les marges du commerçant à proprement parler. Le tableau n° 9 ci-dessous récapitule les éléments rentrant dans le calcul de la production du secteur commerce.

Seules les taxes payées lors de la rentrée de la marchandise sur le territoire libanais ont pu être répertoriées. Elles comprennent les droits de douanes, la taxe sur la consommation et, depuis 2002, la TVA perçus sur les marchandises importées.

Les marges du commerce intérieur sont égales à la différence entre la valeur des emplois de biens et services et celle des importations et de la production locale diminuée du montant des taxes payées par les importateurs. Ainsi calculées, les marges comprennent les taxes internes telles que la TVA interne que les statistiques actuelles ne permettent pas d'affecter aux différents secteurs de l'économie.

Le calcul des marges aux prix de l'année précédente revient à calculer les marges d'une année en appliquant au volume des biens échangés, le coefficient de marge de l'année précédente. Ce calcul a été fait séparément pour les taxes et les marges du commerce intérieur. En ce qui concerne les prix des services du commerce extérieur, aucune estimation de leur évolution n'est possible ; ils ont été maintenus au même niveau.

La lecture du tableau n° 9 nous apporte les renseignements suivants :

- Les taxes sur les importations ont atteint 2 726 milliards de livres soit une hausse relative par rapport à 2002 de 7,2%. L'augmentation des taxes à prix et taux constants aurait été de 6,1% qui est le taux de croissance réelle des importations. Le reste du taux de croissance des taxes (1%) est ainsi imputable à la variation des prix et des taux de taxation. En fait, le ratio taxes sur importations aux prix courants a passé de 26,2% en 2002 à 25,1% en 2003. Cette baisse dans le taux apparent de taxation a été plus que compensée par la hausse des prix à l'importation estimée à environ 5,7%.
- Les marges du commerce intérieur ont par contre fortement augmenté passant de 3 691 milliards de LL en 2002 à 4 284 milliards en 2003 soit +16,6%. Cette hausse est imputée à l'accroissement en volume des ressources en biens importés et produits localement (+5,4%), à la hausse des prix origine de ces biens (+4,1%) et à la hausse du coefficient de marge qui a passé de 18,3% en 2002 à 19,4% en 2003. Ainsi la hausse de 10,6% des « prix » du service de commerce est imputable pour 4,1% à la hausse des prix origine des biens et pour 6,2% à la hausse des marges.

Tableau n° 9
Compte du secteur commercial 2002-2003

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Taxes sur les importations	2 544	2 726	2 700	1,0	6,1
Marges du comm. intérieur	3 691	4 284	3 889	10,2	5,4
Services du commerce extérieur	852	718	718	0,0	-15,8
Total= production	7 087	7 728	7 306	5,8	3,1
- Consommation intermédiaire	995	1 029	1 011	1,8	1,6
= Valeur ajoutée brute	6 092	6 699	6 295	6,4	3,3

La consommation intermédiaire et la valeur ajoutée dans le secteur du commerce

La consommation intermédiaire est estimée pour l'année 1997 puis projetée sur les années suivantes suivant les mêmes méthodes que dans les autres secteurs de l'économie. Rappelons que les services de transport de marchandises ne sont pas inclus dans les entrants du commerce, ce qui entraîne une légère surévaluation de la valeur ajoutée dans ce secteur contrebalançant la sous-évaluation de la valeur ajoutée du secteur des transports.

Les prix des produits consommés par le secteur du commerce ont haussé dans l'ensemble de 1,8% contre 2,0% en 2002.

Compte tenu de l'évolution des "prix" à la production de ce secteur, la valeur ajoutée à prix constants a augmenté en 2003 de 3,3% contre 0,6% par an durant les années 1998-2002.

Section VIII. Les services non marchands

Les services non marchands sont fournis par les administrations publiques qui comprennent l'Administration centrale, les administrations autonomes et les municipalités. Comme leur dénomination l'indique, ces services ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas de prix au sens courant du terme. Leur valeur est alors estimée à leurs coûts constitués par les trois éléments suivants : valeur des biens et services marchands consommés, valeur de l'amortissement du capital fixe public et salaires des fonctionnaires.

Seuls les comptes de l'Administration centrale sont publiés régulièrement. Les autres administrations ont fait l'objet d'estimations en 1997. Ces estimations ont été projetées sur les autres années à partir d'indicateurs contenus dans les comptes du Trésor public.

Le tableau n° 10 montre le détail des éléments rentrant dans le calcul de la production des administrations en 2003 comparée à celle de 2002.

Tableau n° 10
Calcul de la production des services non marchands 2002-2003

Eléments du coût	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
<i>Consommation intermédiaire</i>					
Energie et eaux	43	68	62	9,0	42,6
Produits manufacturés	151	134	126	6,3	-16,6
Transport et communications	23	24	24	0,0	3,7
Services financiers	736	730	730	0,0	-0,8
Autres services marchands	409	497	468	6,2	14,4
Total : cons. intermédiaire	1 363	1 453	1 410	3,0	3,5
<i>Eléments de la valeur ajoutée</i>					
Amortissements	671	698	698	0,0	4,0
Salaires	2 781	2 837	2 837	0,0	2,0
Total : Valeur ajoutée brute	3 452	3 535	3 535	0,0	2,4
Valeur de la production	4 815	4 988	4 945	0,9	2,7

La valeur des biens et services marchands consommés constitue la consommation intermédiaire dans le processus de production ; la valeur ajoutée des administrations est donc égale aux salaires des fonctionnaires et à l'amortissement du capital fixe à usage collectif.

a) La consommation intermédiaire de biens et services marchands

Plus de la moitié des biens et services marchands consommés par les administrations publiques est constituée par la valeur des services bancaires inclus dans le service de la dette. En effet, une partie des intérêts payés par l'Etat aux banques ayant souscrit aux bons du Trésor constitue le paiement du service bancaire dont la valeur est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts payés aux déposants. La valeur estimée des services financiers payés par l'Administration a passé de 633 milliards de LL en 1997 à 736 milliards en 2002 puis a régressé à 730 milliards en 2003, soit une baisse de 0,8%, alors que l'ensemble des intérêts payés ont progressé de 3,5% en 2003 passant de 4 716 milliards de LL en 2002 à 4 879 milliards en 2003. Cet écart est entièrement dû à des souscriptions plus importantes aux bons du Trésor en dehors du système bancaire ; en effet le taux moyen de marge bancaire a passé de 25,8% en 2002 à 26,5% en 2003.

b) La valeur ajoutée des administrations publiques

La valeur ajoutée des administrations est calculée aux coûts des facteurs à savoir : valeur de l'usure du capital fixe (amortissements) et rémunération du facteur travail.

La valeur des amortissements des biens publics est, par convention, égale au trentième de leur valeur actualisée. Cette valeur a été calculée en cumulant les dépenses de l'Etat pour la formation brute de capital fixe des trente dernières années, la valeur des dépenses d'une année passée étant actualisée par un indice de prix adéquat. A défaut de l'existence d'un tel indice, nous avons adopté l'indice du salaire minimum. (Voir en annexe le détail des calculs). Ainsi calculée, la valeur des

amortissements a passé, entre 1997 à 2002, de 498 à 671 milliards de LL puis à 698 milliards, soit une augmentation de 4% en 2003 contre un taux de croissance moyen de 6% par an durant la période précédente. Ce ralentissement fait suite à la décroissance du rythme des investissements publics ces dernières années.

La rémunération des salariés des administrations publiques comprend le salaire de base, les primes et indemnités diverses ainsi que les cotisations patronales aux organismes de sécurité sociale. Le coût du facteur travail a progressé en 2003 par rapport à 2002 de 2% contre 4,9% par an en moyenne durant la période quinquennale précédente.

c) La variation en volume des services non marchands

Les services non marchands n'ayant pas de prix à proprement parler, le calcul du volume de tels services aux prix d'une année de référence se fait en additionnant les éléments du coût évalués aux prix de référence choisis. Seuls les prix des produits consommés ont varié (+3% en 2003), les prix des facteurs de production (salaires et indice de valorisation du capital fixe) n'ont pas changé durant la période.

Ainsi la variation en volume des services non marchands aura été de 2,7% en volume, pour une variation de 2,4% en valeur.

Chapitre 2 Les importations

Les importations comprennent les importations de biens sur le territoire national et les dépenses de consommation hors du territoire de résidents au Liban. Les importations de services n'apparaissent pas car elles sont déduites des exportations de services.

Les importations de biens sur le territoire sont connues grâce aux statistiques douanières. Leur valeur comprend les coûts du fret et de l'assurance jusqu'aux postes douaniers (prix caf). Cependant, quelques modifications sont apportées à ces statistiques : en premier lieu, l'importation de lingot d'or pour la constitution de réserves ou dans un but spéculatif n'est pas prise en compte. Seule la partie de l'or utilisée dans la joaillerie est incluse dans les importations. En second lieu, la valeur et les quantités de produits pétroliers importés ont été modifiées suivant les statistiques fournies par la direction générale du pétrole.

Le tableau n° 11 récapitule le chiffre des importations suivant le classement adopté pour l'élaboration des comptes et leur évolution en 2003 par rapport à 2002 en valeur et en volume.

Tableau n° 11
Importations classées par groupe de produit 2002-2003

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Produits de l'agriculture	509	575	533	7,8	4,8
Produits de l'élevage	304	345	295	17,1	-3,0
Produits pétroliers	1 587	1,916	1,613	18,7	1,6
Produits agro-alimentaires	1 054	1,087	1,054	3,1	0,0
Textiles	793	806	836	-3,5	5,4
Minerais non métalliques	365	432	421	2,6	15,4
Métaux, machines et appar.	2 847	3,209	3,186	0,7	11,9
Bois, caoutchouc, chimie	1 670	1,898	1,763	7,7	5,5
Meubles	93	85	91	-7,0	-1,9
Divers	476	498	498	0,1	4,6
Total import. territoriales	9 698	10 851	10 290	5,5	6,1
Dépenses des rés. à l'étranger	357	417	381	9,4	6,8
Total import. nationales	10 056	11 268	10,671	5,6	6,1

Après une période de stagnation relative, les importations au sens territorial ont amorcé une reprise importante en 2003 : +11,9% en valeur et 6,1% en volume par rapport à 2002, la hausse de l'indice des valeurs unitaires ayant été estimés à 5,5%.

Les prix à l'importation ont été fortement influencés par la hausse des prix des produits pétroliers (+18,7%). On note aussi une hausse non négligeable dans les valeurs unitaires des produits agricoles, notamment de ceux de l'élevage (prix des animaux vivants).

La hausse des prix à l'importation aurait dû être plus importante vu la dévaluation de la monnaie libanaise face à l'Euro du fait de son attelage à la devise américaine : en effet le cours de change de l'euro par rapport au dollar US donc par rapport à la livre a augmenté de 19,6% en 2003 par rapport au cours moyen de 2002. Au Liban, plus du tiers des importations provenant des pays de la zone Euro, l'appréciation de l'euro aurait eu pour conséquence, toutes choses égales par ailleurs, une hausse des prix à l'importation de 6,1%. En fait, deux facteurs ont amorti les effets d'une telle hausse. D'une part les pays européens ont dû abaisser leur prix à l'exportation et, d'autre part, le Liban a substitué ses importations de la zone euro par d'autres sources. Ainsi, à taux de change constant, la valeur des importations en provenance de la zone euro a baissé de 9,9%.

Tableau n° 12

Calcul de l'effet euro sur les prix à l'importation, toutes choses égales par ailleurs

Importations* par	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux cours de 2002	des cours de des valeurs	des cours de change	à change constant
Zone géographique						
Zone Euro	3 505	3 775	3 157	7,7	+19,6	-9,9
<i>Dont Italie</i>	453	460	385	1,5	+19,6	-15,2
Autres pays**	6 214	7 034	7 034	13,2	-	13,2
Total	9 719	10 810	10 191	11,2	6,1	4,9

*suivant les statistiques douanières non modifiées

**en supposant le cours des devises des autres pays inchangé

En fait les quantités importées de la zone Euro n'ont pas baissé d'autant, les prix exprimés en Euro ayant baissé et compensé dans une certaine mesure la hausse du cours de l'Euro. Par exemple, les importations en provenance d'Italie qui est le premier fournisseur du Liban, les importations à taux de change constant ont baissé de 15,2% mais les valeurs unitaires des biens importés de ce pays ont haussé de 9,6% seulement, soit une baisse des prix exprimés en Euro de 8,4%. Ainsi les importations provenant d'Italie ont baissé en volume de 7,4%.

Les biens dont l'importation a fortement augmenté en volume sont les produits des minerais non métalliques (+15,1%) ainsi que les ouvrages en métaux (+11,9%).

Ces importations répondent à la reprise remarquable des investissements en 2003. En effet, comme on peut le constater dans le tableau suivant ce sont les importations de biens d'équipement destinés à la formation brute de capital fixe qui ont fortement augmenté en 2003 par rapport à 2002 : +19,8% en valeur et +17,9% en volume. Signalons cependant que les valeurs unitaires des biens d'équipement dont l'indice a haussé de 1,7% ne reflètent pas fidèlement leurs prix.

La demande de consommation des ménages a été le second stimulant des importations : les biens destinés aux ménages qui constituent presque la moitié des importations, ont augmenté de 8,2% en valeur et 5,6% en volume.

Tableau n° 13
Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2002-2003

Nature de l'utilisation	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Emplois intermédiaires dans					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	255	249	233	7.2	-8.9
<i>l'énergie et l'industrie</i>	2390	2778	2496	11.3	4.4
<i>la construction</i>	411	430	423	1.6	3.1
<i>les autres secteurs</i>	957	1,128	1,015	11.2	6.0
Total des emplois interméd.	4013	4586	4167	10.0	3.8
Consommation	4707	5093	4969	2.5	5.6
FBCF	978	1172	1153	1.7	17.9
Total	9698	10851	10290	5.5	6.1

Outre les prix de pétrole, ceux de beaucoup de matières premières ont accusé des hausses importantes durant l'année 2003. Ainsi les valeurs unitaires des produits destinés à la consommation intermédiaire ont haussé en moyenne de 10% tandis que le volume des importations de tels produits progressait de façon modérée (+3,8%).

Quant aux dépenses de consommation à l'étranger, elles ont été estimées pour l'année 1997 suivant les données de l'enquête sur le budget des ménages. Vu l'absence d'observations directes durant la période suivant 1997, ces dépenses ont été supposées évoluer en volume suivant le mouvement des voyageurs libanais vers l'étranger : +6,8% en 2003 par rapport à 2002.

Le calcul de l'évolution des dépenses en valeur a été effectué en adoptant comme indicateur des prix la moyenne des cours de l'euro et du dollar américain par rapport à la livre libanaise. Le taux de change de l'euro a été en moyenne en 2003 de 19,6% supérieur à celui observé en 2002, le cours du dollar étant resté stable, d'où le chiffre de 9,4% adopté pour estimer l'effet prix sur la valeur des dépenses à l'étranger.

Chapitre 3 La consommation

La consommation finale constitue la partie la plus importante des emplois des biens et services et représente, suivant les années, entre 70 et 75% des ressources disponibles. Elle est formée de la consommation des ménages (ou consommation privée) et des administrations (ou consommation publique). Les deux sections qui suivent présentent les détails de chacun des deux types de consommation

Section I La consommation des ménages

La consommation des ménages est obtenue à partir de l'estimation de la consommation privée sur le territoire national (consommation intérieure) en retranchant la consommation des touristes et en ajoutant les dépenses de consommation des voyageurs libanais à l'étranger. Cette consommation a été estimée lors de l'élaboration des comptes de 1997 sur la base des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. L'estimation pour les autres années est faite de façon indirecte par l'utilisation d'indicateurs adéquats.

Le tableau n° 14 montre l'évolution de la consommation des ménages suivant ses différentes composantes. Un indice des prix à la consommation a été élaboré spécialement pour apprécier l'évolution réelle de la consommation. Les sources des données sont publiées dans l'annexe.

Tableau n° 14
Consommation des ménages par nature 2002-2003

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Produits alimentaires	6209	6400	6275	2,0	1,1
Tabac	651	628	617	1,8	-5,2
Textiles et habillement	1 573	1 739	1 619	7,4	2,9
Energie et eaux	1 791	1 905	1 855	2,7	3,6
Biens durables	1 792	2 032	1 907	6,5	6,5
Autres produits manufacturés	2 004	2 264	2 108	7,4	5,2
Transport et communication	1 772	1 938	1 928	0,5	8,8
Loyer du logement	2 201	2 252	2 248	0,2	2,2
Education et santé	4 185	4 540	4 327	4,9	3,4
Autres services	2 301	2 491	2 420	2,9	5,2
Consommation intérieure	24 479	26 189	25 306	3,5	3,4
-Dépense nette des voyageurs	-737	-782	-777	0,6	5,5
Total	23 742	25 407	24 529	3,6	3,3

Le taux de croissance de la consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) a été de 3,4% en volume et 3,5% en prix, alors que la

période quinquennale précédente était caractérisée par une relative stabilité des prix et une croissance moyenne de 2% par an.

L'évolution de la consommation privée n'a pas été la même pour tous les types de dépenses. Les dépenses sur les communications et les biens durables ont connu une croissance en valeur réelle supérieure à la moyenne tandis que les dépenses sur le tabac accusaient une nette régression. Les paragraphes qui suivent donnent le détail des estimations de la consommation en valeur et en volume de chacune des catégories citées dans ces tableaux.

a) La consommation alimentaire.

La part de la consommation alimentaire dans la consommation privée intérieure est tombée de 27,9% en 1997 à 25,7% en 2002 et à 25,1% en 2003. Ce recul est dû essentiellement à la baisse des prix des produits alimentaires qui ont régressé en moyenne de 2,2% par durant cette la période 1997-2002. En 2003 la hausse des prix de détail des produits alimentaires a été plus modérée que celle de l'ensemble des prix à la consommation (+2%). De même, l'accroissement en volume de la consommation alimentaire n'a pas dépassé le taux de croissance normale de la population.

La valeur de la consommation alimentaire est détaillée dans le tableau n° 15 ci-dessous. Il montre la variation des prix des différentes sortes de produits alimentaires et l'évaluation de la croissance du volume de chaque catégorie de consommation.

Tableau n° 15
Consommation alimentaire des ménages par nature 2002-2003

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Produits agricoles :	1559	1576	1560	1,0	0,1
<i>Fruits</i>	740	732	747	-2,0	0,9
<i>Légumes</i>	732	760	728	4,3	-0,5
<i>Céréales et autres</i>	87	85	86	-0,6	-1,4
Produits de l'élevage	473	515	494	4,1	4,5
Pr. des ind. alimentaires :	4177	4309	4221	2,1	1,0
<i>Viandes fraîches</i>	1048	1057	1070	-1,1	2,1
<i>Pâtes alimentaires</i>	860	869	865	0,4	0,6
<i>Produits laitiers</i>	668	693	676	2,4	1,3
<i>Corps gras</i>	369	357	357	0,2	-3,3
<i>Sucre, chocolat et confiserie</i>	171	189	174	8,6	1,4
<i>Conserves et autres</i>	625	654	644	1,6	3,0
<i>Boissons</i>	437	490	435	12,5	-0,5
Total	6209	6400	6275	2,0	1,1

- La quantité de produits agricoles consommés a été stationnaire avec une légère baisse de consommation de légumes compensée par une hausse de consommation de fruits.

- La consommation de produits de l'élevage composés essentiellement de lait et d'œufs frais, a augmenté en moyenne de 4,3% en volume, poursuivant ainsi la progression constatée les années précédentes.
- Quant à la consommation des produits des industries alimentaires, on relève une baisse sensible dans la consommation de corps gras et un léger recul dans la consommation de boissons suite à une hausse importante des prix.

b) Consommation de tabac

Les achats de tabac manufacturé par les résidents et les non-résidents sur le territoire ont, d'après les statistiques de la Régie des tabacs sensiblement chuté en 2003 par rapport à 2002 : Les ventes de la Régie, après une progression modérée durant les années précédentes, ont passé de 9944 tonnes en 2002 à 9414 tonnes en 2003. De même les quantités de cigarettes importées ont diminué entre ces deux années de 7636 tonnes à 7193 tonnes. Par ailleurs les relevés de prix de la Chambre de commerce et d'industrie de Beyrouth indiquent une légère hausse des prix de détail.

c) Les dépenses privées sur les textiles et l'habillement

Les dépenses de consommation sur les textiles et l'habillement représentent environ 6,5% de la consommation totale en biens et services marchands. Cette proportion qui n'a pas changé de façon sensible depuis 1997 a atteint 6,8% en 2003, les prix de cette catégorie de biens ayant progressé plus que les prix de l'ensemble de la consommation (+7,4% contre 3,5% pour l'indice global à la consommation intérieure). Cette hausse de prix serait due, du moins en partie, à une hausse relative des taxes à la consommation perçue sur les importations de produits textiles : le ratio des taxes perçues sur la valeur des importations qui était de 20,5% en 2002, atteint 21,8% en 2003.

d) La consommation privée d'énergie

La consommation privée d'énergie comprenant les dépenses sur l'électricité, l'eau et les produits pétroliers. Elle représentait en 1997 6,5% du budget des ménages ; en 2002, elle représente 7,4% et 7,2% en 2003. Cette évolution est due essentiellement à la fluctuation des prix : accroissement des prix entre 1997 et 2002 supérieur à la moyenne et évolution inverse en 2003 par rapport à 2002.

La consommation d'électricité a progressé de 3,8% en 2003 avec une stabilité du prix moyen du kilowattheure. (Rappelons qu'à tarif constant, le prix moyen peut changer suivant la structure de la consommation du fait de la progressivité du tarif)

A défaut de statistiques récentes, la consommation d'eau a été estimée en supposant qu'elle augmente avec le même rythme que la population, soit 1,3% par an, les prix étant restés inchangés

Tableau n° 16
 Consommation des ménages d'énergie et eaux 2002-2003

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Electricité	633	656	657	-0,1	3,8
Eau	151	153	153	0,0	1,3
Produits pétroliers	1 003	1 092	1 041	4,9	3,8
Combustibles solides	4	4	4	...	...
Total	1 791	1 905	1 855	2,7	3,6

La quantité des produits pétroliers consommés a progressé presque au même rythme que la consommation globale avec une hausse modérée des prix (4,9%) au regard de la hausse des prix à l'importation de ces produits (18,9%). Cela est dû à la baisse relative des taxes perçues par l'État : le ratio taxes sur valeur des importations a baissé de 64,2% en 2002 à 56,5% en 2003.

Les produits pétroliers ont deux usages par les ménages : un usage pour les transports (essence pour les voitures privées) et un usage domestique pour le chauffage et la cuisine (gasoil et gaz butane).

Les quantités d'essence consommées ont augmenté de 6,8% en 2003 par rapport à 2002 avec une hausse de prix de 1,8% seulement (le prix moyen des vingt litres a passé de 20 592 LL en 2002 à 20 964 LL en 2003).

Les quantités de gasoil consommées par les ménages ne sont pas connues avec précision mais ont dû être affectées par la très forte hausse du prix de ce carburant : 22,6%.

Quant au gaz domestique, sa consommation en volume a augmenté d'environ 2%, son prix moyen a été relevé de 9 670 LL en 2002 à 10 686 LL la bouteille de 10 kg en 2003, soit une hausse de 10,5%.

e) L'achat de biens d'équipement par les ménages

Les dépenses des ménages pour l'achat de biens d'équipement, après une période de baisse ont substantiellement augmenté en 2003 : 13,4% en valeur et 6,5% en volume. Leur poids dans le budget qui était tombé de 9,3% en 1997 à 7,4% en 2002 est remonté à 8% en 2003. Cette progression est due essentiellement à la reprise par les ménages de leur équipement en voitures.

L'achat de voitures constitue le principal poste de dépenses sur les biens d'équipement (plus de 65% en 2003). En quantité, l'importation de voitures a baissé de 38.083 unités en 1997 à 27.286 unités en 2002 puis est remontée à 31.068 unités en 2003. En tenant compte de l'évolution des différentes catégories de voitures, l'accroissement en volume d'achat de voitures privées aurait été de 11,2% et vu l'accroissement des prix, les dépenses des ménages sur l'achat de voitures a augmenté de 21,8% en 2003

Tableau n° 17
Achat de biens d'équipement par les ménages 2002-2003

Nature de l'équipement	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Voitures	1 101	1 341	1 224	9,6	11,2
Machines et appareils	476	453	452	0,2	-4,9
Meubles	215	239	232	3,1	7,5
Total	1 792	2 032	1 907	6,5	6,5

On note aussi une croissance de l'ameublement : +10,7% en valeur et +7,5% en volume.

Par contre les dépenses sur l'achat de machines et appareils électroménager ont sensiblement reculé. Par exemple l'importation de réfrigérateurs a baissé de 28 milliards de LL en 2002 à 25 milliards en 2003, celle de téléviseurs de 82 à 69 milliards.

f) La consommation d'autres biens manufacturés

Sous le titre « autres biens manufacturés » sont groupées les catégories suivantes : les produits des industries et chimiques pharmaceutiques pour les soins personnels et ménagers, les produits des éditions, les jouets et les instruments de musique, d'optique et de précision, les bijoux et enfin les objets divers en verre, poterie ou en métal. L'évolution de la consommation de ces produits est donnée dans le tableau n° 18

Tableau n° 18
Consommation de biens manufacturés selon leur nature

Nature des biens consommés	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Pr. chimiques et pharmaceutiques	1 122	1 286	1 128	13,9	0,5
Produits des éditions	319	387	365	5,9	14,4
Jouets, instruments divers	205	216	227	-5,0	10,8
Bijoux	160	166	181	-8,5	13,2
Verreries, ouvrages en métaux	114	110	107	2,5	-5,6
Autres produits	85	101	100	0,8	18,1
Total	2 004	2 264	2 108	7,4	5,2

- Les produits chimiques et pharmaceutiques sont les plus importants de ce groupe. Ils représentent un peu moins de 5% de l'ensemble de la consommation privée intérieure. La croissance du volume de la consommation de ces produits sur la période 1997-2002, a été en moyenne de 3,2%, les prix ayant baissé en moyenne de 1,2% par an. En 2003, on relève une forte hausse des prix des ces produits (+13,9%) et une stagnation de la consommation en volume.

- Les produits des éditions comprennent principalement les journaux, les revues et les livres y compris les livres scolaires. Après une période de stagnation, (taux de croissance des volumes de +0,8% seulement en moyenne par an de 1997 à 2002), la consommation de ces produits a fortement repris en 2003 : +14,4% en volume avec une hausse des prix de 5,9%.
- La consommation des autres produits tels que les jouets, les instruments de musique, les instruments de précision et d'optique, les bijoux, les ouvrages en verres, en céramique, en métaux, etc., a suivi la même évolution que celle des produits des éditions ; leur évolution en volume est difficile à estimer du fait de l'inexistence d'observation fiable de leur prix. Ces derniers ont été estimés, à partir des valeurs unitaires à l'importation en tenant compte de la variation des taxes. La tendance des valeurs unitaires à l'importation de ces produits a été dans l'ensemble à la baisse, ce qui traduit en partie une baisse dans la qualité des produits importés ou du moins un changement dans leur composition.

g) Les dépenses privées sur les transports et communications

Les dépenses des ménages et des touristes sur les transports et les communications ont poursuivi leur croissance enregistrée durant les années précédentes : +6,4% en moyenne annuelle de 1997 à 2002 et +8,8% en 2003. Cela est la conséquence de l'augmentation de l'utilisation des transports en commun et l'extension rapide de l'utilisation du téléphone mobile. Les prix de ces services ont augmenté modérément.

Tableau n° 19
Consommation intérieure de services de transports et communication 2002-2003

Nature des biens consommés	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2002	2003	aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Transports routiers	686	728	719	1,3	4,8
Transport aérien et voyages	296	319	319	0,0	7,7
PTT	790	891	891	0,0	12,7
Total	1 772	1 938	1 928	0,5	8,8

En 2003, les dépenses sur l'utilisation des services de *transport routier* par les ménages et les voyageurs ont progressé de 4,8% en volume et 6,2% en valeur après une période de croissance plus modérée d'environ 2% par an en valeur et en volume, durant la période quinquennale précédente. Les prix qui étaient restés stables ont amorcé en 2003 une légère croissance (+1,3%). Ainsi la valeur de la consommation des services de transports routiers passe de 612 milliards de LL en 1997 à 686 milliards en 2002 et 719 milliards en 2003.

La consommation intérieure de services de transport aérien est égale à la valeur des titres de transport de passagers vendus par les agences de voyage sur le territoire national. Ces ventes sont connues grâce aux statistiques de l' IATA Elles ont passé de 188 milliards en 1997 à 296 milliards de livres en 2002 et à 319 milliards de LL en 2003, soit un taux de croissance nominale moyen de 9,5% par an de 1997 à 2002 et de 7,7% en 2003. En termes réels, le taux de croissance du nombre de passagers kilomètres a été de 6,4%, de 1997 à 2002 ; on en déduit une progression des prix de

2,9% en moyenne par an. En 2003, les prix des transports aériens n'ont pas pu être observés, ils ont été supposés ne pas avoir varié dans l'élaboration des comptes.

Quant aux dépenses des ménages sur la poste et les télécommunications, elles ont presque doublé en cinq ans passant de 357 à 706 milliards de LL entre 1997 et 2002 ; soit un accroissement moyen de 14,6% par an. En 2003 elles ont accusé une augmentation de 12,7%. Les prix sont restés stables durant la période sauf une augmentation survenue en 2002 suite à l'introduction de la TVA.

h) La valeur locative des logements

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente en 2003, 2,2% des logements occupés en 2002. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs été stable en 2003 après une baisse constatée en 1988. Ainsi, la valeur locative des habitations qui avait été estimée, grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 2059 milliards en 1997, a atteint 2201 milliards en 2002 et 2252 milliards de LL en 2003

i) La consommation de services d'éducation et de santé

Les services sociaux marchands représentent 17,9% du total de la consommation privée alors qu'ils représentaient 17,3% en 2002 et 14,6% en 1997. L'évolution en 2003 est marquée par un accroissement de la consommation de ces services aussi bien en volume (+3,4%) qu'en prix (+4,9%) alors que durant la période quinquennale précédente, le poids de ces dépenses dans le budget du ménage a augmenté du fait principalement de l'accroissement des prix (+4,0% / an en moyenne avec une croissance en volume de 1,7% par an en moyenne).

La croissance des services d'éducation a été légèrement plus forte que celle de la santé aussi bien en volume qu'en valeur, ainsi que le montre le tableau n° 20 ci-dessous.

Tableau n° 20
Consommation de services sociaux selon leur nature 2002-2003

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Education	2 549	2 788	2 638	5,7	3,5
Santé	1 636	1 752	1 689	3,7	3,2
Total	4 185	4 540	4 327	4,9	3,4

Les droits de scolarité payés aussi bien pour l'enseignement primaire et secondaire qu'universitaire privé ont atteint 2 788 milliards de LL en 2003 soit 9,4% de plus qu'en 2002. Cela résulte de l'augmentation des prix (+5,7%) et des quantités de services d'éducation utilisées (+3,5%). Alors que la scolarité moyenne par élève poursuivait la tendance passée à la hausse (+5,4% / an), la fréquentation des établissements privée a accusé en 2003 une hausse plus importante (3,5% contre 1,3%

en moyenne entre 1997 et 2002). Cette croissance est due en très grande partie à la prolifération des universités privées. En effet, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités privées passait de 38 202 en 1997 à 54 019 en 2002 et à 57 841 en 2003, soit un taux de croissance moyen de 7,2% entre 1997 et 2002 et de 7,1% en 2003. Tandis que durant les mêmes périodes le nombre d'élèves inscrits dans les écoles privées a régressé de 510 740 à 492 402 (-0,8% en moyenne par an) puis est remonté à 502 629 (+2,3%). Au total, le coefficient budgétaire des dépenses d'éducation passe de 8,5% en 1997 à 10,5% en 2002 et 10,9% en 2003.

L'évolution des *services de santé* est moins bien connue. En supposant que cette évolution est corrélée à celle des quantités de médicaments importés, on estime que les soins procurés par les services privés de santé ont progressé en moyenne de 2,4% par an entre 1997 et 2002 et de 3,2% en 2003. Des relevés de prix des soins médicaux ont par ailleurs montré une croissance de tels prix sur ces périodes respectivement de 2,1%/an et de 3,7%. Ainsi les dépenses de santé auraient progressé de 4,5% par an en moyenne entre 1997 et 2002 et de 7,1% en 2003⁴. Suite à cette évolution, le poids des dépenses de santé, dans la consommation des ménages a atteint 6,9% alors qu'il était de 6,8% en 2002 et 6,1% en 1997.

j) La consommation de services individuels

Les services individuels forment entre 8 et 9% de l'ensemble des dépenses des ménages et des touristes sur le territoire national. Ils comprennent les services des hôtels et restaurants, les services d'entretien et de réparation et les services divers tels que les services récréatifs, de soins personnels et les services ménagers. La progression de ces services a été, durant la période 1997-2002, de 4,0% en moyenne en valeur réelle et de 3,0% en valeur courante du fait de la tendance des prix à la baisse (-1,0% / an en moyenne malgré la hausse enregistrée en 2002 suite à l'introduction de la TVA). En 2003 la progression a été plus forte : 5,2% en volume et 8,4% en valeur.

Le tableau n° 21 ci-dessous montre la composition de ces services et leur évolution entre 2002 et 2003.

Tableau n° 21
Consommation de services individuels selon leur nature 2002-2003

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Hôtels et restaurants	1,001	1,093	1,038	5,3	3,7
Entretien et réparation	194	198	191	3,8	-2,0
Assurances et banques	352	429	429	0,0	22,1
Autres services	754	772	763	1,2	1,2
Total	2,301	2,491	2,420	2,9	5,2

⁴ L'enquête effectuée auprès des grandes entreprises englobant 34 hôpitaux a montré que le chiffre d'affaire de ces hôpitaux a progressé en 2003 par rapport à 2002 de 7,5%.

Le secteur des hôtels et restaurants est tributaire en partie du mouvement des touristes et en partie de l'accroissement du niveau de vie de la population résidente. En 2003 le taux de croissance de l'arrivée des voyageurs étrangers a été moins fort que durant les années précédentes (+6,2% contre +12,5% en 2002 et +14,3% en 2001). La fréquentation des hôtels et restaurants par la population locale a été supposée augmenter à un rythme de 1,3% par an.

Section II. La consommation publique

Par définition, la consommation publique est égale à la production par les administrations de services non marchands. L'estimation de la valeur de tels services a été exposée dans le chapitre relatif à la production (Chapitre 1, section 8).

La consommation publique comprend en fait, outre la valeur des services collectifs, les coûts de production de services individuels gratuits (ou presque) tels les services d'éducation et les services de soins médicaux dispensés dans les établissements publics. Normalement, ces services doivent faire l'objet d'une estimation séparée. Le système de comptabilité publique ne permet pas actuellement d'établir un compte distinct pour les services sociaux assurés par l'administration ; on peut cependant en tirer les principaux éléments rentrant dans le calcul de la valeur de tels services. Le tableau n° 22 reprend les frais d'éducation tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat pour l'enseignement primaire et secondaire et dans les comptes de l'Université libanaise pour l'enseignement supérieur ; il montre aussi les sommes déboursées par le ministère de la santé pour l'hospitalisation de malades soignés aux frais de l'Etat.

Tableau n° 22
Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé

Nature du service	<i>En milliards de LL</i>				
	1999	2000	2001	2002	2003
Enseignement primaire et sec.					
<i>Salaires</i>	380	391	447	460	499
<i>Consommation de b. & s.</i>	19	20	23	22	23
Total	399	411	470	482	522
Université libanaise					
<i>Salaires</i>	108	113	118	128	133 ^e
<i>Consommation de b. & s.</i>	16	15	21	16	17 ^e
Total	124	128	139	144	150 ^e
Total Education	523	540	580	599	672 ^e
Frais d'hospitalisation	132	190	182	217	274
Total des services sociaux	665	730	762	816	946^e

^e *Chiffres estimés provisoires*

Il faudrait, pour compléter l'estimation des coûts de tels services, ajouter une évaluation de l'amortissement des bâtiments scolaires et universitaires appartenant à l'Etat et imputer une partie des frais bancaires supportés par l'Etat pour couvrir son déficit

La croissance en volume du service d'éducation publique, si on la mesure par l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants inscrits chaque année, est très différente de celle en valeur : dans l'enseignement primaire et secondaire, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques et privées gratuites a passé de 434 mille en 1998-1999 à 490,7 mille en 2001-2002 pour baisser à 462,6 mille en 2002-2003, soit un taux de croissance moyen de 4,2% par an alors que le taux de croissance des coûts entre 1999 et 2002 a été de 6,5%/an pour atteindre la somme de 482 milliards de LL ; en 2003 ce coût s'élève à 522 milliards de LL, en hausse de 8,3%, alors que le nombre d'élèves inscrits diminuait de 5,7%. A l'Université libanaise le coût de l'enseignement a augmenté entre 1999 et 2002 à peu près au même rythme que celui des étudiants : durant cette période le nombre d'étudiants a passé de 59 727 inscrits à 70 711, en hausse de 5,8% par an alors que le taux de croissance annuel moyen des coûts a été de 5,1%. En 2003, la tendance s'inverse : le nombre d'étudiants inscrits tombe à 65 530 (-7,3%) mais les coûts sont résistants à la baisse.

Chapitre 4 Les investissements

Section I. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est calculée globalement en ajoutant à la valeur de la production du secteur de la construction, celle des biens d'équipement achetés par les entreprises et les administrations. La plus grande partie de tels biens étant importés, les statistiques du commerce extérieur fournissent les indicateurs nécessaires à l'estimation de leur valeur. Le tableau n° 23 montre la composition de la formation brute de capital fixe et son évolution en 2003 par rapport à 2002.

Tableau n° 23
La formation brute de capital fixe par nature 2002-2003

Nature du capital fixe	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Bâtiments et T.P.	3 739	3 957	3 877	2,0	3,7
Machines et appareils	1 172	1 286	1 273	1,0	8,6
Meubles	240	256	275	-6,7	14,6
Autres produits	328	363	348	4,1	6,2
Total	5 479	5 862	5 774	1,5	5,4

Après une période marquée par une tendance très nette à la baisse, les investissements sont repartis à la hausse en 2003. Nous avons déjà constaté (chapitre 1, section 4) la hausse de l'activité de la construction : +5,8% en valeur et +3,7% en volume en 2003 par rapport à 2002, contre -3% en moyenne par an durant la période 1997-2002. La même tendance est observée dans l'investissement en biens d'équipement : +9,5% en valeur et +9% en volume contre -1,3% en moyenne par an durant la période quinquennale précédente. Au total, les investissements matériels auraient progressé de 7% en valeur et 5,4% en volume en 2003 par rapport à 2002.

Les variations de prix utilisés pour le calcul des variations en volume des biens d'investissements sont, pour les bâtiments et travaux publics, ceux des prix à la construction (voir chapitre 1 section 4). Les prix des biens d'équipement adoptés, à défaut d'observation directe, sont les valeurs unitaires à l'importation de ces biens augmentées des taxes. Dans ce cas, une variation des prix pourrait être due en partie à une variation de qualité.

La répartition de la formation brute de capital fixe entre le secteur privé et le secteur public

La formation brute de capital fixe des entreprises n'est pas connue directement. Elle est déduite par différence entre la valeur totale et celle des investissements publics. On obtient ainsi non pas les investissements de toutes les entreprises mais ceux du secteur privé. En effet, les investissements publics comprennent, en plus de la formation brute de capital fixe des administrations, les dépenses d'infrastructure de la

distribution d'électricité et d'eau et de télécommunications qui constituent une partie de la formation brute de capital fixe des entreprises publiques.

Tableau n° 24
Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2002-2003

Secteur utilisateur	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Secteur privé	4 477	4 972	4 902	1,4	9,5
Secteur public	1 002	889	871	2,0	-13,1
Total	5 479	5 862	5 774	1,5	5,4

Quant aux investissements publics, ils sont estimés à partir des comptes de l'Etat et des administrations autonomes dont le CDR

Contrairement aux investissements privés, les investissements publics ont poursuivi leur tendance à la baisse : -11,1% en valeur en 2003 après une baisse de 8,5% par an en moyenne durant la période 1997-2002.

Section II. La variation des stocks

Aucune statistique n'est disponible sur les stocks auprès des entreprises. Les variations de stocks apparaissant dans les comptes ont été introduites pour régulariser l'emploi des ressources en biens et services d'une année à l'autre. Les forts stocks constitués en 2001 en prévision de l'introduction de la TVA (+608 milliards de LL) auraient été déstockés en partie en 2002 (-357 milliards) et en partie en 2003 (-129 milliards)

Les prix utilisés pour le calcul des variations de stocks en volume sont les valeurs unitaires à l'importation des biens stockés. Ainsi, la variation des stocks en volume en 2003 a été estimée à -127 milliards de LL

Chapitre 5 Les exportations

Les exportations, suivant les concepts standards, comprennent les exportations au sens territorial et les dépenses des touristes sur le sol national.

Les exportations ont poursuivi leur croissance amorcée 2001 : respectivement 14,0% ; 13,5% et 9% en 2001, 2002 et 2003.

Les paragraphes qui suivent passent en revue l'évolution des exportations des différents secteurs dont les détails sont donnés dans le tableau n° 25

Les prix retenus pour évaluer les variations en volume sont, pour les biens exportés, ceux qui sont déduits des statistiques douanières en divisant les valeurs par les quantités. Les prix des services sont supposés être restés constants. Quant à l'indice des prix des dépenses des touristes au Liban, il est supposé être égal à l'indice des prix à la consommation.

Tableau n° 25
Les exportations de biens et services par nature 2002-2003

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2002	2003	2003 aux prix de 2002	Var. des prix	Var. des volumes
Produits agricoles					
Exportations agricoles	226	274	262	4,8	16,0
<i>Produits de l'agriculture</i>	203	241	226	6,7	11,2
<i>Produits de l'élevage</i>	23	33	36	-7,5	58,4
Exp. de biens manufacturés	2,022	2,390	2,341	2,1	15,8
<i>Produits agro-alimentaires</i>	166	240	247	-2,8	49,0
<i>Textiles</i>	291	339	321	5,6	10,5
<i>Minerais non métalliques</i>	108	171	185	-7,8	72,0
<i>Métaux, machines et appar.</i>	672	826	781	5,7	16,3
<i>Bois, caoutchouc, chimie</i>	303	334	326	2,4	7,5
<i>Meubles</i>	31	36	32	12,9	2,9
<i>Divers</i>	452	434	456	-4,9	0,9
Total des export. de biens	2,248	2,665	2,603	2,4	15,8
Exportation de services	1,244	1,134	1,134	0,0	-8,8
<i>Télécommunications</i>	187	172	172	0,0	-7,9
<i>Services aux entreprises</i>	205	245	245	0,0	19,3
<i>Commerce</i>	852	718	718	0,0	-15,8
Exportations hors territoire	3,492	3,788	3,745	1,1	7,2
Dépense des touristes	1094	1199	1158	3,5	5,9
Total général	4,586	4,987	4,904	1,7	6,9

a) Les exportations agricoles

La valeur des exportations agricoles retenue dans les comptes est très nettement supérieure à celle qui apparaît dans les statistiques douanières. Les coefficients de correction qui ont été appliqués varient de 1,5 à 3 suivant les nécessités de l'équilibrage des comptes emplois/ressources des produits agricoles. Ainsi corrigées, les exportations agricoles ont enregistré en 2003 une forte croissance aussi bien en volume (+16%) qu'en valeur (+21%), croissance intervenue après une période de régression : la valeur des produits agricoles exportés a baissé de 331 milliards de LL en 1997 à 226 milliards en 2002, (soit une baisse de 7,6% en moyenne par an) pour remonter à 274 milliards en 2003. La plus grande partie de la baisse sur la période 1997-2002 était due à la baisse des prix (-4,6%), les quantités exportées ayant reculé de 3% en moyenne par an.

b) Les exportations industrielles

Comme pour les exportations agricoles, les statistiques douanières relatives à l'exportation de produits manufacturés ont été majorées pour certains biens mais dans des proportions beaucoup plus faibles.

Les exportations industrielles ont poursuivi, en 2003, leur tendance à la hausse amorcée à partir de l'année 2000 : +18,2% en valeur. Contrairement à la période antérieure où ils étaient en baisse, les prix à l'exportation ont haussé de 2,1% ce qui ramène le taux de croissance réelle à 15,8%.

En fait, ces chiffres sont faussés par l'inclusion des lingots d'or dans les produits des industries des métaux, machines et appareils. Si on les exclut, la progression des exportations industrielles en 2003 apparaît comme étant plus modeste : +1,5% en valeur et + 2,7% en volume. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations d'or ont plus que quadruplé entre 2001 et 2003 avec une hausse des prix de 21% en 2002 et 15% en 2003.

Tableau n° 26
Exportations de lingots d'or 2000-2003

	2000	2001	2002	2003	Tx de variation en %/an		
					2001	2002	2003
Valeur milliards de LL	72,6	89,2	194,8	535,2	22,8	118,6	174,7
Quantité en kg	6 704	8 126	14,656	35 001	21,2	80,4	138,8
Prix en millions LL/Kg	10,8	11,0	13,3	15,3	1,3	21,2	15,0

Ainsi l'exportation des produits des industries de métaux, machine et appareils, or exclu, ont passé de 477 milliards de LL en 2002 à 291 milliards en 2003, soit une baisse de 39% en valeur. Une partie de cette baisse est due à celle des prix (-8%), les volumes exportés auraient baissé de 33,7%.

Le deux secteurs qui ont vu leurs exportations fortement augmenter sont les industries de minéraux non métalliques (+58,3% en valeur) et les industries agroalimentaires (+51,4%). La hausse des exportations des industries de minerais non métalliques (+63 milliards de LL) est due essentiellement à celle des exportations de ciment dont la valeur passe de 21 milliards de LL en 2002 à 58 milliards en 2003 (+37 milliards).

Quant aux industries agroalimentaires les branches qui ont le plus développé leurs exportations sont les suivantes : les pâtes alimentaires (de 10,5 milliards de LL en 2002 à 26 milliards en 2003), les eaux minérales et autres boissons non alcoolisées (de 9,4 à 23,8 Md LL) , les confiseries (de 32 à 51 Md), les conserves alimentaires (de 52,3 à 66,7 Md) et enfin les boissons alcoolisées (de 15,1 à 19,3 Md).

c) Les exportations de services

Les échanges de services avec l'extérieur ne sont pas encore bien recensés. Seuls les encaissements nets des services publics de télécommunication sont connus de façon régulière. Les exportations nettes de services de transport ont été négligées. Les exportations nettes de services aux entreprises ont pu être estimées grâce à l'enquête auprès des grandes entreprises effectuées en 2004. Quant aux recettes du commerce triangulaire retenues dans les comptes, elles sont des estimations très grossières.

Les recettes nettes de la direction générale des télécommunications provenant des communications avec l'étranger, ont poursuivi leur tendance à la baisse apparue dès l'années 2000 après une période de forte croissance de 1997 à 1999.

Les chiffres d'affaires réalisés à l'extérieur par les sociétés libanaises de services aux entreprises nets des paiements de services aux non résidents, se sont élevés, d'après les déclarations des grandes entreprises interrogées à 205 milliards de LL en 2002 et 245 milliards en 2003, soit en hausse de 19,3%.⁵

Le taux de croissance retenu pour l'estimation des recettes nettes du commerce triangulaire est celui du mouvement de transit et de réexportation. Après une période de régression de 1997 à 2000 à un rythme moyen de -4,3% par an en moyenne, l'activité de ce secteur reprend avec vigueur en 2001 (+9,1%) et 2002 (+18,7%). Il repart à la baisse en 2003 (-15,8%).

d) Les dépenses des touristes

Le taux de croissance en volume des dépenses des touristes et autres voyageurs étrangers sur le territoire libanais est, par convention, égale à celui du nombre de voyageurs étrangers (syriens exclus) rentrés annuellement au Liban : +5,9% en 2003, contre une moyenne de +11,8% par an durant la période 1997-2002. L'indice des prix retenus pour estimer les dépenses en valeur est celui des prix à la consommation.

⁵ Suite à cette enquête il s'est avéré que les chiffres retenus pour les exportations de services dans les comptes 1997-2002 étaient nettement sous-estimés.

Deuxième partie Les comptes intégrés

Le système international de comptes économiques (SCN93) prévoit l'établissement d'une série de comptes pour chacune des cinq catégories d'agents de l'économie nationale désignée par S.1 et pour le reste du monde désigné par S.2.

Les cinq catégories d'agents de l'économie nationale sont :

- S.11 : les sociétés non financières
- S.12 : les institutions financières
- S.13 : les administrations publiques
- S.14 : les ménages
- S.15 : les associations à but non lucratif

L'état de développement des statistiques nationales libanaises ne permet pas d'établir correctement les comptes économiques de chacun de cinq agents séparément. Il est en particulier impossible de répartir les opérations de production et de répartition entre les sociétés non financières et les ménages. Il est par contre possible d'estimer de façon approximative les principaux éléments des comptes intégrés pour l'ensemble des agents intérieurs et ceux du reste du monde.

Les tableaux n^{os} 27 et 28 présentent les comptes intégrés de l'ensemble de l'économie nationale (S.1) et du reste du monde (S.2). Ils permettent de dégager les principaux flux ayant caractérisé l'activité économique durant la période 2002-2003.

Le chapitre 1 présente les comptes des agents de l'économie nationale qui font apparaître les principaux agrégats : le compte de production, le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus, le compte de distribution secondaire des revenus, le compte d'utilisation des revenus, le compte de capital et enfin le compte financier.

Le chapitre 2 expose l'estimation des principaux éléments de la balance des paiements répartis dans quatre comptes : le compte des échanges de biens et services, le compte des revenus et des transferts courants, le compte de transfert en capital et enfin le compte financier.

Les comptes d'agents qu'il a été possible d'établir concernent les comptes de l'administration centrale et les comptes des banques commerciales. Ces comptes sont reproduits en annexe.

Tableau n° 27
Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1)

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2002	2003	2002	2003
I. Compte de Production				
P11. Production marchande			32 001	33 983
P12. Production non marchande			4 814	4 988
D2-D3. Imp. - subv. /produits			4 348	5 032
P2. Consommation intermédiaire	12 954	14 157		
<i>B1. Valeur ajoutée brute (PIB)</i>	<i>28 209</i>	<i>29 846</i>		
Total	41 163	44 003	41 163	44 003
II.1. Compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires				
B1. PIB			28 209	29 846
D2-D3. Imp. - subv. /produits	4 348	5 032	4 348	5 032
D41. Intérêts	6 260	6 724	5 457	5 708
<i>secteur privé</i>	<i>2 166</i>	<i>2 471</i>	...	...
<i>secteur public</i>	<i>4 094</i>	<i>4 253</i>	...	...
D1+D4..Salaires et autres rev.	19 720	20 100	20 222	20 769
<i>B5. Solde des rev. prim. (RNB)</i>	<i>27 907</i>	<i>29 499</i>		
Total	58 236	61 355	58 236	61 355
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
B5. RNB			27 907	29 499
D5. Impôts directs	1 213	1 318	1 213	1 318
D61. Cotisations sociales	706	722	706	722
D62. Prestations sociales	1 738	1 655	1 761	1 678
D79. Autres transferts courants	453	470	3 405	5 511
<i>B6. Soldes des rev. sec. (RNDB)</i>	<i>30 882</i>	<i>34 562</i>		
Total	34 992	38 728	34 992	38 728
II.4. Compte d'utilisation des revenus				
P2. Consommation	28 556	30 394		
<i>B8. Epargne brute</i>	<i>2 326</i>	<i>4 168</i>		
Total = RNDB	30 882	34 562	30 882	34 562
III. 1 Compte de capital				
B8. Epargne brute			2 326	4 168
P51. Formation brute de capital fixe	5 122	5 733		
D9. Transfert de capital	7	6	338	2 540
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>-2 466</i>	<i>970</i>		
Total	2 663	6 709	2 663	6 709
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			-2 466	970
F2. Numéraires et dépôts	6 144	12 920	3 789	7 515
F3 Titres autres qu'actions	2 089	1 323	6 348	3 738
F4. Crédits	-675	-250	-618	-173
F5. Actions / Participations	98	1 735	603	3 677
Total	7 656	15 728	7 656	15 727

Tableau n° 28
Comptes du reste du monde (S.2)

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2002	2003	2002	2003
I. Opérations sur biens et services				
Importations			10 056	11 268
Exportations	4 586	4 987		
<i>B11. Balance commerciale</i>	<i>5 469</i>	<i>6 281</i>		
Total	10 056	11 268	10 056	11 268
II. Compte des revenus primaires et des transferts courants				
B11. Balance commerciale			5 469	6 281
D1. Salaires et assimilés	686	788	694	706
D41. Intérêts	944	626	1 747	1 642
D4... Autres revenus (nets)	511	588		
D62. Prestations sociales	23	23		
D79. Autres transferts courants (net)	2 951	5 040		
<i>B12. Balance courante</i>	<i>2 797</i>	<i>1 564</i>		
Total	7 911	8 629	7 911	8 629
III. 1 Compte de capital				
B12. Balance courante			2 797	1 564
D9. Transfert de capital (net)	331	2 534		
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>2 466</i>	<i>-970</i>		
Total	2 797	1 564	2 797	1 564
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			2 466	-970
F2. Numéraires et dépôts (nets)			2 355	5 405
F3 Titres autres qu'actions	4 259	2 415		
F4. Crédits	57	77		
F5. Actions / Participations	505	1 942		
Total	4 821	4 434	4 821	4 434

Chapitre 1

Les comptes intégrés de l'économie nationale

Les différentes opérations effectuées entre les agents économiques ou les flux découlant de l'activité économique sont répartis dans les six catégories ou sous-catégories de comptes suivantes : (les numéros sont les codes de la nomenclature internationale des comptes)

- I. Le compte de production
- II.1. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus
- II.2. Le compte de distribution secondaire des revenus
- II.4. Le compte d'utilisation des revenus
- III.1. Le compte de capital
- III.2. Le compte financier

Ces comptes permettent de dégager les principaux agrégats caractérisant l'activité économique. Ces agrégats sont résumés dans le tableau n° 29 ci-dessous

Tableau n° 29
Evolution des principaux agrégats 2000-2003

Nature de l'agrégat	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
PIB	25 325	25 947	28 209	29 846
+Revenus nets des facteurs	834	303	-302	-346
=RNB	26 160	26 250	27 907	29 499
+Transferts courants nets	2 463	2 544	2 974	5 063
=RNBD	28 623	28 795	30 882	34 562
-Consommation	26 029	26 591	28 556	30 394
=Epargne nationale brute	2 594	2 203	2 325	4 168
+transferts de capital nets	274	450	331	2 534
=Epargne br. disponible	2 868	2 653	2 657	6 703
-FBCF	5 108	5 923	5 122	5 733
=Cap.(+)/Bes.(-) de financ.	-2 240	-3 269	-2 466	970
+Financement extérieur	1 803	1 502	4 821	4 434
=Balance des paiements	-437	-1 767	2 355	5 405

Note : Les chiffres de 2000 à 2002 ont été révisés

Ainsi :

- La production intérieure brute (PIB) est le solde du compte de production de l'ensemble des agents économiques
- Le revenu national brut (RNB) est tiré du compte de distribution primaire des revenus
- Le revenu national brut disponible (RNBD) est le solde du compte de distribution secondaire des revenus
- L'épargne nationale brute est le solde du compte d'utilisation des revenus
- L'épargne nationale brute disponible et la capacité ou le besoin de financement sont déduits du compte de capital
- Le solde de la balance des paiements apparaît dans le compte financier sous la rubrique « variation du numéraire et des dépôts ».

Les détails de ces comptes sont présentés dans les sections qui suivent.

Section I. Le compte de production

Le compte de production enregistre en ressources la valeur de la production perçue par différents agents économiques et en emplois la valeur de la consommation intermédiaire. Le solde de ce compte est égal au produit intérieur brut ou PIB.

La valeur de la production est subdivisée en : production marchande (P.11), production non marchande (P.12) et en impôts moins subventions sur les produits (D.2 – D.3)

a) La production marchande (P.11)

La production marchande est égale aux recettes hors taxes de toutes les unités de production provenant de la vente de biens et services. Cependant, vu les méthodes d'estimation adoptée en l'absence de statistiques adéquates, la valeur de la production marchande décrite ici comprend aussi la valeur de la production autoconsommée.

La valeur de cette production est égale à la somme de la production de tous les secteurs marchands calculée aux prix du marché, diminuée des impôts indirects et augmentée des subventions d'exploitation.

Le détail de la production marchande évaluée aux prix payés par les utilisateurs est donné dans le chapitre premier de la première partie.

b) La production non marchande (P.12)

La production non marchande, telle qu'elle apparaît dans ces comptes, représente uniquement l'estimation de la production des administrations publiques. Elle ne comprend donc pas la valeur de la production autoconsommée des ménages ni celle des associations à but non lucratif.

La méthode d'estimation de cette production est donnée dans le chapitre premier de la première partie.

c) Les impôts nets des subventions sur les produits (D.2 – D.3)

En principe, seuls les impôts spécifiques sur les produits nets des subventions devraient figurer dans ce compte. Mais, faute d'informations suffisantes, c'est l'ensemble des impôts indirects rentrant dans le compte d'exploitation des entreprises qui a été retenu. Ceux-ci comprennent les éléments suivants : les droits de douanes, les taxes sur la consommation de certains produits dont, à partir de 2002, la TVA, les bénéfiques des entreprises publiques et enfin les taxes municipales et autres taxes.

Les taxes municipales reportées ne sont pas tirées des comptes des municipalités, comptes qui n'ont pas fait encore l'objet d'une compilation de la part des autorités compétentes. Elles sont estimées à partir des indications tirées des comptes du Trésor

qui collecte certaines taxes pour le compte des municipalités. Elles comprennent une part d'ajustement nécessaire à l'équilibre des comptes du secteur public.

Quant aux autres taxes, elles sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat.

Le tableau n^{os} 30 donne l'évolution des différents types d'impôts indirects et des de 2000 à 2003.

Tableau n^o 30
Les impôts indirects par nature 2000-2003

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Droits de douanes	1 067	858	596	475
Taxes sur la consommation	822	921	2 097	2 575
Bénéfices des entreprises publiques	803	805	921	1 259
Timbres	187	184	182	210
Autres	11	13	16	15
Taxes municipales et ajustement	426	504	556	518
-subventions	-122	-22	-20	-20
Total	3 194	3 263	4 348	5 032

Les droits de douanes ont poursuivi leur baisse amorcée en 2001, suite à la politique adoptée par le gouvernement de remplacer progressivement ces droits par la TVA.

Les taxes sur la consommation ont fortement augmenté en 2002 suite à l'introduction de la TVA. La baisse de certaines taxes à la consommation en 2002 est due au réaménagement de ces taxes suite à l'introduction de la TVA à partir de février 2002. En 2003, la forte poussée des recettes provenant de la TVA (+34%) n'est pas entièrement due par la croissance des transactions mais à l'élargissement de l'assiette et au décalage dans le temps entre le moment où les recettes sont perçues et celui où les remboursements dus sont effectués. (Voir tableau n^o 31)

Tableau n^o 31
Les taxes sur la consommation par nature 2000-2003

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
- sur le tabac	79,9	111,2	167,7	184,6
- d'embarquement à l'AIB	55,2	62,0	64,2	72,3
- sur le ciment	35,8	36,2	2,0	-
- sur les carburants	424,6	472,3	703,3	816,3
- sur les voitures	180,1	190,2	149,8	164,2
- sur les boissons	11,3	14,5	7,1	5,3
- sur les hôtels et restaurants	23,0	21,3	7,0	2,5
- sur les services de loisirs	8,3	8,9	5,4	3,7
- Autres	3,6	4,6	4,3	3,9
- sur la valeur ajoutée			986,4	1 322,4
Total	821,9	921,1	2 097,2	2 575,2

Les bénéfices des entreprises publiques sont comptés comme des impôts sur les produits car les prix des biens et services produits par ces entreprises sont fixés par

l'Etat. Ce sont les bénéficiaires des entreprises publiques de télécommunications qui sont les plus importants et ont accusé une très forte croissance durant la période des six dernières années : ils ont passé de 141 milliards en 1997 à 785 milliards de LL en 2002 et 1086 milliards en 2003.

Quant aux subventions aux entreprises publiques qui apparaissent dans les comptes de l'Etat, elles se présentent comme suit : (Tableau n° 32)

Tableau n° 32
Les subventions aux entreprises publiques 2000-2003

Entreprise	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Office du blé et betterave	14,5	-	-	-
Régie des tabacs	55,0	-	-	-
Offices des eaux	3,0	3,1	4,5	0,4
Transport en commun	13,0	11,5	11,5	15,0
Télévision Liban	13,1	5,5	2,5	2,5
Autres	23,8	2,1	1,6	2,4
Total	122,4	22,2	20,1	20,3

Les subventions accordées à l'Electricité du Liban, ne sont pas reportées dans les dépenses budgétaires de l'Etat. Elles sont enregistrées dans les comptes du Trésor comme avances aux établissements publics et traitées comme une opération financière.

d) Les emplois intermédiaires

Les emplois intermédiaires sont égaux aux achats par les unités de production de biens et services consommables diminués des variations de stocks. Ils sont évalués au prix du marché, c'est-à-dire toutes taxes comprises.

La consommation intermédiaire des différents secteurs d'activité est décrite dans le premier chapitre de la première partie.

Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires

On entend par revenus primaires la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans la valeur du PIB. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires enregistre en ressources le PIB et tous les revenus primaires reçus par les agents nationaux. Il enregistre en emplois les revenus primaires payés par les agents nationaux. Le solde de ce compte dégage le second agrégat important à savoir le revenu national brut ou RNB. Etabli pour les unités de production seulement, le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires permet de décomposer le PIB suivant l'optique du revenu.

a) L'optique revenu du PIB

Le tableau n° 33 suivant montre la répartition du PIB suivant la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans sa valeur : salaires et assimilés,

impôts nets des subventions sur les produits, intérêts, autres revenus et les amortissements.

Tableau n° 33
La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2000-2003

Eléments du PIB	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Impôts – subventions /produits	3 194	3 263	4 348	5 032
Intérêts	2 209	2 552	2 166	2 471
Salaires et autres revenus	17 914	18 221	19 720	20 100
Amortissements (solde)	2 008	1 911	1 975	2 243
Total =PIB	25 325	25 947	28 209	29 846

Les salaires et assimilés représentent l'ensemble des charges salariales supportées par les entreprises et les administrations publiques. Les salaires payés par les administrations publiques sont tirés des comptes du secteur public, leur évolution est reportée dans le tableau n° 27 (voir première partie, chapitre 1, section VIII). Quant aux salaires et autres charges salariales payées par les entreprises, ils ont fait l'objet d'estimation lors de l'établissement des comptes de 1997 grâce aux données d'enquêtes. La part des salaires dans le PIB était de 35,5%, 83,2% dans le secteur administratif et 29,1% dans le secteur marchand.

Malheureusement il n'existe pas d'informations suffisantes sur la période 1998-2003 qui permettent de connaître l'évolution de cette part. L'enquête sur les grandes entreprises effectuée en 2004 et portant sur 240 établissements industriels, 270 établissements de service (à l'exclusion des services de télécommunication, de finances et d'éducation) et 96 de commerce, a révélé les ratios charges salariales / valeur ajoutée brute en 2002 et 2003 suivants :

<u>Secteur</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Industrie	24,6%	24,2%
Services	32,4%	32,9%
Commerce	10,5%	10,9%

La part des impôts indirects nets des subventions dans le PIB a par contre évolué de façon significative passant de 10,5% en 1997 à 15,4% en 2002 et 16,9% en 2003. Cette dernière évolution est due à l'introduction de la TVA en février 2002.

Les intérêts représentent la rémunération du capital financier versée par les entreprises aux propriétaires de ces capitaux. Ils ne comprennent pas les intérêts versés par les administrations. En effet, par convention, ces intérêts ne rentrent pas dans l'estimation de la production non marchande et par conséquent ne font pas partie du PIB.

Pour estimer les charges d'intérêts supportées par les entreprises, les comptes présentés ici ont retenu uniquement la rémunération des dépôts bancaires. Les intérêts servis par les banques ont été répartis entre les agents débiteurs au prorata de leur endettement vis-à-vis des banques. Il convient de préciser qu'une partie des intérêts encaissés par les banques représente la rémunération de leur service d'intermédiation financière.

Tableau n° 34
Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations
2000-2003

	<i>En milliards de LL</i>			
Données des banques	2000	2001	2002	2003
Intérêts reçus				
sur bons du Trésor	2 881	2 816	2 852	2 756
des non-résidents	499	507	372	214
d'autres débiteurs	2 913	3 301	2 919	3 361
Total	6 293	6 623	6 143	6 331
Intérêts payés aux déposants	4 772	5 121	4 559	4 655
<i>Ratio intérêts payés/reçus</i>	<i>0,758</i>	<i>0,773</i>	<i>0,742</i>	<i>0,735</i>
<i>Ratio services bancaires/intérêts</i>	<i>0,242</i>	<i>0,227</i>	<i>0,258</i>	<i>0,265</i>
Imputation des intérêts servis aux déposants à la charge des :				
administrations	2 185	2 177	2 117	2 027
non-résidents	378	392	276	157
entreprises	2 209	2 552	2 166	2 471
Total	4 772	5 121	4 559	4 655

Ainsi, les intérêts payés par le secteur privé aux propriétaires des dépôts via les banques commerciales ont été évalués à 2 166 milliards en 2002 et à 2 471 milliards de LL en 2003, soit respectivement 7,7% et 8,3% du PIB. En 1997 cette part s'élevait à 5,3% seulement.

Quant aux intérêts payés par le secteur public et qui ne rentrent pas dans la valeur du PIB, mais inscrits quand même dans le compte de répartition primaire d'après les conventions internationales, ils sont tirés des comptes des administrations publiques après déduction de la valeur des services bancaires. Ces services bancaires sont estimés en appliquant le ratio services bancaires sur intérêts du tableau n° 34 aux intérêts reçus sur bons du Trésor par les banques.

Les autres revenus sont composés des dividendes versés aux propriétaires des capitaux engagés dans la production et des revenus mixtes des entrepreneurs individuels. Ces revenus ont fait l'objet d'une estimation globale en 1997, la rémunération des actionnaires restant inconnue. Comme pour les salaires, l'estimation de tels revenus est donnée pour l'année 1997 seulement, faisant apparaître une part relative de ces revenus dans le PIB de 42,3%.

En raison de l'insuffisance de l'information, les salaires et les revenus autres que les intérêts ont été regroupés dans un même agrégat à partir de 1998.

Les amortissements sont en fait le résidu du compte d'exploitation des entreprises augmenté de la valeur estimée de l'amortissement du capital fixe des administrations publiques. Ce dernier élément est donné dans le tableau n° 10 montrant le calcul de la valeur de la production non marchande.

b) Calcul du revenu national brut (RNB)

Le RNB est égal au solde du compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaire de l'ensemble des agents économiques nationaux. Il est donc égal au PIB plus le solde (ressources – emplois) des revenus primaires qui est égal au revenu net des facteurs provenant du reste du monde. Ces derniers sont tirés des comptes du reste du monde S.2 (tableau n° 28) qui sont exposés au chapitre suivant

Les soldes des trois types de revenus primaires (salaires, intérêts et autres revenus) sont détaillés dans le tableau n° 35.

Tableau n° 35
Composition du revenu national brut 2000-2003

	<i>En milliards de LL</i>			
Eléments du RNB	2000	2001	2002	2003
PIB	25 325	25 947	28 209	29 846
Salaires extérieurs nets	-85	-59	-9	-82
Intérêts extérieurs nets	486	-96	-803	-1 016
Autres revenus extérieurs nets	434	458	511	751
Total = RNB	26 160	26 250	27 908	29 499

La croissance du revenu national brut a été plus faible que celle du PIB du fait de la diminution de revenus net des facteurs provenant du reste du monde. Ces revenus ont été affectés par la décroissance des taux d'intérêt servis sur les placements à l'étranger alors que les placements des non-résidents en titres libanais, notamment les bons du Trésor libellés en devise, augmentaient et profitaient d'un taux nettement plus rémunérateur.

Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus

Le compte de distribution secondaire des revenus enregistre en ressources le revenu national brut (RNB) et les ressources des agents nationaux provenant des différents types de transferts à savoir : les impôts directs, les cotisations sociales, les prestations sociales et les transferts courants. Les paiements de tels transferts effectués par les agents nationaux sont reportés en emplois. Le solde de ce compte est donc égal au RNB augmenté des transferts courants nets provenant de l'extérieur. On obtient ainsi le troisième agrégat utile à l'étude du fonctionnement de l'économie nationale, appelé « Revenu national brut disponible » (RNBD).

a) Les impôts directs

Les impôts directs sont des prélèvements obligatoires effectués par les administrations sur les ressources des agents nationaux. Ils sont inscrits en emplois des ménages et en ressources des administrations.

On distingue deux types d'impôts directs : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la propriété. L'impôt sur les voitures privées est analogue à celui sur la propriété et a été compté avec les impôts directs contrairement au classement administratif qui l'englobe parmi les impôts sur la consommation. Le tableau n° 36 ci-dessous reporte

les montants encaissés par l'administration centrale au titre de ces impôts tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat. A ces montants il convient d'ajouter les recettes des municipalités ayant le caractère d'impôt direct. Ces recettes ne sont pas connues, les montants inscrits sont très approximatifs et intègrent un poste d'ajustement nécessaire à l'équilibrage des comptes du secteur public.

Tableau n° 36
Répartition des impôts directs par nature 2000-2003

Nature de l'impôt	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Impôt sur le revenu	427	585	642	708
Impôts sur la propriété	272	273	301	310
Impôts sur les voitures	191	226	210	238
Part des municipalités et ajustement	53	54	60	62
Total	943	1 138	1 213	1 318

b) Les cotisations sociales

Les cotisations sociales qui ont pu être recensées dans ces comptes concernent les cotisations encaissées par la Caisse nationale de la sécurité sociale et les prélèvements effectués par l'Etat sur le salaire des fonctionnaires pour alimenter la caisse de retraite. Les cotisations obligatoires à d'autres caisses telles que la coopérative des fonctionnaires ont été négligées faute de statistiques.

Toutes les cotisations, y compris celles payées par les patrons à la CNSS sont supposées être payées par les salariés (emplois des ménages) puisqu'elles sont comptées dans la rémunération du travail (ressources des ménages). Elles sont inscrites en ressources des administrations.

Les paiements de l'Etat à la CNSS sont classés dans le budget comme des transferts et non comme des cotisations dues en tant que patron employant des contractuels n'ayant pas le statut de fonctionnaire et donc soumis au code du travail. Ces paiements sont sporadiques (187 milliards de LL en 1997, 60 milliards en 1999 et aussi en 2000, pas de paiements en 1998, 2001 et 2002). Ces paiements ont été exclus à la fois de la rémunération des travailleurs et des cotisations sociales.

Tableau n° 37
Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2000-2003

Nature de la cotisation	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Cotisation à la CNSS				
Patrons	681	588	576	596
Salariés	49	50	51	52
Total	730	638	626	648
Cotisation des fonctionnaires	81	79	80	74
Total	811	717	706	722

c) Les prestations sociales

Les prestations sociales apparaissant en ressources du compte II.2 sont supérieures à celles inscrites en emplois du fait que des ménages résidents reçoivent, en plus des prestations locales, des pensions de retraite payées par des organismes non-résidents. Le montant de ces pensions avait été estimé en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 23 milliards de LL. Il a été maintenu constant tout au long de la période suivante par manque d'informations.

Tableau n° 38
Répartition des prestations sociales reçues par nature 2000-2003

Nature de la prestation	En milliards de LL			
	2000	2001	2002	2003
Prestations de la CNSS				
<i>Allocations maladie</i>	231	325	377	397
<i>Allocations familiales</i>	124	188	207	215
<i>Indemnité de fin de service</i>	177	256	303	194
Total	532	769	888	806
Pensions de retraite payées				
par l'Etat	844	834	850	849
par l'Extérieur	23	23	23	23
Total	1 399	1 626	1 761	1 678

Quant aux prestations servies par les agents nationaux (inscrites en emplois), elles se limitent aux allocations et indemnités versées par la CNSS et aux pensions de retraite servies par l'Etat. Les premières ont passé de 407 milliards de LL en 1997 à 888 milliards en 2002 et 806 milliards en 2003 et les secondes de 528 à 850 puis à 849 milliards durant la même période : après une période de croissance à un taux annuel moyen de respectivement 16,9% et 10,2%, ces allocations ont régressé en 2003 de 9,3% et 0,8%.

Comme pour les cotisations, les prestations fournies par d'autres caisses ont été négligées dans la présente comptabilité.

d) Les transferts courants et calcul du RNBD

La rubrique « transferts courants » groupe trois type de flux : les recettes non fiscales de l'Etat, l'aide apportée par l'Etat aux individus, associations et autres organismes du secteur privé résidents ou non et enfin les transferts courants effectués par les non-résidents aux ménages résidents.

Les deux premières rubriques sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat à un ajustement près concernant les aides effectuées par l'intermédiaire d'autres administrations.

Les transferts extérieurs nets résultent des méthodes adoptées pour l'estimation des différentes rubriques de la balance des paiements, méthodes qui sont exposées dans le chapitre suivant.

Tableau n° 39
Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2000-2003

Nature du transfert	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Recettes non fiscales	330	297	301	315
Aides	151	113	152	156
Transferts extérieurs nets	2 440	2 521	2 951	5 040
Total	2 921	2 932	3 405	5 511

Le solde du compte de la distribution secondaire des revenus est égal au revenu national brut augmenté des paiements extérieurs nets au titre de la distribution secondaire, ainsi que le montre le tableau n° 40 ci-dessous.

Tableau n° 40
Calcul du RNBD 2000-2003

	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
RNB	26 160	26 250	27 908	29 499
Allocations reçues de l'extérieur	23	23	23	23
Transferts extérieurs nets	2 440	2 521	2 951	5 040
Total = RNBD	28 623	28 795	30 882	34 562

De 1997 à 2002, les transferts extérieurs nets ont eu tendance à baisser. Par suite la croissance du RNBD durant cette période a été plus faible que celle du PIB. En 2003 les résultats de la balance des paiements ont fait apparaître un fort mouvement de transfert vers le Liban (voir chapitre suivant) d'où une croissance du RNBD plus forte que celle du PIB en valeur courante (11,9% contre 5,8% pour le PIB)

Section IV. Le compte d'utilisation du revenu

Le compte d'utilisation du revenu enregistre en emploi la consommation nationale et en ressources le revenu national brut disponible. Le solde de ce compte est égal à l'épargne nationale.

Après une croissance en 1998, l'épargne nationale apparaît en baisse constante, surtout à partir de l'année 2000 jusqu'en 2002. Ainsi le taux d'épargne globale qui était de 12,5% en 1997, tombe à 7,5% en 2002. Cette évolution semble liée à celle des transferts extérieurs qui ont fortement chuté durant la dernière période, ainsi qu'il ressort de l'étude de la balance des paiements. Aussi, avec la reprise de tels transferts en 2003, le taux d'épargne atteint 12,1% et retrouve presque son niveau de 1997.

L'état actuel des comptes économiques permet de dégager de façon très approximative le comportement des agents économiques, notamment des ménages, en matière de consommation et d'épargne. Le tableau suivant (n° 41) répartit l'épargne nationale ainsi que le revenu national brut disponible suivant les trois types d'agents : les ménages, les entreprises groupant les unités de production marchande et les administrations.

La répartition du revenu disponible à l'intérieur du secteur privé entre les ménages et les sociétés n'est pas connue. La méthode de comptabilisation suppose en fait que toute la valeur ajoutée du secteur marchand, une fois déduite les impôts indirects et les provisions pour amortissement, est versée aux ménages. Le montant indiqué pour la part du revenu brut disponible revenant aux entreprises n'est qu'une estimation grossière de l'amortissement du capital fixe. Sous cette réserve, le taux apparent d'épargne des ménages passe de 20,5% en 1997 à 16,1% en 2002 et remonte à 18% en 2003.

Tableau n° 41
Répartition du RNBD et de l'épargne nationale brute par agent 2000-2003

Agent économique	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
	<i>Revenu brut disponible</i>			
Ménages	26 484	27 061	28 324	30 994
Entreprises	1 390	1 263	1 304	1 546
Administrations	749	471	1 254	2 022
Total	28 623	28 795	30 882	34 562
	<i>Epargne brute</i>			
Ménages	4 883	5 040	4 582	5 589
Entreprises	1 390	1 263	1 304	1 546
Administrations	-3 679	-4 100	-3 561	-2 967
Total	2 594	2 203	2 326	4 168

Une telle évolution est le résultat d'une faible croissance du revenu disponible des ménages durant la période 1997-2002 suivie d'une reprise en 2003 conjuguée avec une évolution plus régulière de la consommation : alors que le revenu disponible des ménages augmentait en moyenne de 1,1% par an entre 1997-2002, la consommation progressait de 2,2% par an ; en 2003 le revenu disponible des ménage s'accroît de 9,6% mais la consommation ne progresse que de 7%.

Section V. Le compte de capital

Le compte de capital enregistre en emplois la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les transferts en capital effectués par les agents nationaux. Il enregistre en ressource l'épargne brute et les transferts en capital reçus.

Les transferts en capital inscrits en emplois représentent l'aide à la reconstruction payée par l'Etat pour le retour des déplacés par la guerre. Importants au début (533 milliards de LL en 1997 et 180 milliards en 2000) ces transferts sont devenus négligeables à partir de 2001.

Les transferts inscrits en ressources comprennent, outre ceux inscrits en emplois, les transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers ont aussi diminué progressivement passant de 1718 milliards en 1997 à 348 milliards de LL en 2002 mais ont repris en 2003 pour atteindre 2534 milliards. Il n'y a là cependant qu'une estimation très rudimentaire résultant des estimations de la balance des paiements. Ces estimations sont exposées dans le chapitre suivant.

Le solde du compte de capital s'appelle, suivant qu'il est positif ou négatif, capacité ou besoin de financement. Dans son ensemble, l'économie libanaise avait eu, durant la période 1997-2002, un besoin de financement extérieur. En 2003, par contre, suite aux transferts massifs de capitaux venant de l'extérieur, l'économie nationale a dégagé une capacité de financement. Comme le montre le tableau n° 42 suivant, avant 2003, la capacité de financement des ménages ne suffisait pas à couvrir le besoin de financement des entreprises et des administrations. En 2003, la capacité des ménages a fortement augmenté suite aux transferts extérieurs courants et en capital.

Tableau n° 42
Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent
2000-2003

	<i>En milliards de LL</i>			
Agent économique	2000	2001	2002	2003
Ménages	5 337	5 493	4 920	8 089
Entreprises	-2 486	-3 484	-2 815	-3 297
Administrations	-5 091	-5 278	-4 570	-3 822
Total	-2 240	-3 269	-2 466	970

En effet, la capacité de financement des ménages est égale à leur épargne augmentée des transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers sont supposés être versés entièrement aux ménages dans le système comptable adopté. La baisse de cette capacité de 7 712 milliards de LL en 1997 à 4 920 milliards en 2002 est le résultat de la baisse des transferts extérieur aussi bien courants qu'en capital.

Le besoin de financement des entreprises est égal à la formation brute de capital fixe dans le secteur marchand et la variation des stocks diminuée des montants retenus comme amortissement. L'évolution du besoin de financement des entreprises a donc suivi celle des investissements dans le secteur privé qui étaient en régression durant la période 1997-2002 et en hausse en 2003.

Quant au besoin de financement des administrations il est égal au déficit du secteur public. Ce déficit est très largement supérieur à la valeur des investissements publics. Il représentait 21,4% du PIB et 17,9% du RNBD en 1997. Ces ratios tombent respectivement à 16,2% et 14,8% en 2002 et à 12,8% et 11,1% en 2003. L'évolution de ces deux dernières années est la conséquence d'un changement dans la politique fiscale : baisse des droits de douane en 2001 et introduction de la TVA en 2002.

Section VI. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et droits et en ressources la variation des dettes des agents nationaux. Le solde du compte financier est égal à la capacité ou au besoin de financement. Cette égalité résulte du principe de l'équilibre général des comptes. Les méthodes d'estimation adoptées dans l'élaboration des comptes reposent en grande partie sur ce principe d'équilibre. Ainsi, la capacité de financement des ménages se traduit par un accroissement équivalent des créances et droits qu'ils détiennent, le besoin de financement des entreprises est couvert par

l'accroissement des participations et par les crédits obtenus et enfin, le déficit des administrations se traduit par un accroissement égal de la dette publique.

Les créances et dettes retenues dans les comptes actuels sont classées, selon la nomenclature internationale, sous les quatre rubriques suivantes : Numéraires et dépôts (F2), Titre autres qu'actions (F3), Crédits (F4), Actions ou participation (F5).

a) La variation des numéraires et dépôts (F2)

Les numéraires et dépôts recensés ici ne concernent que les billets de banque en LL émis par la banque centrale, les dépôts détenus par les résidents auprès du système bancaire et les avoirs extérieurs nets des banques libanaises. Ils ne comprennent pas les billets de banque en dollars ou autres devises ni les dépôts auprès des banques à l'étranger détenus par les résidents (banques exclues). Les chiffres adoptés découlent des données sur la masse monétaire établies par la banque du Liban.

Tableau n° 43
Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire
2000-2003

Nature de la monnaie	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Monnaie en LL	-748	-2 209	3 121	5 672
Dépôts en devise	5 483	6 116	668	1 843
Total = ressources	4 735	3 907	3 789	7 515
Avoirs extérieurs nets des b.	-437	-1 767	2 355	5 405
Total = emplois	4 298	2 140	6 144	12 920

La variation de la masse monétaire constitue une ressource pour le système bancaire et un emploi du secteur privé non bancaire. Il s'agit en grande partie des dépôts détenus par les ménages, la variation du compte caisse et banque des sociétés non financières pouvant être considérée comme négligeable. Ainsi la décroissance de la variation de la masse monétaire entre 1997 et 2002 de 5920 à 3789 milliards de LL, et leur hausse en 2003 à 7515 milliards est le reflet de l'évolution de la capacité de financement des ménages, capacité ayant augmenté suite aux transferts de l'extérieur (voir plus haut).

Les fortes fluctuations enregistrées dans la composition de la monnaie entre devises et livres libanaises découlent des variations conjoncturelles de la confiance dans la monnaie nationale et du différentiel d'intérêt. Il est à noter que les variations des dépôts en devises ont été calculées à taux de change constant.

La variation des avoirs extérieurs nets du système bancaire est égale à celle des dépôts des banques libanaises à l'étranger diminués des dépôts des non-résidents. Elle est calculée à taux de change constant. Par définition cette variation est égale à celle du solde de la balance des paiements.

b) La variation des titres autres qu'actions

Seuls les bons du Trésor libanais ont été pris en compte, les titres du secteur privé ou étranger ont été négligés.

Est enregistrée en emplois la variation des bons du Trésor détenus par les banques et par les autres résidents. Ceux détenus par les administrations autonomes sont exclus par consolidation. En plus des bons souscrits par les résidents, les Administrations ont comme ressources les bons souscrits par les non-résidents. Il faut noter toutefois que la répartition des bons du Trésor entre souscripteurs résidents et non-résidents n'est pas connue avec précision, les chiffres adoptés sont tirés de l'estimation des éléments de la balance faite par la Banque du Liban. La répartition des bons du Trésor par souscripteur est donnée dans le tableau n° 44 ci-dessous.⁶

Tableau n° 44
Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2000-2003

	<i>En milliards de LL</i>			
Souscripteur	2000	2001	2002	2003
B.T en LL				
Administrations	518	333	149	-615
Banques	1 087	1 212	-2 799	2 586
Autres	-243	-1 108	1 401	-1 161
Total	1 362	437	-1 249	810
B.T. en devises				
Banques	1 948	3 415	3 855	-102
Hors banques	92	193	3 891	2 415
Total	2 039	3 608	7 746	2 313
Ensemble des bons :				
Dont : Banques	3 035	4 627	1 056	2 484
Résid. hors banques	324	83	1 182	-1 776
Non-résidents	1 042	335	4 259	2 415
Total	3 401	4 045	6 497	3 123
Moins Administrations	-518	-333	-149	615
= Total net	3 883	4 711	6 348	3 738

En 2002, le portefeuille des banques en bons du Trésor en LL diminue de 2 799 milliards de LL suite à une écriture comptable effectuée par la BDL consistant à annuler ses créances en bons du Trésor pour un montant de 2 700 milliards de LL en contrepartie d'une diminution équivalente des différences de change cumulées inscrites au crédit de l'Etat en application de l'article 115 du code de la monnaie et du crédit. Cette opération qui équivaut à l'encaissement des différences de changes n'apparaît pas dans les comptes du Trésor comme une recette mais comme une ressource financière sous la rubrique « autres emprunts en LL », ce qui compense la diminution des bons du Trésor en cours. Par ailleurs, les statistiques de la Banque du Liban indiquent un accroissement des bons du Trésor en devises de 7 746 milliards de LL. La plus grande partie de ces bons ont été souscrits par des organismes étrangers

⁶ Les bons du Trésor souscrits par les banques sont tirés de leurs bilans tels que publiés par la BDL. Ceux souscrits par le public et les administrations sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les variations des bons en devises sont calculées à taux de change constant.

suite à la conférence de Paris II. En 2003, la souscription des bons du Trésor par les non résidents se poursuit, leur montant, net des remboursements, est estimé à 2415 milliards de LL à taux de change constant.

c) La variation des crédits

Les montants inscrits en emplois représentent la variation des crédits bancaires tels qu'ils sont reportés dans les statistiques sur la situation monétaire ainsi qu'une estimation des avances du Trésor aux entreprises publiques. En ressources, les crédits comprennent aussi les emprunts extérieurs nets reçus par les administrations publiques.

Tableau n° 45
Variation des crédits selon leur nature 2000-2003

Nature des crédits	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Crédits bancaires				
Au secteur privé	1 511	141	734	-502
Au secteur public (net)	1 751	709	-1 622	130
<i>Crédits</i>	376	-9	-571	184
<i>- dépôts du secteur public</i>	1 375	718	-1 051	-54
Total des crédits bancaires	3 262	850	-888	-373
Avances du Trésor	596	110	213	123
Emprunts extérieurs	53	-32	57	77
Total : ressources	3 911	928	-618	-173

Les crédits bancaires au secteur privé ont subi un net ralentissement durant la période 1997-2003. Leur variation a chuté de 3 192 milliards de LL en 1997 à 141 milliards en 2001 pour remonter à 734 milliards en 2002 et retomber à -502 milliards en 2003. Le tableau suivant montre l'évolution de la répartition des crédits dans le secteur financier par secteur utilisateur telle que publiée par la Banque du Liban. (Tableau n°46). Ces crédits sont différents des crédits rapportés dans la situation monétaire mais permettent de voir les variations dans la répartition des crédits par secteur et leur évolution. On voit par exemple que ce sont les crédits au secteur de la construction qui ont le plus reculé durant la période. On relèvera par contre un accroissement des crédits à l'industrie en 2003.

Tableau n° 46
Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2000-2003

Secteur	<i>En milliards de LL</i>			
	2000	2001	2002	2003
Agriculture	45	-47	20	1
Industrie	172	232	-41	339
Construction	318	-130	-279	-440
Commerce	238	489	114	61
Services	103	209	235	95
Institutions financières	38	97	8	67
Autres organismes	2	79	88	-350
Individus	311	282	279	448
Total	1 227	1 211	424	221
Ajustement	284	-1 070	310	-723
Total = Crédits bancaires	1 511	141	734	-502

Les créances du système bancaire sur le secteur public sont nettes des dépôts. La variation des crédits reflète plus celle des dépôts que celles des crédits à proprement parler. Ces derniers sont négligeables, les banques finançant le secteur public au moyen des souscriptions aux bons du Trésor. En 2002 par exemple, les crédits bancaires nets au secteur public ont diminué de 1622 milliards de livres suite à une variation négative des crédits (-571 milliards) et surtout une augmentation des dépôts (de 1051 milliards). La variation des bons de Trésor détenus par les banques ayant été de +1056 milliards, les créances nettes du système bancaire sur le secteur ont diminué de 466 milliards de LL.

Les avances du Trésor aux entreprises publiques telles que l'Electricité du Liban ne sont pas connues avec précision. Le système de comptabilité publique actuel ne permet pas de connaître la ventilation des avances par bénéficiaire. Les chiffres indiqués sont approximatifs et permettent d'équilibrer les comptes des administrations publiques.

Les emprunts publics extérieurs rapportés sont ceux effectués par le CDR. Le recours de l'Etat au financement extérieur se fait principalement à l'aide d'émission d'euro bonds.

d) La variation des actions ou participations

Il n'existe pas à l'heure actuelle des données sur les bilans des sociétés anonymes. Les chiffres indiqués en emplois représentent en principe la variation des droits des ménages sur la propriété des entreprises qu'elles soient des sociétés anonymes ou des entreprises individuelles. Ils comprennent aussi les montants déboursés par les ménages pour l'achat de logements neufs. Ces derniers montants avaient été estimés à 1 328 milliards en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. A défaut d'autres données sur les années suivantes, la participation des ménages à la formation brute du capital des entreprises est estimée par résidu.

En ressources, aux participations des résidents s'ajoutent les investissements directs des non-résidents. Ces derniers sont estimés dans le cadre de la balance des paiements. Voir chapitre suivant.

Chapitre 2

Les comptes du reste du monde et la balance des paiement

Les opérations effectuées avec le reste du monde sont enregistrées dans quatre comptes qui dégagent les principaux soldes de la balance des paiements :

- I. Le compte des opérations sur biens et services dont le solde est égal à la balance commerciale
- II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants dont le solde est égal à la balance courante
- III.1 Le compte des transferts en capital dont le solde est égal à la capacité ou au besoin de financement de l'extérieur
- III.2 Le compte financier dont le solde est égal au déficit ou à l'excédent de la balance des paiements

Ces différents soldes sont repris dans le tableau n° 47

Tableau n° 47
Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2000-2003

Nature de la balance	2000	2001	2002	2003
	<i>En milliards de LL</i>			
Balance commerciale	5,812	6,567	5,469	6,281
+ revenus et transferts nets	-3,298	-2,847	-2,673	-4,717
= balance courante	2,514	3,719	2,797	1,564
+ Transferts nets de capitaux	-274	-450	-331	-2,534
= Cap./bes. de financement	2 240	3 269	2 466	-970
+ Financement net	-1 803	-1 502	-4 821	-4,434
= balance des paiements	437	1 767	-2 355	-5,405

Remarque : Un solde positif dans le compte de l'extérieur représente un déficit pour le pays, tandis qu'un solde négatif représente un excédent. Ainsi la balance des paiements a été déficitaire en 2000 et 2001 et excédentaire en 2002 et 2003.

Section I. Le compte des opérations sur biens et services

Le compte des opérations sur biens et services avec le reste du monde enregistre en emplois les exportations et en ressources les importations. Ces agrégats ont été passés en revue dans la première partie, chapitre 2 et chapitre 5. Le solde de ce compte appelé balance commerciale, a un sens plus large que le sens courant du terme puisque ces échanges ne se limitent pas seulement aux marchandises mais englobent aussi les exportations nettes de services.

La balance commerciale a été toujours déficitaire au Liban. Entre 1997 et 2002, le déficit des échanges de biens et services avec l'extérieur a régressé de 8 203 milliards de LL à 5 469 milliards suite à la stagnation des importations et à une croissance sensible des exportations. En 2003, suite à une croissance des importations plus importante que les exportations, le déficit est remonté à 6281 milliards. En 1997 ce déficit représentait 34,2% du PIB et 25,5% de la dépense nationale ; en 2002, il ne

représente plus que 19,4% du PIB et 16,2% de la dépense nationale ; en 2003, ces ratios remontent respectivement à 21,0% et à 17,4%.

Notons que l'estimation de la balance commerciale a été révisée à la baisse à partir de 2002 suite à la révision à la hausse des exportations nettes de services.

Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants

Ce compte enregistre en emplois les revenus primaires payés aux résidents libanais par le reste du monde ainsi que les transferts nets reçus. Il reprend en ressources le solde des opérations sur biens et services et enregistre les paiements de revenus primaires effectués par l'économie nationale à des non-résidents.

Le solde de ce compte est égal à celui de la balance courante des paiements. Comme la balance commerciale, cette dernière balance est positive pour le reste du monde, ce qui dénote un déficit pour le Liban. En 2002, la balance courante régresse suite à l'amélioration de la balance commerciale au profit du Liban et en 2003 elle chute de façon importante suite à la reprise des mouvements de transfert.

Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des éléments rentrant dans ce compte.

a) Les revenus primaires

Appelés aussi revenus des facteurs, les revenus primaires comprennent les salaires, les intérêts et autres revenus du travail ou du capital.

Les salaires et autres revenus du travail reçus de l'extérieur par les résidents libanais avaient été estimés pour 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. Ces chiffres ont été projetés sur les années suivantes en prenant comme indicateur la fréquence des voyages des libanais à l'étranger. Quant aux salaires payés aux non-résidents, ils ont été projetés proportionnellement à la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture et de la construction.

Les intérêts reçus par les résidents libanais sur leurs placements à l'étranger et les intérêts payés aux non-résidents sont estimés par la Banque du Liban dans le cadre des travaux sur la balance des paiements. Ces estimations montrent une nette régression des intérêts reçus qui tombent de 1 441 milliards de LL en 1997 à 944 milliards en 2002 et à 626 milliards en 2003, tandis que les intérêts servis aux investisseurs non-résidents augmentaient considérablement, passant de 951 milliards de LL en 1997 à 1 642 milliards en 2003 après un de 1 747 milliards en 2002.

Les intérêts constituant la part la plus importante des revenus primaires échangés avec l'extérieur, le revenu net des facteurs provenant du reste du monde s'est considérablement dégradé à partir de 2001 : après une progression entre 1997 et 2000 où l'apport extérieur au revenu national passe de 691 à 834 milliards de LL, ce revenu net tombe à 303 milliards en 2001 et devient négatif en 2002 (-302 milliards de LL) et en 2003 (-346 milliards). (Voir tableau n° 29).

b) Les transferts courants nets

Le Liban a de tout temps bénéficié d'un flux de transferts provenant de l'extérieur. Il n'existe aucune statistique sérieuse sur la nature et le montant de tels transferts. La Banque du Liban a initié à partir de 2003 une enquête auprès des banques commerciales pour recenser et classer par nature tous les transferts de fonds entre le Liban et l'étranger dont le montant dépasse 10 000\$. En attendant les résultats de ces investigations, la méthode adoptée pour l'estimation des transferts courants a été de considérer tout le résidu de la balance des paiements, autrement dit la rubrique "erreur et omission", comme des transferts et de le répartir entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé de répartition dépendant de la conjoncture générale et en particulier de celle des investissements. Les clés de répartition résultant entre transferts courants et transferts en capital ont été, à un ajustement près, les suivantes : 0,7/0,3 en 1997 et 1998, 0,8/0,2 en 1999, 0,85/0,15 en 2001, 0,9/0,1 en 2000 et 2002 et deux tiers/un tiers en 2003.

La tendance générale des transferts extérieurs nets était à la baisse entre 1997 et 2002. Il était normal, vu la tendance à la baisse des investissements au Liban, de considérer que cette baisse a touché plus les transferts en capitaux que les transferts courants. En 2003, le fort excédent de la balance des paiements a laissé entrevoir un mouvement massif de transferts vers le Liban dû à la hausse des revenus pétroliers. Les investissements dans le secteur privé ayant redémarré à la hausse, l'accroissement des transferts en capitaux a été considéré comme étant plus important que celui des transferts courants.

Aux transferts courants nets, il convient d'ajouter les paiements de pensions de retraites et autres prestations sociales reçus de l'extérieur. Ces paiements avaient été estimés à 23 milliards de LL en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages et ont été maintenus constants tout au long de la période.

Section III. Le compte des transferts en capital

Ce compte reprend en ressource la balance courante et en emplois les transferts nets de capitaux.

Les transferts nets de capitaux ont été estimés par la même méthode que les transferts courants : voir section précédente. Cette méthode d'estimation aboutit à faire apparaître des transferts extérieurs nets en capitaux en chute entre 1997 et 2002 et forte hausse en 2003 : de 1 718 milliards de LL en 1997 à 331 milliards en 2002 et à 2 534 milliards en 2003.

Vu l'équilibre général des comptes le solde de ce compte est rigoureusement égal en valeur absolue au besoin ou à la capacité de financement de l'économie nationale. Positif jusqu'en 2002 il devient négatif en 2003 : -970 milliards de LL contre 2 466 milliards en 2002 et 1 770 milliards en 1997.

Section IV. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances en ressources la variation des dettes du reste du monde vis-à-vis de l'économie nationale. Le solde du compte financier est strictement égal à la capacité ou au besoin de financement. Les créances et dettes sont reportées nettes dans chaque catégorie.

En emplois, on trouve :

a) Les titres autres qu'actions.

Il s'agit de la variation du portefeuille de bons du Trésor libanais détenus par les non-résidents. Ces montants sont estimés par la Banque du Liban. Voir chapitre précédent, section VI, paragraphe b)

b) Les crédits

Il s'agit uniquement des emprunts extérieurs effectués par le CDR

c) Les actions et participations

Les droits des non-résidents sur les entreprises résidentes comprennent en grande partie la propriété immobilière. A partir d'une estimation faite dans le cadre des comptes de 1997, la variation de ces droits a été projetée sur les années suivantes proportionnellement aux investissements directs retenus par la Banque du Liban dans l'estimation des éléments de la balance des paiements.

En ressources, on enregistre, outre la capacité de financement, la variation nette des avoirs extérieurs du système bancaire libanais sous la rubrique "numéraires et dépôts". Par définition, cette variation représente le solde final de la balance des paiements.

Comme on peut le constater, la balance des paiements est fortement déficitaire en 2001 par suite de l'accroissement des importations puis excédentaire en 2002 par suite de la contribution des organismes étrangers au financement du Trésor libanais en exécution des décisions de Paris II. En 2003, la balance des paiements enregistre des excédents encore plus importants sous le double effet de la poursuite d'achat de bons du Trésor et de l'apport des transferts en capitaux ou des transferts courants.

Conclusion

La projection des comptes économiques sur l'année 2003 suivant les méthodes mises au point lors de l'élaboration des comptes 1997-2002 a permis non seulement d'évaluer les évolutions macro-économiques mais aussi de repérer les changements survenus dans les caractéristiques de l'économie et des finances libanaises. Voici en résumé les principaux faits qui s'en dégagent :

a) *L'écart structurel entre dépense nationale et production intérieure a légèrement augmenté*

Après l'évolution des années 1997-2002 ayant abouti à une atténuation de l'écart en valeur relative entre la dépense nationale et le produit intérieur brut, cet écart qui était de 34,2% du PIB en 1997, a passé de 19,4% en 2002 à 21% en 2003. Cette évolution est la conséquence de la disparité dans l'évolution des différents secteurs de l'économie et entre les prix à l'importation et à la production.

b) *Faiblesse persistante des secteurs de production de biens*

La part de l'agriculture dans le PIB a continué à régresser passant de 5,8% en 2002 à 5,5% en 2003. Mais la tendance à la régression du secteur manufacturier s'est inversée et la part de ce secteur dans le PIB a légèrement augmenté de 11,5% en 2002 à 11,8% en 2003. Au total, la contribution de ces deux secteurs de production de biens s'est maintenue à 17,3%. Notons que la progression de l'industrie aurait été plus importante, si les prix de ses facteurs de production au lieu de baisser, avaient suivi la même tendance que les prix de l'ensemble des valeurs ajoutées.

c) *Une hausse des prix à l'importation partiellement répercutée sur les prix à la consommation*

Les prix unitaires à l'importation avaient baissé de 4,1% en moyenne durant la période 1997-2002, baisse due en grande partie à l'appréciation de la livre libanaise par rapport aux principales devises étrangères et à la tendance à la baisse des matières premières. En 2003 la livre libanaise, liée au dollar américain, commence à se déprécier tandis que les prix des matières premières repartent à la hausse. Cela a eu pour conséquence une hausse des prix à l'importation de 5,6%. Les prix internes n'ont pas suivi la même tendance de sorte que les prix à la consommation ont crû de 3,6% seulement.

d) *Reprise des investissements privés*

Alors que les investissements publics continuaient à baisser, les investissements privés ont repris avec vigueur en 2003 (+17,5%), alimentés par l'apport de capitaux étrangers en quête de placement. Leur part dans la dépense nationale qui était de 12,2% en 2002 s'élève à 13,4% en 2003.

e) Une croissance induite par les investissements et les exportations

La croissance de la consommation ayant été plutôt modérée, la croissance de la production a été alimentée par la progression des exportations et des investissements.

f) Le déficit commercial repart à la hausse

Le déficit commercial en biens et services qui couvrait initialement 25,5% de la dépense nationale en 1997 avait reculé à 16,2% de cette dépense en 2002. En 2003 ce ratio remonte à 17,4%.

g) Une dépendance des transferts extérieurs, plus importante

Le déficit dans les échanges de biens et services avec l'extérieur a toujours été couvert par des transferts extérieurs qui ont contribué au financement de l'économie nationale soit directement soit indirectement en contribuant à la formation de l'épargne des ménages. Les transferts estimés autres que les investissements directs, après une période de décroissance, ont très fortement repris en 2003 et renforcé la capacité de financement du secteur privé, ce qui s'est traduit par un accroissement notable des dépôts des résidents dans les banques commerciales.

h) Une forte remontée de l'épargne nationale

L'épargne nationale brute avait fortement diminué de 1999 à 2002 après avoir atteint un sommet de 4476 milliards de LL en 1998. Grâce à la reprise de l'activité mais surtout en raison de l'excédent de la balance des paiements, l'épargne nationale brute retrouve en 2003 un niveau proche de 1998 : 4169 milliards de LL.

i) Faiblesse persistante de la participation des banques au financement des investissements privés

La participation du système bancaire au financement des investissements privés est allée en décroissant depuis 1997 pour devenir même négatif en 2003. L'excès des disponibilités des banques a été investi en bons du trésor, placé à l'extérieur ou gelées auprès de la Banque du Liban.

j) Un déficit public en régression

Le déficit public a nettement diminué en 2003 et ne représente plus que 12,8% du PIB, après avoir varié durant la période 1997-2002 entre 15% et 20% du PIB. Sa couverture a nécessité l'utilisation d'une bonne partie de la capacité de financement interne et externe.

k) L'importance de la charge de la dette publique

L'importance des intérêts purs (marges bancaires exclues) servis sur la dette publique dans les circuits de la distribution secondaire est prédominante : ils représentaient 149,3% des prélèvements obligatoires sur les revenus en impôts directs et cotisations sociales en 1997. Ce rapport passe à 184% en 2002 et 181% en 2003.

A N N E X E S

Annexe I Tableaux des comptes de base

Avertissement

- Les comptes des années 2000 à 2002 ont été révisés
- Les totaux peuvent différer d'une unité à cause des arrondies

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services

1.0. Ensemble des produits

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	12 347	12 186	12 954	14 157
Consommation finale	26 603	27 203	29 293	31 176
FBCF	5 268	5 314	5 479	5 862
Exportation	2 675	3 110	3 492	3 788
Variation des stocks/Ajustement	-160	608	-357	-129
Total emplois= ressources	46 733	48 421	50 862	54 854
Production hors commerce	31 862	32 081	34 077	36 275
Importation	9 027	10 289	9 698	10 851
Taxes/import	1 939	1 819	2 544	2 726
Production commerciale*	3 905	4 233	4 543	5 002

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	12 040	12 839	12 568	13 499
Consommation finale	26 709	27 930	28 188	30 277
FBCF	5 609	5 665	5 432	5 774
Exportation	2 728	3 240	3 566	3 745
Variation des stocks/Ajustement	-167	629	-367	-127
Total emplois= ressources	46 919	50 304	49 388	53 169
Production hors commerce	32 225	32 764	33 157	35 573
Importation	8 792	10 968	10 042	10 290
Taxes/import	2 038	2 335	1 731	2 700
Production commerciale*	3 864	4 236	4 457	4 606

*=marges commerciales + exportation de services du commerce

Note :

Les tableaux emplois-ressources sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation.

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.1. Produits de l'agriculture

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	865	843	893	874
Consommation finale	1 496	1 467	1 559	1 576
FBCF	0	0	0	0
Exportation	199	217	203	241
Variation des stocks/Ajustement	0	20	-20	0
Total emplois= ressources	2 561	2 547	2 635	2 692
Production	1 498	1 407	1 503	1 513
Importation	491	544	509	575
Taxes/import	76	78	75	71
Marges commerciales	496	519	548	533

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	864	851	866	835
Consommation finale	1 554	1 495	1 497	1 560
FBCF	0	0	0	0
Exportation	212	226	218	226
Variation des stocks/Ajustement	0	21	-22	0
Total emplois= ressources	2 630	2 594	2 559	2 621
Production	1 481	1 422	1 416	1 473
Importation	516	597	540	533
Taxes/import	55	97	74	76
Marges commerciales	577	478	529	539

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.2. Produits de l'élevage

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	457	476	518	559
Consommation finale	490	510	473	515
FBCF	19	19	19	19
Exportation	15	18	23	33
Variation des stocks/Ajustement	0	30	0	0
Total emplois= ressources	980	1 053	1 032	1 125
Production	537	529	517	538
Importation	240	298	304	345
Taxes/import	10	4	4	4
Marges commerciales	192	222	207	239

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	492	495	522	504
Consommation finale	503	521	524	494
FBCF	18	22	19	14
Exportation	21	20	27	36
Variation des stocks/Ajustement	0	30	0	0
Total emplois= ressources	1 034	1 088	1 092	1 047
Production	593	544	564	534
Importation	235	308	306	295
Taxes/import	9	14	3	5
Marges commerciales	196	222	219	214

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.3. Energie et eaux

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	2 117	2 047	2 354	2 703
Consommation finale	1 498	1 551	1 791	1 905
FBCF	0	0	0	0
Exportation	2	2	7	5
Variation des stocks/Ajustement	0	0	0	0
Total emplois= ressources	3 617	3 600	4 152	4 613
Production	1 101	1 132	1 231	1 269
Importation	1 708	1 579	1 587	1 916
Taxes/import	543	689	1 016	1 077
Marges commerciales	265	200	318	351

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 654	2 142	2 102	2 480
Consommation finale	1 330	1 516	1 581	1 855
FBCF	0	0	0	0
Exportation	2	2	8	4
Variation des stocks/Ajustement	0	0	0	0
Total emplois= ressources	2 986	3 660	3 691	4 339
Production	1 089	1 124	1 168	1 270
Importation	1 134	1 825	1 608	1 613
Taxes/import	600	510	690	1 064
Marges commerciales	163	201	225	392

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.4. Produits des industries agro-alimentaires

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	339	347	339	369
Consommation finale	4 372	4 563	4 828	4 937
FBCF	0	0	0	0
Exportation	130	145	166	240
Variation des stocks/Ajustement	-23	15	-6	-39
Total emplois= ressources	4 819	5 070	5 326	5 507
Production	2 641	2 687	2 903	2 960
Importation	974	1 072	1 054	1 087
Taxes/import	370	413	396	379
Marges commerciales	834	898	973	1 081

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	365	358	340	329
Consommation finale	4 398	4 718	4 831	4 838
FBCF	0	0	0	0
Exportation	136	153	168	247
Variation des stocks/Ajustement	-22	16	-7	-36
Total emplois= ressources	4 878	5 245	5 332	5 377
Production	2 731	2 740	2 887	2 959
Importation	1 027	1 105	1 092	1 054
Taxes/import	331	501	379	382
Marges commerciales	789	899	974	983

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.5. Textiles et cuirs

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	302	268	265	258
Consommation finale	1 443	1 461	1 573	1 739
FBCF	2	3	3	2
Exportation	171	315	291	339
Variation des stocks/Ajustement	-80	70	50	0
Total emplois= ressources	1 838	2 116	2 182	2 338
Production	565	553	583	596
Importation	645	843	793	806
Taxes/import	169	101	163	176
Marges commerciales	459	619	644	760

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	336	334	270	271
Consommation finale	1 438	1 614	1 484	1 619
FBCF	3	4	3	2
Exportation	176	336	298	321
Variation des stocks/Ajustement	-82	80	53	0
Total emplois= ressources	1 871	2 367	2 107	2 213
Production	582	600	543	560
Importation	663	959	847	836
Taxes/import	172	252	102	171
Marges commerciales	454	557	616	646

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.6. Minerais non métalliques

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 255	1 168	1 194	1 322
Consommation finale	54	55	56	56
FBCF	24	27	27	22
Exportation	79	91	108	171
Variation des stocks/Ajustement	0	46	-18	-40
Total emplois= ressources	1 412	1 387	1 366	1 530
Production	859	825	814	876
Importation	341	382	365	432
Taxes/import	92	71	99	105
Marges commerciales	121	109	89	117

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 249	1 323	1 181	1 232
Consommation finale	58	64	57	47
FBCF	25	31	22	21
Exportation	85	98	108	185
Variation des stocks/Ajustement	0	50	-18	-40
Total emplois= ressources	1 417	1 566	1 350	1 445
Production	853	919	804	825
Importation	349	411	371	421
Taxes/import	103	110	69	115
Marges commerciales	112	125	106	84

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.7. Métaux, machines et appareils

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 679	1 625	1 640	1 848
Consommation finale	1 442	1 468	1 634	1 848
FBCF	1 115	1 074	1 172	1 286
Exportation	422	653	672	826
Variation des stocks/Ajustement	-57	333	-277	-40
Total emplois= ressources	4 600	5 151	4 841	5 767
Production	1 021	1 032	1 022	1 289
Importation	2 697	3 322	2 847	3 209
Taxes/import	462	340	547	632
Marges commerciales	420	457	424	638

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 723	1 771	1 644	1 769
Consommation finale	1 548	1 593	1 484	1 736
FBCF	1 240	1 214	1 165	1 273
Exportation	433	693	686	781
Variation des stocks/Ajustement	-63	338	-280	-41
Total emplois= ressources	4 880	5 609	4 699	5 518
Production	1 053	1 079	1 027	1 211
Importation	2 886	3 434	2 966	3 186
Taxes/import	519	587	287	630
Marges commerciales	422	509	420	491

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.8. Bois, caoutchouc, produits chimiques

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 432	1 390	1 422	1 604
Consommation finale	1 006	1 041	1 122	1 286
FBCF	117	138	143	151
Exportation	204	234	303	334
Variation des stocks/Ajustement	0	60	-50	-10
Total emplois= ressources	2 759	2 864	2 940	3 364
Production	937	910	902	976
Importation	1 468	1 656	1 670	1 898
Taxes/import	141	76	166	196
Marges commerciales	214	221	201	294

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 413	1 533	1 424	1 462
Consommation finale	1 053	1 098	1 064	1 128
FBCF	126	148	136	148
Exportation	214	250	297	326
Variation des stocks/Ajustement	0	62	-51	-9
Total emplois= ressources	2 805	3 093	2 870	3 055
Production	959	974	885	911
Importation	1 453	1 721	1 688	1 763
Taxes/import	157	165	77	175
Marges commerciales	237	232	221	206

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.9. Meubles

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	24	22	23	25
Consommation finale	207	211	215	239
FBCF	233	236	240	256
Exportation	22	30	31	36
Variation des stocks/Ajustement	0	0	0	0
Total emplois= ressources	486	500	509	556
Production	334	337	337	394
Importation	81	95	93	85
Taxes/import	27	25	34	35
Marges commerciales	44	44	45	42

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	27	28	23	27
Consommation finale	218	227	214	232
FBCF	253	252	265	275
Exportation	23	32	35	32
Variation des stocks/Ajustement	0	0	0	0
Total emplois= ressources	520	538	536	565
Production	351	358	359	386
Importation	90	101	103	91
Taxes/import	32	34	27	33
Marges commerciales	46	45	46	54

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.10. Produits divers

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	143	156	148	187
Consommation finale	592	712	768	869
FBCF	108	142	137	169
Exportation	337	338	445	428
Variation des stocks/Ajustement	0	35	-35	0
Total emplois= ressources	1 180	1 383	1 463	1 653
Production	544	638	700	873
Importation	383	496	476	498
Taxes/import	49	22	45	50
Marges commerciales	204	227	242	231

b) en volume aux prix de l'année précédente
LL

En milliards de

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	183	159	175	189
Consommation finale	633	745	780	873
FBCF	123	149	139	164
Exportation	332	364	477	452
Variation des stocks/Ajustement	0	32	-43	0
Total emplois= ressources	1 272	1 449	1 528	1 678
Production	564	629	733	854
Importation	437	507	522	498
Taxes/import	59	65	23	48
Marges commerciales	211	249	250	279

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.11. Bâtiments et travaux publics

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires				
Consommation finale				
FBCF	3 651	3 676	3 739	3 957
Exportation				
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	3 651	3 676	3 739	3 957
Production	3 651	3 676	3 739	3 957

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires				
Consommation finale				
FBCF	3 822	3 845	3 684	3 877
Exportation				
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	3 822	3 845	3 684	3 877
Production	3 822	3 845	3 684	3 877

1.12. Transports et communications

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 244	1 293	1 597	1 802
Consommation finale	1 499	1 565	1 772	1 938
FBCF				
Exportation	267	162	187	172
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	3 011	3 019	3 556	3 912
Production	3 011	3 019	3 556	3 912

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	1 244	1 293	1 507	1 802
Consommation finale	1 524	1 570	1 705	1 928
FBCF				
Exportation	267	162	186	172
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	3 036	3 025	3 398	3 902
Production	3 036	3 025	3 398	3 902

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.13. Services marchands

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	2 490	2 551	2 563	2 606
Consommation finale	8 041	8 029	8 687	9 283
FBCF				
Exportation	170	187	205	245
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	10 701	10 766	11 455	12 134
Production	10 701	10 766	11 455	12 134

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de

LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires	2 491	2 552	2 515	2 600
Consommation finale	7 989	8 183	8 177	8 996
FBCF				
Exportation	170	187	205	245
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	10 650	10 922	10 898	11 841
Production	10 650	10 922	10 898	11 841

1.15. Services non marchands

a) en valeur

En milliards de
LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires				
Consommation finale	4 462	4 570	4 814	4 987
FBCF				
Exportation				
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	4 462	4 570	4 814	4 987
Production	4 462	4 570	4 814	4 987

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de

LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003
Emplois intermédiaires				
Consommation finale	4 462	4 570	4 814	4 987
FBCF				
Exportation				
Variation des stocks/Ajustement				
Total emplois= ressources	4 462	4 570	4 814	4 987
Production	4 462	4 570	4 814	4 987

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services

En valeurs courantes et en volumes aux prix de l'année précédente

Notes :

- Les tableaux entrées- sorties sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation. Le passage aux données suivant le concept national est donné au bas des tableaux.
- Les secteurs de ces tableaux sont homogènes en ce sens que chaque secteur produit un groupe défini de produits et chacun de ces groupes de produits n'est produit que par un secteur. Il ne s'agit pas donc de secteur au sens institutionnel.

2.0. a) Année 1999 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	199	0	1 130	3	0	10	0	0	1 343	1 981	19	258	0	3 600
2. Energie eaux	11	598	259	15	493	250	7	33	1 666	1 495	0	0	0	3 162
3. Industries	179	93	2 446	1 646	11	666	245	129	5 416	9 500	1 930	1 304	-21	18 129
4. Bâtimets et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 003	0	0	4 003
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	222	518	148	14	902	1 286	0	317	0	2 505
6. Autres services	25	4	105	100	230	467	489	1 044	2 444	7 685	0	67	0	10 196
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	695	0	695
8. Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 337	0	0	0	4 337
Total emplois	414	695	3 940	1 764	954	1 890	891	1 224	11 771	26 284	5 951	2 640	-21	46 625
Val.ajoutée	1 584	372	3 249	2 239	1 551	8 306	5 233	3 113	25 647					
Production	1 999	1 067	7 189	4 003	2 505	10 196	6 123	4 337	37 418					
Importations	789	1 240	7 178						9 207					
Taxes/Import	68	655	1 458						0					
Marges commerc.	744	200	2 304						0					
Total ressources	3 600	3 162	18 129	4 003	2 505	10 196	695	4 337	46 625					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations		9 207	+410	9 617
Exportations		2 640	-773	3 413
Consommation		26 284	-773	25 921

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.1. a) Année 2000 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	199	0	1 109	3	0	10	0	0	1 322	1 986	19	214	0	3 541
2. Energie eaux	14	781	287	18	699	276	9	33	2 117	1 498	0	2	0	3 617
3. Industries	181	96	2 375	1 534	13	632	211	132	5 175	9 116	1 598	1 364	-160	17 094
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 651	0	0	3 651
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	377	651	205	11	1 244	1 499	0	267	0	3 011
6. Autres services	26	4	103	96	279	458	415	1 109	2 490	8 041	0	170	0	10 701
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	658	0	658
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 462	0	0	0	4 462
Total emplois	421	881	3 874	1 651	1 368	2 028	840	1 284	12 347	26 603	5 268	2 675	-160	46 733
Val.ajoutée	1 614	221	3 027	2 000	1 643	8 674	5 003	3 177	25 359					
Production	2 035	1 101	6 901	3 651	3 011	10 701	5 844	4 462	37 706					
Importations	731	1 708	6 588						9 027					
Taxes/Import	86	543	1 310						0					
Marges commerc.	688	265	2 294						0					
Total ressources	3 541	3 617	17 094	3 651	3 011	10 701	658	4 462	46 733					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	9 027		+296	9 323
Exportations	2 675	836		3 511
Consommation	26 603	-836	+296	26 063

2.1. b) Année 2000 en volume aux prix de 1999

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	199	0	1 143	3	0	10	0	0	1 356	2 057	18	233	0	3 664
2. Energie eaux	11	610	224	14	546	216	7	25	1 654	1 330	0	2	0	2 986
3. Industries	186	95	2 438	1 548	13	658	218	139	5 295	9 346	1 769	1 399	-167	17 642
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 822	0	0	3 822
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	377	652	205	11	1 244	1 524	0	267	0	3 036
6. Autres services	26	4	103	96	279	459	415	1 109	2 491	7 989	0	170	0	10 650
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	658	0	658
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 461	0	0	0	4 461
Total emplois	422	709	3 909	1 661	1 215	1 994	846	1 284	12 040	26 709	5 609	2 728	-167	46 919
Val.ajoutée	1 653	380	3 183	2 162	1 821	8 656	5 056	3 177	26 087					
Production	2 075	1 089	7 092	3 822	3 036	10 650	5 902	4 461	38 127					
Importations	751	1 134	6 906						8 792					
Taxes/Import	64	600	1 373						0					
Marges commerc.	773	163	2 270						0					
Total ressources	3 664	2 986	17 642	3 822	3 036	10 650	658	4 461	46 919					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.2. a) Année 2001 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	187	0	1 119	3	0	10	0	0	1 319	1 977	19	235	50	3 600
2. Energie eaux	13	757	284	18	646	272	10	49	2 047	1 551	0	2	0	3 600
3. Industries	165	89	2 311	1 454	12	595	218	133	4 975	9 511	1 620	1 807	558	18 471
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 676	0	0	3 676
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	375	663	231	25	1 293	1 565	0	162	0	3 019
6. Autres services	26	4	109	101	280	476	506	1 049	2 551	8 029	0	187	0	10 766
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	717
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 571	0	0	0	4 571
Total emplois	391	850	3 823	1 576	1 312	2 015	964	1 255	12 186	27 203	5 314	3 110	608	48 421
Val.ajoutée	1 545	282	3 157	2 100	1 707	8 752	5 088	3 316	25 947					
Production	1 936	1 132	6 981	3 676	3 019	10 766	6 052	4 571	38 133					
Importations	842	1 579	7 868						10 289					
Taxes/Import	82	689	1 048						0					
Marges commerc.	740	200	2 575						0					
Total ressources	3 600	3 600	18 471	3 676	3 019	10 766	717	4 571	48 421					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	10 289		+303	10 592
Exportations	3 110	+914		4 025
Consommation	27 203	-914	+303	26 591

2.2. b) Année 2001 en volume aux prix de 2000

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	189	0	1 145	3	0	10	0	0	1 347	2 016	22	246	52	3 683
2. Energie eaux	14	792	297	19	675	284	10	51	2 142	1 516	0	2	0	3 660
3. Industries	177	98	2 567	1 614	13	655	238	144	5 506	10 059	1 798	1 926	578	19 867
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 845	0	0	3 845
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	375	663	231	25	1 293	1 570	0	162	0	3 025
6. Autres services	26	4	109	101	281	476	507	1 049	2 552	8 183	0	187	0	10 922
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	717
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 585	0	0	0	4 585
Total emplois	405	894	4 119	1 736	1 343	2 088	985	1 270	12 839	27 930	5 665	3 240	630	50 304
Val.ajoutée	1 562	230	3 179	2 109	1 682	8 834	5 586	3 316	26 496					
Production	1 966	1 124	7 297	3 845	3 025	10 922	6 571	4 585	39 335					
Importations	905	1 825	8 239						10 968					
Taxes/Import	111	510	1 714						0					
Marges commerc.	700	201	2 616						0					
Total ressources	3 683	3 660	19 867	3 845	3 025	10 922	717	4 585	50 304					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.3. a) Année 2002 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	189	0	1 209	4	0	10	0	0	1 411	2 032	19	226	-20	3 667
2. Energie eaux	15	868	326	20	764	306	11	43	2 354	1 791	0	7	0	4 152
3. Industries	162	92	2 327	1 477	13	590	217	151	5 029	10 197	1 721	2 015	-337	18 626
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 739	0	0	3 739
5. Transp. et comm.	0	0	30	0	535	718	290	23	1 597	1 772	0	187	0	3 556
6. Autres services	27	4	114	103	270	424	477	1 145	2 563	8 687	0	205	0	11 455
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	852	0	852
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 815	0	0	0	4 814
Total emplois	393	964	4 006	1 603	1 583	2 047	995	1 363	12 954	29 293	5 479	3 492	-357	50 862
Val.ajoutée	1 627	267	3 254	2 136	1 973	9 408	6 092	3 451	28 209					
Production	2 020	1 231	7 260	3 739	3 556	11 455	7 087	4 814	41 163					
Importations	813	1 587	7 298						9 698					
Taxes/Import	79	1 016	1 449						0					
Marges commerc.	755	318	2 618						0					
Total ressources	3 667	4 152	18 626	3 739	3 556	11 455	852	4 814	50 862					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations		9 698	+357	10 056
Exportations		3 492	+1 094	4 586
Consommation		29 293	- 1 094	28 556

2.3. b) Année 2002 en volume aux prix de 2001

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	183	0	1 192	3	0	9	0	0	1 388	2 020	19	246	-22	3 651
2. Energie eaux	13	775	291	18	683	274	10	39	2 102	1 581	0	8	0	3 691
3. Industries	163	92	2 339	1 472	13	599	223	155	5 056	9 913	1 729	2 069	-345	18 422
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 684	0	0	3 684
5. Transp. et comm.	0	0	29	0	505	677	274	22	1 507	1 705	0	186	0	3 398
6. Autres services	26	4	112	101	265	416	468	1 123	2 515	8 177	0	205	0	10 898
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	852	0	852
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 791	0	0	0	4 791
Total emplois	385	871	3 962	1 595	1 466	1 975	974	1 339	12 568	28 188	5 432	3 566	-367	49 388
Val.ajoutée	1 595	297	3 275	2 089	1 932	8 923	5 214	3 452	26 778					
Production	1 980	1 168	7 237	3 684	3 398	10 898	6 189	4 791	39 345					
Importations	845	1 608	7 589						10 042					
Taxes/Import	77	690	964						0					
Marges commerc.	748	225	2 632						0					
Total ressources	3 651	3 691	18 422	3 684	3 398	10 898	852	4 791	49 388					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.4. a) Année 2003 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	195	0	1 222	4	0	12	0	0	1 433	2 091	19	274	0	3 817
2. Energie eaux	16	975	371	23	894	345	12	68	2 703	1 905	0	5	0	4 613
3. Industries	173	103	2 707	1 623	15	626	232	134	5 613	10 972	1 886	2 374	-129	20 716
4. Bâtimets et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 957	0	0	3 957
5. Transp. et comm.	0	0	32	0	632	774	340	24	1 802	1 938	0	172	0	3 912
6. Autres services	27	4	122	107	275	399	445	1 227	2 606	9 283	0	245	0	12 134
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	718
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 988	0	0	0	4 988
Total emplois	410	1 083	4 455	1 756	1 816	2 155	1 029	1 453	14 157	31 176	5 862	3 788	-129	54 854
Val.ajoutée	1 640	187	3 510	2 201	2 096	9 979	6 699	3 535	29 846					
Production	2 050	1 269	7 965	3 957	3 912	12 134	7 728	4 988	44 003					
Importations	920	1 916	8 015						10 851					
Taxes/Import	75	1 077	1 573					-2 726	0					
Marges commerc.	771	351	3 162					-4 284	0					
Total ressources	3 817	4 613	20 716	3 957	3 912	12 134	718	4 988	54 854					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	10 851		+417	11 268
Exportations	3 788	1 198		4 987
Consommation	31 176	-1 119	+417	30 394

2.4. b) Année 2003 en volume aux prix de 2002

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	186	0	1 137	4	0	11	0	0	1 338	2 055	14	262	0	3 668
2. Energie eaux	14	894	341	21	820	317	11	62	2 480	1 855	0	4	0	4 339
3. Industries	156	95	2 547	1 528	14	598	216	126	5 280	10 473	1 883	2 344	-127	19 852
4. Bâtimets et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 877	0	0	3 877
5. Transp. et comm.	0	0	32	0	632	774	340	24	1 802	1 928	0	172	0	3 902
6. Autres services	27	4	122	107	274	398	444	1 224	2 600	8 996	0	245	0	11 841
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	718
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 971	0	0	0	4 971
Total emplois	384	993	4 179	1 658	1 741	2 097	1 011	1 437	13 499	30 277	5 774	3 745	-127	53 169
Val.ajoutée	1 623	277	3 526	2 219	2 162	9 744	6 295	3 535	29 380					
Production	2 007	1 270	7 705	3 877	3 902	11 841	7 306	4 971	42 879					
Importations	828	1 613	7 848						10 290					
Taxes/Import	81	1 064	1 555					-2 700	0					
Marges commerc.	753	392	2 744					-3 889	0					
Total ressources	3 668	4 339	19 852	3 877	3 902	11 841	718	4 971	53 169					

3. Comptes des administrations publiques

3.1. Comptes de l'administration centrale

Emplois

en milliards de LL

Comptes	2000	2001	2002	2003
I. Compte de Production				
P2. Consommation intermédiaire	1 170	1 164	1 241	1 297
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	2 498	2 681	2 730	2 740
Total	3 668	3 845	3 971	4 037
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires				
D1. Salaires et assimilés	1 880	2 033	2 059	2 043
K.1. Valeur des amortissements	618	648	671	698
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	2 768	2 760	3 791	4 514
Total	5 266	5 441	6 521	7 255
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
D41. Intérêts*	3 473	3 542	3 980	4 149
D62. Prestations sociales	844	834	850	849
Transferts courants aux administrations	530	195	265	292
Coopération internationale	6	6	4	5
D79. Transferts courants divers	144	107	145	146
<i>B6. Soldes : revenu disponible</i>	-931	-463	80	717
Total	4 068	4 220	5 324	6 159
II.4. Compte d'utilisation du revenu disponible				
P2. Consommation	3 668	3 845	3 971	4 037
<i>B8n. Epargne nette</i>	-4 598	-4 308	-3 891	-3 320
Total	-931	-463	80	717
III. 1 Compte de capital				
P51. Format. Br. de capital fixe	437	269	253	264
D92. Aide à l'investissement				
D93. Tr. Aux administrations pr FBCF	275	42	357	369
Total	713	311	610	633
III. 2 Compte financier				
B9. Besoin de financement	4 693	3 970	3 830	3 255
F21. Numéraire	-47	38	11	-6
F22. Dépôts à la BDL	-1 709	-135	658	-292
F41 Avances du Trésor	785	156	496	340
F79. Autres comptes à recevoir	91	570	158	408
Total	3 814	4 599	5 153	3 705

- Les intérêts, quoique considérés comme des revenus primaires, ont été classés dans les comptes de l'Etat avec le compte de distribution secondaire du fait qu'ils ne font pas partie du produit intérieur brut.

3.1. Comptes de l'administration centrale

Ressources

en milliards de

LL

Comptes	2000	2001	2002	2003
I. Compte de Production				
P12. Production non marchande	3 668	3 845	3 971	4 037
Total	3 668	3 845	3 971	4 037
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires				
B1. Produit intérieur brut	2 498	2 681	2 730	2 740
D2. Impôts sur les produits	2 867	2 775	3 803	4 519
D3. - subventions sur produits	-122	-22	-20	-20
D41. Intérêts	23	7	9	15
Total	5 266	5 441	6 521	7 255
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
B5. Revenus primaires	2 768	2 760	3 791	4 514
D51. Impôts sur le revenu	427	585	642	708
D59. Autres impôts directs	463	499	511	548
D61. Cotisations sociales	81	79	80	74
D79. Recettes non fiscales	330	297	301	315
Total	4 068	4 220	5 324	6 159
II.4. Compte d'utilisation du revenu disponible				
B6. Revenu disponible	-931	-463	80	717
Total	-931	-463	80	717
III. 1 Compte de capital				
K1. Amortissements	618	648	671	698
B8n. Epargne nette	-4 598	-4 308	-3 891	-3 320
B9. Besoin de financement	4 693	3 970	3 830	3 255
Total	713	311	610	633
III. 2 Compte financier				
F29. Dépôts	422	-274	-56	-244
F3. Bons du Trésor	3 261	4 787	2 371	3 908
F4. Emprunts	23	-23	2 700	0
F79. Autres comptes à payer	174	124	147	-23
F00. Opérations non classées	-67	-14	-10	63
Total	3 814	4 599	5 153	3 705

3.2. Comptes consolidés des administrations publiques (estimations) *en milliards de LL*

Comptes	2000	2001	2002	2003
I. Compte de Production :	<i>Emplois</i>			
P2. Consommation intermédiaire	1 284	1 255	1 363	1 453
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	<i>3 177</i>	<i>3 315</i>	<i>3 451</i>	<i>3 534</i>
Total.=P12. Production = ressources	4 462	4 570	4 814	4 987
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires :	<i>Emplois</i>			
D1. Salaires et assimilés	2 560	2 667	2 781	2 837
K.1. Valeur des amortissements	617	648	671	698
<i>B5n. Revenus primaires nets</i>	<i>3 229</i>	<i>3 269</i>	<i>4 348</i>	<i>5 032</i>
Total emplois = ressources	6 406	6 584	7 799	8 566
	<i>Ressources</i>			
B1. Valeur ajoutée brute	3 177	3 315	3 451	3 534
D2-D3. Imp. indirects nets	3 229	3 269	4 348	5 032
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus :	<i>Emplois</i>			
D41. Intérêts*	3 621	3 727	4 094	4 253
D62. Prestations sociales	1 376	1 603	1 738	1 655
D79. Transferts courants divers	167	66	152	156
<i>B6. Soldes : revenu disponible</i>	<i>149</i>	<i>-29</i>	<i>583</i>	<i>1 323</i>
Total emplois = ressources	5 313	5 366	6 568	7 387
	<i>Ressources</i>			
B5n. Revenus primaires nets	3 229	3 269	4 348	5 032
D5. Impôts directs	943	1 084	1 213	1 318
D61. Cotisations sociales	811	717	706	722
D79. Recettes non fiscales	330	297	301	315
II.4. Compte d'utilisation du revenu disponible :	<i>Emplois</i>			
P2. Consommation	4 462	4 570	4 814	4 987
<i>B8n. Epargne nette</i>	<i>-4 313</i>	<i>-4 599</i>	<i>-4 231</i>	<i>-3 664</i>
Total = revenu disponible	149	-29	583	1 323
III. 1 Compte de capital :	<i>Emplois</i>			
P51. Format. br.de capital fixe	1 232	1 176	1 002	889
D92. Aide à l'investissement	163	4	7	6
Total emplois = ressources	1 395	1 179	1 009	895
	<i>Ressources</i>			
<i>B8. Epargne nette+Aide reçue</i>	<i>-4 313</i>	<i>-4 599</i>	<i>-4 231</i>	<i>-3 624</i>
K.1. Valeur des amortissements	617	648	671	698
<i>B9. Besoin de financement</i>	<i>5 091</i>	<i>5 131</i>	<i>4 570</i>	<i>3 821</i>
III. 2 Compte financier :	<i>Emplois</i>			
B9. Besoin de financement	5 091	5 131	4 570	3 821
F2. Numéraire et dépôts	-1 375	-718	1 051	54
F41 Avances du Trésor	596	256	213	123
Total emplois = ressources	4 312	4 669	5 834	3 999
	<i>Ressources</i>			
F3. Bons du Trésor	3 883	4 711	6 348	3 738
F4. Emprunts	53	-32	57	77
F4. Crédits bancaires	376	-9	-571	184

4. Comptes des institutions financières

4.1. Comptes des banques commerciales

en milliards de

LL

Compte	2000	2001	2002	2003
I. Compte de production				
<i>Emplois</i>				
P2. Consommation intermédiaire	474	453	455	630
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	1 360	1 389	1 469	1 395
Total emplois = ressources	1 834	1 842	1 924	2 025
<i>Ressources = Produit net bancaire (P1.):</i>				
Intérêts perçus	6 293	6 623	6 143	6 331
-Intérêts payés	-4 761	-5 110	-4 532	-4 623
Commissions	303	329	312	317
II.1. Compte d'exploitation et de distribution des revenus primaires				
<i>Emplois</i>				
D1. Salaires et assimilés	614	665	668	675
D41. Intérêts / emprunts	11	10	27	32
D42. Bénéfices distribués	176	416	356	
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	703	439	589	1 191
Total emplois = ressources	1 504	1 530	1 640	1 898
<i>Ressources</i>				
B1. Valeur ajoutée brute	1 360	1 389	1 469	1 395
D4. Revenus nets hors exploitation	144	141	171	503
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
<i>Emplois</i>				
D5. Impôt sur les bénéfices	114	114	116	112
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	589	325	473	1 080
Total = solde des revenus primaires	703	439	589	1 191
III.1. Compte de capital				
P51. Formation brute de capital fixe	162	373	316	48
<i>B9. Solde : Capacité de financement.</i>	427	-48	158	1 032
Total = Revenus disponibles	589	325	473	1 080
III.2. Compte financier				
<i>Emplois</i>				
F2. Caisse et dépôts à la BDL	504	3 325	1 304	16 363
F2. Avoirs extérieurs	3 390	688	1 338	618
F3. Titres (Bons du Trésor)	1 004	-353	4 372	-5 562
F4. Crédits	1 676	97	-295	-261
F9. Autres comptes à recevoir	183	-164	177	20
Total emplois = ressources	6,756	3,593	6 896	11 178
B9. Capacité de financement	427	-48	158	1 032
F2 Dépôts de résidents	4,298	3,457	3 899	7 132
F2 Dépôts de non résidents	1,203	237	-11	2 956
F5. Action, participation	249	35	709	376
F9. Autres comptes à payer	580	-87	2 140	-318

ANNEXE II

Sources statistiques

I. Population

I.1 Mouvement de la population (nombre d'événements enregistrés)

Evénements démographiques	1999	2000	2001	2002	2003
Mariages	32 673	32 564	32 225	31 653	30 636
Divorces	...	...	4 480	4 060	4 328
Naissances	85 955	87 795	83 693	76 405	71 465
Décès	19 813	19 435	17 568	17 294	17 187

Source : ACS Bulletins mensuels

II. Agriculture et élevage

Tableau II.1. La production végétale

a) Superficie plantée en mille ha

Nature de la culture	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Céréales	51,9	52,2	50,3	52,1	56,0	60,7
Légumineuses	9,7	8,5	7,7	6,7	9,8	8,1
Légumes	39,0	42,1	37,2	34,6	41,1	42,4
Plantes industrielles	21,6	21,2	17,1	10,9	10,4	9,7
Fruits	83,3	84,8	85,4	85,1	82,6	84,3
Olives	50,5	51,1	55,6	56,8	57,6	57,6
Autres cultures	3,5	3,7	6,4	5,7	3,5	4,9
Total	259,5	263,6	258,9	251,8	261,0	267,7

b) Production en milliers de tonnes

Nature de la culture	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Céréales	105,5	93,7	150,1	172,0	264,9	326,8
Légumineuses	60,4	54,8	65,0	61,3	53,5	50,0
Légumes	1235,1	1240,0	1107,7	1074,9	1206,2	1163,1
Plantes industrielles	455,0	382,5	355,3	30,9	11,1	12,0
Fruits	984,7	1022,0	899,5	861,2	841,5	983,2
Olives	30,3	66,4	189,5	85,8	184,4	83,2
Autres cultures	...	...	19,5	16,6	39,8	...
Total	2	2	2	2	2	2
Total	871,0	859,4	786,6	302,7	561,6	2618,3

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

c) Valeur de la production en milliards de LL

Nature de la culture	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Céréales	40,2	36,6	56,9	68,4	66,3	65,1
Légumineuses	43,5	38,5	47,9	43,5	35,0	28,9
Légumes	425,2	388,2	362,7	376,3	339,7	372,7
Plantes industrielles	153,8	148,3	142,9	124,8	96,7	100,8
Fruits	610,7	585,9	446,7	469,4	569,6	646,5
Olives	46,7	101,0	265,7	118,8	265,2	110,3
Autres cultures	47,2	49,0	44,6	46,3	35,4	41,9
Total	1 367,3	1 347,5	1 367,4	1 247,5	1 1407,9	1 1366,2

Source : Ministère de l'agriculture

Tableau II.2. La production animale

a) Le cheptel : nombre de têtes en milliers

Nature du cheptel	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Destinés à l'abattoir</i>						
Bovins	12,0	34,0	36,0	37,0	39,5	45,0
Moutons	140,0	145,0	133,0	120,0	155,0	140,0
Chèvres	186,0	169,0	140,0	110,0	135,0	146,0
Porc	34,0	28,0	26,0	23,0	21,0	14,0
<i>Destinés à donner du lait</i>						
Lait de vache	36,3	38,4	38,9	39,6	43,8	47,5
Lait de brebis	189,3	218,6	198,0	179,7	166,4	175,6
Lait de chèvre	233,7	228,7	205,0	190,0	199,7	240,4

b) Production en milliers de tonnes (ou d'unités)

Nature du produit	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Viande de bovins	12,4	13,1	13,4	13,8	14,3	16,4
Viande de moutons	6,6	6,5	5,8	5,2	6,5	5,9
Viande de chèvres	7,0	6,2	5,1	4,0	4,9	5,3
Viande de porc	3,0	2,5	2,4	2,2	1,9	1,3
Viande de poules et poulets	87,5	90,1	113,2	117,6	124,6	127,3
Oeufs (millions d'unités)	690,0	720,0	720,0	740,0	770,0	775,0
Lait de vache	143,6	149,6	158,4	167,1	193,5	194,6
Lait de brebis	21,2	23,3	23,0	22,2	22,1	23,3
Lait de chèvre	29,0	26,5	27,0	27,3	29,4	36,5
Miel	1,8	1,7	1,0	0,8	0,7	0,9

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

b) Valeur de la production animale en milliards de LL

Nature du produit	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Viande de bovins	26,2	31,0	29,3	29,7	33,6	41,7
Viande de moutons	22,8	20,2	15,1	14,1	18,3	18,2
Viande de chèvres	16,1	14,5	10,8	9,2	12,0	14,8
Viande de porc	6,3	5,0	5,0	5,3	4,2	2,7
Viande de poules et poulets	196,3	201,9	211,3	219,0	204,2	188,5
Oeufs	48,3	49,0	52,0	53,3	49,3	55,8
Lait de vache	90,1	97,4	94,0	91,1	94,0	101,8
Lait de brebis	13,5	15,4	14,0	13,2	13,1	12,9
Lait de chèvre	25,5	23,1	21,0	20,0	16,1	23,0
Miel	31,2	30,3	23,8	19,1	16,5	20,0
Total	476,3	487,8	476,3	473,9	461,3	556,8

Source : Ministère de l'agriculture

III. Energie

Tableau III.1. Principaux produits pétroliers importés

en milliers de

tonnes

Produit	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Essence	1411,8	1344,1	1263,8	1178,8	1180,4	1260,4
Gaz oil (Mazout)	1424,6	1748,1	1315,6	1315,6	1533,3	1829,2
Fuel oil	1588,4	1525,1	1507,9	1738,8	1583,4	1284,9
Kérosène	106,9	126,2	124,5	128,2	126,8	124,5
Gaz butane	138,0	135,3	165,1	157,7	154,8	205,1

Source: Direction générale du pétrole

Tableau III.2. Consommation d'électricité

en millions de

KWH

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
(réseau EDL)	9 010	9 030	9 233	9 436	10 192	10 538

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

IV. Industrie

Tableau IV.1. Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie

Branche utilisatrice	1998	1999	2000	2001	2002	2003
	<i>valeurs en milliards de LL</i>					
Non spécifié	266	310	359	385	380	460
Industries agro-alimentaires	567	521	501	572	569	683
" textiles, cuir, habillement	198	153	142	205	149	147
" des minéraux. non métall.	72	56	51	54	50	54
" des métaux, machines et app.	606	455	418	523	430	552
" du bois, caoutchouc, chimie	392	354	356	383	334	354
" du meuble	80	59	50	65	56	65
Autres industries	138	138	139	211	233	291
Total	2 319	2 044	2 016	2 399	2 202	2 606
	<i>Indice des valeurs unitaires par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	0,820	1,032	1,283	0,884	0,964	1,156
Industries agro-alimentaires	0,966	0,842	0,964	0,950	0,952	1,166
" textiles, cuir, habillement	0,920	0,884	0,902	0,915	0,948	0,947
" des minéraux. non métall.	0,908	0,996	1,007	0,904	0,972	1,048
" des métaux, machines et app.	0,876	0,854	1,047	0,946	0,961	1,086
" du bois, caoutchouc, chimie	0,911	0,922	1,020	0,913	0,981	1,080
" du meuble	0,914	0,932	0,954	0,953	1,004	0,978
Autres industries	0,919	0,938	1,097	0,941	0,979	1,035
Ensemble	0,904	0,899	1,042	0,927	0,965	1,098
	<i>Indice des volumes par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,003	1,129	0,903	1,214	1,019	1,049
Industries agro-alimentaires	0,934	1,091	0,999	1,201	1,048	1,028
" textiles, cuir, habillement	1,001	0,870	1,035	1,574	0,769	1,035
" des minéraux. non métall.	0,915	0,779	0,908	1,169	0,956	1,028
" des métaux, machines et app.	1,076	0,880	0,878	1,324	0,856	1,181
" du bois, caoutchouc, chimie	1,069	0,978	0,986	1,180	0,943	0,981
" du meuble	1,157	0,789	0,896	1,372	0,849	1,197
Autres industries	0,980	1,062	0,918	1,621	1,125	1,210
Ensemble	1,015	0,980	0,947	1,284	0,960	1,078

V. Construction

V. 1. Permis de construire enregistrés (ordres des ingénieurs)

Indicateur	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Superficie en milliers de m ²	9 817	9 103	6 724	6 860	7 892	8 589

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

V.2. Vente locale de ciment

Indicateur	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Quantité en milliers de tonnes	3 515	2 971	2 623	2 715	2 601	2 704

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

V.3. Importations de matières premières pour la construction

Indicateur	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Valeur en milliards de LL	648,1	475,5	430,0	433,2	410,6	430,3
Ind. des valeurs unitaires n/n-1	0,907	0,959	0,965	0,908	0,945	1,016
Indice des volumes n/n-1	1,091	0,765	0,937	1,109	1,003	1,031

VI. Transports et communications

VI.1. Mouvement des marchandises au port de Beyrouth

Indicateur	1998	1999	2000	2001	2002	2003
en milliers de tonnes	5 567	5 543	4 967	5 464	4 736	4 805

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI. 2. Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth

Indicateur	1998	1999	2000	2001	2002	2003
en milliers	994	1 061	1 125	1 187	1 258	1 368

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI. 4. Recettes de la direction générale des téléphones et télécommunications

En milliards de LL

Nature de la recette	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Factures émises	249,8	331,2	361,7	313,6	408,6	394,0
Recettes pour installations	27,3	20,6	16,7	14,8	12,6	8,4
Part dans les comm. internat.	219,2	316,9	267,4	161,9	186,8	172,0
Part dans les comun. mobiles	136,0	196,9	294,6	318,4	390,0	711,1
Total	632,3	865,6	940,4	808,6	998,0	1285,5

Source : Ministère des finances, clôture des comptes, budgets annexes

VII. Services

Tableau VII. Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits

Cycle	1997-98	1998-99	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03
<i>Enseignement public et subventionné</i>						
Maternel	56 726	54 353	60 441	65 091	62 729	61 241
Primaire	210 995	208 279	208 423	251 136	254 209	250 437
Compl. et secondaire	141 675	153 805	164 975	142 471	147 897	150 952
Technique	16 284	17 567	18 448	21 743	25 918	31 083
Université libanaise	51 661	59 728	62 602	71 050	70 711	65 530
Total	477 341	493 732	514 889	551 491	561 464	559 243
<i>Enseignement privé</i>						
Maternel	102 417	88 638	88 565	90 266	90 025	90 953
Primaire	186 345	186 226	176 116	202 850	197 841	198 874
Compl. et secondaire	179 572	180 280	178 600	139 706	146 807	152 988
Technique	50 056	55 955	56 099	56 706	56 729	59 814
Universitaire	35 669	41 712	47 770	48 437	54 019	57 841
Total	554 059	552 811	547 150	537 965	545 421	560 470
Total général	1 031 400	1 046 543	1 062 039	1 089 456	1 106 885	1 119 713

Source: Centre Pédagogique pour la Recherche et le Développement

Tableau VII.3. Santé : dépenses publiques de santé

En milliards de

LL

Organisme payeur	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Ministère de la Santé	148,8	132,4	190,1	182,3	216,9	273,8
2. CNSS : Allocation maladie	197,3	228,1	231,4	325,8	377,0	393,7
Total	345,1	360,5	421,5	508,1	593,9	667,5

Source: Clôture des comptes, rubrique 16 (hospitalisation) des dépenses du Ministère de la Santé et CNSS

Tableau VII.4. Services des assurances

En milliards de

LL

Opération	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Primes encaissées	372,1	393,8	400,4	446,5	492,0	571,2
Sinistres réglés	181,9	172,3	111,7	184,2	193,2	223,4

Source: Ministère de l'économie nationale

Tableau VII.5. Arrivées des voyageurs

nombre en

milliers

Nationalité	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Etrangers non arabes	347	408	438	489	535	576
Arabes, syriens exclus	276	327	361	412	493	515
Total	623	735	799	901	1 028	1 091

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VIII. Administration

Tableau VIII.1. Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement
en milliards de LL

Rubriques budgét.	Classement SNC93	1999	2000	2001	2002	2003
Dépenses						
11. Biens	P.2 Consom. Interm.	112	123	153	148	143
12. Services	P.2 Consom. Interm.	81	90	90	89	90
13. Charges salariales	D.1 Rém. des salar.	1 872	1 880	2 033	2 059	2 043
14. Transferts		1 527	1 648	1 163	1 284	1 312
	D.3 Subventions	35	122	22	20	20
	D.62 Pensions de ret.	748	844	834	850	849
	D.73 Tr. Aux admin.	619	530	195	265	292
	D.74 Coop. internat.	5	6	6	4	5
	D.79 Autres	121	144	107	145	146
16. Dépenses diverses	P.2 Consom. Interm.	170	240	221	268	334
17. Serv. de la dette		3 916	4 190	4 242	4 716	4 879
	P.2 Consom. Interm.	716	716	700	736	730
	D.41 Intérêts	3 200	3 473	3 542	3 980	4 149
Total 1ère partie		7 678	8 171	7 901	8 565	8 801
2ème partie		824	713	311	610	633
	P.51 F.B.C.F.	217	437	269	253	264
	D.93 Tr aux admin..	608	275	42	357	369
Total général		8 503	8 884	8 212	9 175	9 434
Recettes						
11. Imp. sur le revenu	D.51 Imp/le revenu	481	427	585	642	708
12. Imp./ les propr.	D.59 Imp. directs	433	272	273	301	310
13. Imp./ la consom.*		966	896	1 006	2 178	2 667
Taxes /les voitures	D.59 Imp. directs	88	74	85	81	92
TVA	D.2 Imp./ les produits				986	1 322
Autres	D.2 Imp./ les produits	878	822	921	1 111	1 253
14. Taxes douan.*	D.2 Taxes douanières	1 230	1 067	858	596	475
15. Autres imp. et t.	D.2 Imp. /les produits	213	198	197	198	224
26. Rev. d'exploit.		708	803	805	921	1 260
Surplus des ent. publ.	D.2 Imp. /les produits	704	780	798	912	1 245
26901. Intérêts	D.41 Intérêts	4	23	7	9	15
27. Rec. Administrat.		402	367	410	413	334
27104. T. de circulat.	D.59 Imp.directs	133	117	141	129	146
Autres	D.79 Transferts div.	269	250	269	284	288
28. Amendes	D.79 Transferts div.	17	18	15	9	8
29. Autres rec. non fi.		96	143	93	88	93
	D.61 Cotisations	79	81	79	80	74
	D.79 Transf. divers	16	62	14	9	19
Total général		4 547	4 190	4 242	5 345	6 179
Deficit	B.9	3 956	4 693	3 970	3 830	3 255

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

*Avant 1999 l'impôt sur consommation collecté à la douane était classé avec les taxes douanières

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.2. Comptes du Trésor

en milliards de

LL

Opération	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Variation d'actifs</i>						
Déficit budgétaire	3 245	3 955	4 692	3 952	3 890	3 255
Avances aux municipalités	4	5	0	48	0	-1
Avances aux établ. publics	93	150	692	147	517	63
Autres avances	-63	9	93	-39	-21	278
Dépenses payées d'avance	225	138	91	570	158	408
Banque du Liban	1 433	1 307	-1 709	-135	658	-292
Caisse et chèques à encaisser	-6	18	-47	38	11	-6
Comptes à régulariser	-182	61	69	32	-50	-63
Total	4 749	5 643	3 881	4 614	5 163	3 641
<i>Variation de passif</i>						
Dépôts et consignation	190	140	319	-267	5	-290
Mandats à payer	0	131	242	195	296	81
Recettes à régulariser	248	30	2	-15	0	-0
Comptes des Municipalités	-30	176	-11	-59	-231	-47
Comptes des établ. publics	10	2	9	-7	21	17
Autres comptes créditeurs	2	-43	35	3	1	-27
Bons du Tr.en LL; Emissions	27 952	21 364	27 342	27 739	31 479	16 742
-Remboursements	-25 796	-18 023	-26 109	-26 854	-31 025	-15,220
B. du Tr. en dev.; Emissions	2 173	1 865	2 475	3 926	6 934	3,653
-Remboursements	0	0	-446	-25	-2 317	-1,268
Emprunts extérieur	0	0	23	-23	0	0
Total	4 749	5 643	3 881	4 614	5 163	3 641

Source : Ministère des Finances, Comptes de gestion

Tableau VII.3. La dette publique

situation en fin d'année en milliards de

LL

Eléments de la dette	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Bons du Trésor en LL</i>						
Banque du Liban	14	3	1 598	6 111	601	8 630
Banques commerciales	16 151	18 808	18 668	15 798	17 164	12 258
Hors système bancaire	5 272	6 302	6 699	6 133	7 368	5 603
Prêts du système bancaire	250	269	197	172	169	353
Total dette interne brute	21 686	25 383	27 161	28 214	25 302	26 843
- Dépôts du secteur public	-2 142	-4 006	-2 631	-1 913	-2 964	-3 019
Dette interne (en LL) nette	19 544	21 377	24 530	26 301	22 338	23 824
Dette externe ou en devise	6 280	8 379	10 541	14 481	22 007	23 353
Total	25 824	29 755	35 071	40 782	44 345	47 177

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.4. Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes

a) de la première partie du budget

*en milliards de
LL*

Administration	1998	1999	2000	2001	2002	2003
CDR	151,6	137,2	48,5	22,1	8,4	31,7
Archives nationales	2,2	0,9	0,9	0,0	0,5	0,0
Direction de la défense civile	19,2	19,2	19,2	0,0	10,0	27,1
Université Libanaise	123,8	120,5	152,9	138,0	161,3	139,3
Centre pédagogique de R&D	25,0	10,0	25,0	0,0	0,0	0,0
CNRS	4,5	4,7	5,5	3,8	4,8	6,0
Cons. national de musique	4,9	4,5	6,0	6,5	6,5	6,2
Conseil du Sud	137,1	63,2	61,0	0,0	7,0	5,5
Caisse centrale des déplacés	140,0	112,0	106,0	4,0	7,7	6,5
Comité de secours	1,4	2,6	10,3	0,0	3,1	19,8
Office national de l'emploi	1,9	0,5	2,4	0,8	1,4	2,3
Office national de l'habitat	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office du plan vert	24,6	0,0	3,9	0,0	0,0	1,5
Recherche agronomique	10,9	0,0	1,5	2,1	6,5	5,2
IDAL	1,5	1,5	4,0	9,0	30,2	22,7
CNSS	0,0	60,0	60,0	0,0	0,0	0,0
Autres administrations	25,8	80,9	23,3	8,3	17,4	18,5
Total	724,4	618,8	530,4	194,6	264,8	292,3

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

b) de la deuxième partie du budget

en milliards de

LL

Administration	1998	1999	2000	2001	2002	2003
CDR	168,2	360,0	118,5	28,5	232,1	226,9
Université Libanaise	20,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4
Caisse centrale des déplacés	0,0	225,0	75,0	0,0	0,0	21,3
C.E. des grands travaux	75,9	4,5	14,9	0,0	0,0	0,0
Conseil du Sud	0,0	15,0	64,0	13,0	119,6	110,0
IDAL	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	10,8
Autres administrations	6,1	3,0	3,0	0,4	0,8	0,0
Total	270,1	607,5	275,4	41,9	356,7	369,4

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.5 Comptes du CDR 1998-2003

en milliards de

LL

Opération	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Recettes						
Allocations budgétaires	921,8	715,7	692,8	1 214,0	681,1	492,5
Dons	13,8	13,9	16,0	0,3	7,9	31,9
Recettes des adjudications	1,4	0,5	1,5	1,7	1,3	2,2
Intérêts	1,7	0,9	5,6	3,4	0,8	0,4
Total	938,7	731,0	715,9	1 219,3	691,1	527,0
Dépenses						
Coûts des projets	1 099,1	673,6	644,8	662,4	585,0	488,5
Dépenses administratives	16,7	18,2	18,9	21,9	23,2	24,4
Intérêts	33,6	41,5	59,0	57,7	64,0	73,7
Prov. pour créances douteuses					69,0	-7,9
Différence de change		0,1	-1,1	-0,2	-0,5	-3,1
Total	1 149,4	733,3	721,6	741,8	740,7	575,6
Déficit (+),Excédent(-)	210,7	2,3	5,7	-477,5	49,6	48,6
Variation d'actif						
Caisse et banques	15,1	91,7	16,3	80,7	-42,0	-51,4
Bons du Trésor libanais	-204,4					
Prêts transférés au sect. public	161,1	14,8	100,6	105,9	125,9	-115,3
Prêts transférés au sect. privé	1,5	-1,7	-0,7	-0,2	1,9	1,4
Autres prêts	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres actifs	-71,8	21,6	31,0	24,5	15,4	-23,9
Etat Libanais	263,7	128,5	-108,3	317,8	-310,7	168,3
Equipement	-0,1	-0,4	-0,4	-0,3	-0,2	0,2
Total	168,5	254,6	38,4	528,4	-209,7	-20,8
Variation de passif						
Comptes à payer et retenues	61,2	74,0	56,8	41,5	-167,8	-159,2
Intérêts échus	16,9	15,2	-10,6	-1,7	-2,6	-5,0
Avances du Trésor		0,0	30,5	-45,2	-25,5	0,0
Emprunts : partie courante	67,7	49,8	-42,0	8,0	-3,5	77,0
Emprunts : autre	233,9	83,9	9,4	42,5	48,8	63,3
Prov. pr indemn. fin de serv.	-0,4	0,0	0,0	6,1	-0,4	-1,6
Excédent (+), déficit(-)	-210,7	-2,3	-5,7	477,5	-49,6	-48,6
Ajustement	-0,1	34,1	0,0	-0,3	-9,2	53,4
Total	168,5	254,6	38,4	528,4	-209,7	-20,8

VIII. Administration (suite)

Tableau VII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale *en milliards de LL*

Opération	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Recettes</i>						
Cotisations : Salariés	44,7	46,8	48,8	49,8	50,6	51,8
Patrons et autres	808,4	658,9	680,9	587,8	575,7	596,5
Total des cotisations	853,1	705,7	729,7	737,6	626,3	648,3
Autres recettes	206,6	234,7	322,9	451,8	470,5	469,6
<i>Dépenses</i>						
Allocations :						
Maladie et maternité	197,3	228,1	231,4	325,8	377,0	396,8
Allocations familiales	145,7	143,4	123,6	187,6	207,3	214,6
Indemnités de fin de serv.	134,7	166,1	176,7	256,0	303,6	194,2
Total des allocations payées	477,7	537,6	531,7	769,4	887,9	805,6
Frais administratifs	71,0	75,1	76,5	81,6	89,4	95,4

Source : CNSS

Tableau VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations

An- née	Salaire min. LL	FBCF milliards LL	Valeur actuelle des investissements des 30 dernières années en milliards de LL					
			1998	1999	2000	2001	2002	2003
2002		1079,0						1079,0
2001	300 000	976,0					976,0	976,0
2000	300 000	1 232,0				1 232,0	1 232,0	1 232,0
1999	300 000	1 048,0			1 048,0	1 048,0	1 048,0	1 048,0
1998	300 000	1 714,0		1 714,0	1 714,0	1 714,0	1 714,0	1 705,0
1997	300 000	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0
1996	300 000	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0
1995	250 000	992,0	1 190,4	1 190,4	1 190,4	1 190,4	1 190,4	1 190,4
1994	200 000	621,0	931,5	931,5	931,5	931,5	931,5	931,5
1993	118 000	580,0	1 474,6	1 474,6	1 474,6	1 474,6	1 474,6	1 474,6
1992	118 000	314,0	798,3	798,3	798,3	798,3	798,3	798,3
1991	75 000	161,0	644,0	644,0	644,0	644,0	644,0	644,0
1990	45 000	33,1	220,7	220,7	220,7	220,7	220,7	220,7
1989	15 000	32,7	654,0	654,0	654,0	654,0	654,0	654,0
1988	15 000	20,0	400,0	400,0	400,0	400,0	400,0	400,0
1987	6 400	10,0	468,8	468,8	468,8	468,8	468,8	468,8
1986	2 700	1,2	138,8	138,8	138,8	138,8	138,8	138,8
1985	1 475	1,9	386,6	386,6	386,6	386,6	386,6	386,6
1984	1 250	2,4	565,1	565,1	565,1	565,1	565,1	565,1
1983	1 100	2,0	557,2	557,2	557,2	557,2	557,2	557,2
1982	925	1,1	369,8	369,8	369,8	369,8	369,8	369,8
1981	800	1,5	560,3	560,3	560,3	560,3	560,3	560,3
1980	675	1,1	491,6	491,6	491,6	491,6	491,6	491,6
1979	560	0,9	468,2	468,2	468,2	468,2	468,2	468,2
1978	415	0,7	474,3	474,3	474,3	474,3	474,3	474,3
1977	345	0,3	260,9	260,9	260,9	260,9	260,9	260,9
1976	310	0,0	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3
1975	310	0,2	226,5	226,5	226,5	226,5	226,5	226,5
1974	275	0,4	424,4	424,4	424,4	424,4	424,4	424,4
1973	218	0,3	371,0	371,0	371,0	371,0	371,0	371,0
1972	198	0,2	275,3	275,3	275,3	275,3	275,3	
1971	179	0,2	293,8	293,8	293,8	293,8		
1970	166	0,2	310,8	310,8	310,8			
1969	166	0,2	312,7	312,7				
1968	160	0,1	273,8					
Valeur act. du capital fixe			16 353,3	17 793,5	18 528,9	19 450,0	20 132,2	20 926,9
Amortissement (1/30)			545,1	593,1	617,6	648,3	671,1	697,6

IX. Finances

Tableau IX.1. Evolution de la situation monétaire

Situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la monnaie et de ses contreparties	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Monnaie LL	16 553	20 240	19 492	17 283	20 404	26 076
Dépôts en devise	23 585	24 585	29 742	35 627	36 391	38 234
Titres	371	168	60	8	157	58
Total : Masse monétaire	40 509	44 993	49 294	52 918	56 952	64 368
Avoirs extérieurs nets	14 623	14 723	13 944	12 178	15 549	21 884
<i>Or</i>	3 998	4 037	3 806	3 861	4 848	5 779
<i>Devises</i>	10 626	10 686	10 138	8 317	10 701	16 105
Créances nettes /sect. public	15 954	18 022	22 739	28 012	27 482	30 095
<i>En Livres libanaises</i>	12 946	13 817	17 064	19 766	17 173	20 500
<i>En devises</i>	3 008	4 205	5 675	8 246	10 309	9 595
Créances /secteur privé	19 322	21 573	22 872	22 888	23 672	23 480
<i>En Livres libanaises</i>	2 714	3 052	3 518	3 581	4 618	4 289
<i>En devises</i>	16 608	18 521	19 354	19 307	19 054	19 191
Différence de change	-3 046	-2 918	-2 522	-2 742	-103	-646
Autres éléments nets	-6 344	-6 407	-7 739	-7 418	-9 649	445
Total	40 509	44 993	49 294	52 918	56 952	64 368

Source : Banque du Liban

Tableau IX.2. Evolution du cours du dollar américain

LL pour un dollar

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cours en fin de période	1 508,0	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5
Cours moyen	1 515,9	1 507,8	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5

Source : Banque du Liban

Tableau IX.3. Distribution des crédits bancaires par secteur économique

Situation en fin d'année en milliards de LL

Secteur	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Agriculture	286	328	373	326	346	346
Industrie	2 437	2 749	2 921	3 153	3 113	3 451
Construction	4 229	4 859	5 176	5 047	4 768	4 327
Commerce	6 395	7 097	7 336	7 825	7 939	8 000
Services	2 276	2 682	2 784	2 993	3 228	3 324
Institutions financières	581	639	677	774	781	848
Autres organismes	806	1 110	1 112	1 191	1 279	929
Individus	2 347	2 428	2 738	3 021	3 300	3 748
Total	19 357	21 891	23 117	24 328	24 752	24 973

Source : Banque du Liban

X. Extérieur

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production *en milliards de LL*

Branche	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Agriculture et élevage	892	789	730	842	813	920
<i>11. Produits de l'agriculture</i>	<i>619</i>	<i>538</i>	<i>490</i>	<i>544</i>	<i>509</i>	<i>575</i>
111. Céréales	182	178	170	163	166	207
112. Fruits	99	92	92	114	102	103
113. Cultures industrielles	129	121	103	120	109	141
114. Légumes et autres	198	141	122	142	127	119
115. Produits de la forêt	10	5	2	5	5	4
<i>12. Produits de l'élevage</i>	<i>272</i>	<i>252</i>	<i>240</i>	<i>298</i>	<i>304</i>	<i>345</i>
121. Animaux vivants	216	195	189	232	251	291
122. Production animale	13	8	6	10	5	6
123. Produits de la pêche	43	49	45	56	48	48
2. Energie et eaux	709	820	1 531	1 934	1 387	1 781
<i>21. Combustibles</i>	<i>709</i>	<i>820</i>	<i>1 531</i>	<i>1 934</i>	<i>1 387</i>	<i>1 781</i>
211. Combustibles solides	15	15	14	18	8	10
212. Produits pétroliers	694	804	1 517	1 917	1 380	1771
3. Produits manufacturés	9 110	7 748	7 112	8 217	7 517	8 206
<i>31. Tabac manufacturé</i>	<i>374</i>	<i>201</i>	<i>162</i>	<i>227</i>	<i>182</i>	<i>172</i>
<i>32. Pr. des ind. alimentaires</i>	<i>901</i>	<i>867</i>	<i>812</i>	<i>845</i>	<i>872</i>	<i>915</i>
321. Viandes fraîches	50	44	46	31	44	58
322. Conserves alimentaires	146	139	117	123	120	126
323. Produits laitiers	234	235	218	213	226	224
324. Corps gras alimentaires	113	108	102	96	98	93
325. Pâtes alimentaires	95	95	99	105	101	106
326. Sucre, chocolat, confis.	107	93	87	108	119	127
327. Boissons alcoolisées	36	36	29	45	48	52
328. Boissons non alcoolisées	6	6	5	6	9	11
329. Produits aliment. divers	113	113	108	118	108	118
<i>33. Produits textiles et cuir</i>	<i>878</i>	<i>699</i>	<i>645</i>	<i>843</i>	<i>793</i>	<i>806</i>
331. Filés et tissus	225	171	171	249	184	176
332. Habillement	407	327	287	369	384	412
333. Bonneterie	35	29	27	33	24	28
334. Chaussures	97	79	73	90	97	94
335. Jute, chanvre, corderie	4	2	2	3	2	2
336. Cuir et pelleterie	8	6	5	7	1	7
337. Articles en cuir	25	21	23	27	34	29
338. Tapis	39	29	31	35	27	25
339. Textiles divers	38	35	26	30	39	34

X. Extérieur (suite)

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production (suite)

en milliards de LL

Branche	1998	1999	2000	2001	2002	2003
34. Min. non métalliques	401	345	344	386	365	432
341. Pierres, sables	91	78	64	66	59	75
342. Min.non métalliques	75	78	106	141	147	181
343. Ciment et chaux	36	11	18	0	0	7
344. Ouvrages en ciment	3	3	4	4	5	5
345. Produits céramiques	105	97	80	89	87	93
346. Verres et verrerie	91	78	72	85	67	70
35. Métaux, machines, app.	4 282	3 559	3 224	3 668	3 061	3 399
351. Minerais métalliques	5	2	1	1	1	3
352. Métaux	1 117	941	879	769	594	727
353. Ouvrages en métaux	310	253	214	235	230	228
354. Ouvrage en aluminium	83	58	80	67	58	57
355. Machines et appareils	826	684	598	706	663	681
356. Appareils électriques	885	677	591	771	605	594
357. Matériel de transport	1 057	945	861	1 119	911	1 109
36. Bois, caoutchouc, chimie	1644	1552	1472	1656	1670	1 898
362. Ouvr. en bois sf meubles	176	139	132	151	145	158
363. Papier carton	243	217	228	240	231	291
364. Pr. Chimiques de base	348	325	310	346	322	362
365. Pr. chimiques divers	677	695	634	731	804	908
366. Caoutchouc	97	70	67	83	68	78
367. Matières plastiques	104	106	92	106	100	101
37. Meubles	96	87	81	95	93	85
371. Meubles métalliques	33	31	30	33	35	29
372. Meubles non métall.	63	56	51	62	58	56
38. Produits divers	534	438	385	496	481	498
381. Produits des éditions	64	59	58	61	60	65
382. Instruments de précision	223	201	185	236	220	259
383. Bijoux	138	74	44	80	95	72
384. Jouets, instr, de musique	63	57	57	69	59	58
385. Pr. non classés ailleurs	46	46	41	50	47	45
0. Non classé	4	3	19	1	2	3
Total général	10 719	9 360	9 392	10 995	9 719	10 810

X. Extérieur (suite)

Tableau X.2. Evolution des importations par groupe d'utilisation *en milliards de LL*

Utilisation	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Prod. intermédiaires pour :	3 390	2 844	3 020	3 878	...	...
L'agriculture et l'élevage	466	423	409	457	...	...
L'industrie et l'énergie	1 938	1 663	1 886	2 678	...	...
La construction	602	447	412	413	...	...
Les services	310	255	249	258	...	...
Les différents secteurs n.v.	74	55	64	73	...	...
Biens pour la FBCF	1 238	999	847	1 120	...	...
Biens destinés aux Ménages	4 590	3 972	3 626	4 293	...	...
Produits alimentaires	1 373	1 116	1 030	1 140	...	...
Autres biens de consomm.	1 459	1 344	1 221	1 439	...	...
Biens durables	1 758	1 513	1 374	1 714	...	...
Produits à usage multiple	883	939	1 326	1 317	...	...
Produits alimentaires	105	87	73	83	...	...
Produits pétroliers	594	699	1 107	1 051	...	...
Autres biens de consomm.	73	58	61	88	...	...
Biens durables	111	96	86	96	...	...
Produits non classés	619	606	574	386	...	...
Total général	10 719	9 360	9 392	10 995	9 719	10 810

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins statistiques

Tableau X.3. Evolution des exportations *en milliards de LL*

Nature du produit exporté	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Pr. du règne animal et végétal	98	85	78	84	99	115
Autres produits	988	935	999	1 257	1 478	2 183
Total	1 086	1 021	1 077	1 341	1 577	2 298

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins statistiques

Tableau X.4. Evolution des réexportations et du transit *en milliards de LL*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Réexportations	101	108	88	90	95	158
Transit	91	81	91	104	136	278
Total	192	189	178	194	231	436

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins statistiques

X. Extérieur (suite)

X.5. Importations suivant les principaux pays

En milliards de LL

Pays	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Italie	1 233	1 024	1 025	1 068	1 045	1 017
Allemagne	931	833	784	940	878	873
France	1 043	897	794	927	780	879
Etats-Unis d'Amérique	1 001	755	690	777	701	651
Chine	402	394	433	620	656	800
Suisse	678	668	651	503	403	326
Turquie	272	247	209	358	390	353
Gde Bretagne	484	410	367	429	381	476
Russie	187	149	325	617	371	484
Japon	448	391	318	355	328	406
Syrie	393	337	427	494	313	391
Espagne	247	223	205	278	263	299
Hollande	192	172	188	195	222	346
Arabie Saoudite	186	155	249	391	209	331
Belgique	198	175	163	204	207	236
Ukraine	205	164	133	190	154	251
Grèce	159	168	237	214	109	125
Taiwan	159	124	105	117	95	82
Suède	150	107	77	79	51	64
Autres pays	2 151	1 965	2 012	2 238	2 163	2 420
Total général	10 719	9 360	9 392	10 995	9719	10 810

Source: Direction générale des douanes

XI. Prix

XI. 1. Indice (officiel) des prix à la consommation

base décembre

1998=100

Postes de dépense	Pon- dération	Dec. 1999	Dec. 2000	Dec. 2001	Dec. 2002	Dec. 2003
Alimentation et tabac	34,6	96,4	93,7	94,5	95,8	95,9
Habillement et chaussures	6,3	104,8	104,7	108,4	117,2	121,5
Loyer et charges	1,6	...	...	...	...	...
Eau, électricité, gaz	7,2	105,7	105,5	104,9	109,2	110,7
Équipement et entretien du loge.	7,9	100,3	96,9	97,9	102,3	100,0
Santé	8,8	98,4	96,3	94,1	98,4	101,5
Transports et communications	11,3	107,8	109,9	111,6	130,1	143,0
Éducation	13,4	101,5	103,8	110,3	111,0	113,8
Loisirs	5,4	102,1	102,1	103,3	107,0	107,4
Soins personnels et divers	3,5	103,3	102,6	98,2	109,5	114,9
Ensemble	100,0	100,7	99,8	101,1	106,0	108,6

Source: Administration centrale de la statistique

XI. 2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB Dec.

1997=100

Produits groupés par branche	Pon- dération	Dec. 1999	Dec. 2000	Dec. 2001	Dec. 2002	Dec. 2003
1. Agriculture et élevage	9,3	0,895	0,866	0,857	0,862	0,869
11. Produits de l'agriculture	8,1	0,880	0,834	0,859	0,863	0,862
12. Pr. de l'élevage et de la pêche	1,2	0,992	1,082	0,849	0,855	0,919
2. Énergie et eaux	7,5	1,131	1,195	1,258	1,469	1,597
21. Combustibles	4,2	1,193	1,307	1,421	1,636	1,862
22. Électricité et Eaux	3,3	1,054	1,054	1,054	1,259	1,265
3. Produits manufacturés	46,8	0,975	0,934	0,903	0,980	1,058
31. Tabac manufacturé	1,8	1,389	1,380	1,372	1,381	1,422
32. Pr. des industries aliment.	20,9	0,930	0,905	0,894	0,951	0,990
33. Textiles, cuir et habillement	7,3	0,981	0,945	0,844	0,925	0,987
35. Métaux, machines et app.	7,3	0,942	0,857	0,821	0,959	1,166
36. Bois, caouthouc, chimie	5,5	1,058	0,981	0,955	1,069	1,201
37. Meubles	1,5	0,927	0,878	0,820	0,856	0,879
38. Produits divers	2,5	0,974	0,977	0,993	1,035	1,059
5. Transport et communication	6,1	1,002	0,993	0,993	1,020	1,078
6. Services marchands	30,3	1,048	1,013	1,006	1,109	1,146
62. Entretien et réparation	4,7	0,987	0,932	0,903	0,902	0,918
63. Loyers des bâtiments	2,6	0,999	0,999	0,999	0,999	1,002
64. Services individuels	7,5	1,015	0,961	0,927	0,977	1,002
65. Services sociaux	15,5	1,091	1,065	1,075	1,253	1,309
Ensemble	100,0	1,004	0,979	0,968	1,044	1,109

XI. Prix (suite)

XI. 2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB (suite)

Jun. 1997=100

Produits groupés par branche	Pon- dération	Jun 1999	Jun 2000	Jun 2001	Jun 2002	Jun 2003
1. Agriculture et élevage	9,3	0,741	0,741	0,775	0,726	0,796
11. Produits de l'agriculture	8,1	0,705	0,717	0,761	0,702	0,769
12. Pr. de l'élevage et de la pêche	1,2	0,977	0,902	0,865	0,890	0,977
2. Energie et eaux	7,5	1,268	1,432	1,428	1,690	1,767
21. Combustibles	4,2	1,086	1,380	1,374	1,596	1,735
22. Electricité et Eaux	3,3	1,497	1,497	1,497	1,809	1,809
3. Produits manufacturés	46,8	1,000	0,968	0,923	1,003	1,055
31. Tabac manufacturé	1,8	1,434	1,443	1,436	1,444	1,466
32. Pr. des industries aliment.	20,9	0,951	0,920	0,904	0,959	0,969
33. Textiles, cuir et habillement	7,3	0,996	1,006	0,875	1,007	1,072
35. Métaux, machines et app.	7,3	0,994	0,914	0,867	1,022	1,143
36. Bois, caoutchouc, chimie	5,5	1,077	1,011	0,955	1,003	1,135
37. Meubles	1,5	0,942	0,897	0,824	0,867	0,860
38. Produits divers	2,5	0,993	1,028	1,001	1,070	1,109
5. Transport et communication	6,1	1,006	1,006	0,997	1,017	1,020
6. Services marchands	30,3	1,017	1,039	1,008	1,120	1,126
62. Entretien et réparation	4,7	0,978	0,951	0,900	0,896	0,904
63. Loyers des bâtiments	2,6	0,999	0,999	0,999	0,999	1,002
64. Services individuels	7,5	1,018	0,972	0,937	0,972	0,983
65. Services sociaux	15,5	1,031	1,105	1,076	1,279	1,283
Ensemble	100,0	1,006	1,010	0,983	1,062	1,103

XI. Prix (suite)

**Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par
branche de production**
*par année par rapport à
l'année précédente*

Branche	1999/98	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02
11. Produits de l'agriculture	0,935	0,951	0,912	0,944	1,078
111. Céréales	0,912	0,952	0,999	0,982	1,134
112. Fruits	0,977	0,981	0,934	1,004	1,005
113. Cultures industrielles	0,822	0,936	0,789	0,858	1,185
114. Légumes et autres	1,065	0,939	0,931	0,923	0,952
115. Produits de la forêt	0,892	0,999	0,768	1,235	1,134
12. Produits de l'élevage	0,829	1,023	0,965	0,994	1,171
121. Animaux vivants	0,802	1,020	0,994	1,014	1,224
122. Production animale	0,963	1,045	1,254	1,035	1,034
123. Produits de la pêche	0,930	1,030	0,833	0,896	0,942
21. Combustibles	1,207	1,505	0,844	0,987	1,187
211. Combustibles solides	0,896	0,995	1,079	0,975	0,944
212. Produits pétroliers	1,212	1,512	0,842	0,987	1,189
31. Tabac manufacturé	0,938	1,036	0,940	0,922	1,010
32. Pr. des ind. alimentaires	0,922	0,932	0,978	0,976	1,036
321. Viandes fraîches	0,943	0,956	0,913	0,948	0,911
322. Conserves alimentaires	0,930	0,902	0,987	0,970	1,026
323. Produits laitiers	0,919	0,951	1,030	0,950	1,013
324. Corps gras alimentaires	0,853	0,950	0,980	1,046	1,202
325. Pâtes alimentaires	0,959	0,972	0,938	0,974	1,022
326. Sucre, chocolat, confis.	0,949	0,900	0,930	0,915	1,037
327. Boissons alcoolisées	0,965	0,899	1,035	1,009	1,044
328. Boissons non alcoolisées	0,985	0,926	0,871	1,057	1,251
329. Produits aliment. divers	1,004	0,913	0,869	0,981	1,038
33. Produits textiles et cuir	0,871	0,932	0,974	0,957	0,965
331. Filés et tissus	0,863	0,924	0,907	0,946	0,944
332. Habillement	0,874	0,975	1,026	0,955	0,970
333. Bonneterie	0,928	0,844	0,902	0,955	0,984
334. Chaussures	0,805	0,871	1,024	0,965	0,946
335. Jute, chanvre, corderie	0,891	0,947	0,884	1,017	0,961
336. Cuir et pelleterie	0,991	0,816	0,954	1,162	0,931
337. Articles en cuir	0,848	0,956	0,910	0,961	1,004
338. Tapis	0,954	0,828	1,044	0,972	0,988
339. Textiles divers	0,935	0,932	0,936	0,957	1,012

XI. Prix (suite)

**Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par
branche de production (suite)**
*par année par rapport à
l'année précédente*

Branche	1999/98	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02
34. Min. non métalliques	0,956	0,987	0,939	0,986	1,026
341. Pierres, sables	0,961	1,065	0,975	0,916	0,956
342. Min.non métalliques	1,014	1,070	0,933	1,073	1,068
343. Ciment et chaux	0,928	0,953	0,946	1,055	1,095
344. Ouvrages en ciment	0,910	0,849	0,948	0,911	1,018
345. Produits céramiques	0,963	0,908	0,900	0,920	1,021
346. Verres et verrerie	0,897	0,928	0,963	0,973	1,005
35. Métaux, machines, app.	0,940	0,948	0,970	0,972	1,014
351. Minerais métalliques	0,955	0,977	0,980	1,036	1,070
352. Métaux	0,885	1,044	0,976	1,032	1,185
353. Ouvrages en métaux	0,921	0,870	0,935	0,953	1,003
354. Ouvrage en aluminium	0,934	1,041	1,013	0,949	0,983
355. Machines et appareils	0,943	0,914	0,917	0,920	0,938
356. Appareils électriques	0,955	0,886	0,941	0,911	0,999
357. Matériel de transport	0,996	0,943	1,029	1,028	0,980
36. Bois, caoutchouc, chimie	0,940	1,010	0,962	0,989	1,077
362. Ouvr. en bois sf meubles	0,894	0,978	0,969	0,992	1,007
363. Papier carton	0,921	1,082	0,875	0,936	1,075
364. Pr. Chimiques de base	0,931	1,018	0,913	0,955	1,086
365. Pr. chimiques divers	0,979	0,995	1,011	1,033	1,101
366. Caoutchouc	0,938	0,965	0,970	0,950	1,046
367. Matières plastiques	0,840	1,002	1,021	0,930	0,982
37. Meubles	0,928	0,898	0,939	0,903	0,930
371. Meubles métalliques	0,926	0,931	0,965	0,942	0,954
372. Meubles non métall.	0,929	0,880	0,926	0,882	0,917
38. Produits divers	0,953	0,877	0,979	0,912	1,001
381. Produits des éditions	1,069	0,914	0,934	0,999	1,178
382. Instruments de précision	0,975	0,870	0,979	0,925	0,995
383. Bijoux	0,893	0,803	1,089	0,822	0,901
384. Jouets, instr. de musique	0,903	0,948	0,943	0,957	0,990
385. Pr. non classés ailleurs	0,902	0,852	0,934	0,897	1,014
Total général	0,957	1,024	0,944	0,971	1,056

XI. Prix (suite)

XI. 4. Indice des taux de change *par année par rapport à l'année précédente*

Pays	1999/98	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02
Italie	0,947	0,867	0,970	1,056	1,196
France	0,950	0,867	0,970	1,056	1,196
Etats-Unis d'Amérique	0,995	1,000	1,000	1,000	1,000
Allemagne	0,950	0,867	0,970	1,056	1,196
Suisse	0,956	0,890	1,001	1,087	1,153
Gde Bretagne	0,971	0,936	0,951	1,044	1,087
Japon	1,144	1,052	0,887	0,972	1,079
Chine	0,993	0,996	0,999	1,000	1,000
Espagne	0,948	0,866	0,970	1,056	1,196
Turquie	0,624	0,668	0,399	1,031	1,008
Belgique	0,950	0,866	0,970	1,056	1,196
Hollande	0,950	0,867	0,970	1,056	1,196
Arabie Saoudite	0,995	1,000	1,000	1,000	1,000
Suède	0,957	0,902	0,887	1,061	1,159
Ensemble	0,961	0,907	0,958	1,036	1,118

XI. 4. Indice des taux de change (suite) *coefficients de pondération en %*

Pays	1999/98	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02
Italie	11,5	10,9	10,9	9,7	9,4
France	9,7	9,6	8,5	8,4	8,1
Etats-Unis d'Amérique	9,3	8,1	7,3	7,1	6,0
Allemagne	8,7	8,9	8,3	8,5	8,1
Suisse	6,3	7,1	6,9	4,6	3,0
Gde Bretagne	4,5	4,4	3,9	3,9	4,4
Japon	4,2	4,2	3,4	3,2	3,8
Chine	3,7	4,2	4,6	5,6	7,4
Espagne	2,3	2,4	2,2	2,5	2,8
Turquie	2,5	2,6	2,2	3,3	3,3
Belgique	1,8	1,9	1,7	1,9	2,2
Hollande	1,8	1,8	2,0	1,8	3,2
Arabie Saoudite	1,7	1,7	2,6	3,6	3,1
Suède	1,4	1,1	0,8	0,7	0,6
Ensemble	67,9	67,3	62,9	61,2	65,3

Annexe III
Principaux résultats de l'enquête auprès de quelques grandes entreprises
Sur leur activité en 2002-2003

Tableau 1. Nombre d'entreprises déclarant, chiffres d'affaires déclarés et exportations par secteur de l'activité principale

En milliards de LL

Activité principale	Nombre	Chiffres d'affaire		Ventes aux non résidents			
		Total 2002	Total 2003	2002 valeur	2003 valeur	2002 en %	2003 en %
Industrie	238	2 400	2 733	433	574	18,0	21,0
Industries extractives	3	9	8	0	1	0,0	12,5
Industries alimentaires	60	554	637	49	64	8,8	10,0
Textiles, cuir et habillement	18	39	33	7	9	17,9	27,3
Ind. du bois, papier, carton	14	165	179	32	41	19,4	22,9
Imprimerie et édition	39	170	170	55	58	32,4	34,1
Industries chimiques	22	217	240	99	110	45,6	45,8
Ind. du plastic et caoutchouc	17	111	125	34	51	30,6	40,8
Ind. des min. non métalliques	16	297	316	51	79	17,2	25,0
Ind. des métaux, machines	23	345	422	91	136	26,4	32,2
...	23	345	422	91	136	26,4	32,2
Industrie du meuble	16	417	539	8	22	1,9	4,1
Electricité et eaux	7	60	58	7	3	11,7	5,2
Construction	3	16	6	0	0	0,0	0,0
Services	270	1 999	2 086	573	659	28,7	31,6
Hôtels et restaurants	52	341	358	150	157	44,0	43,9
Transports et communicat.*	42	167	163	67	57	40,1	35,0
Agences de voyages	35	231	208	20	23	8,7	11,1
Services aux entreprises	96	667	705	267	318	40,0	45,1
Services de santé	34	352	379	5	2	1,4	0,5
Autres services	11	241	273	64	102	26,6	37,4
Commerce	99	1 127	1 269	125	120	11,1	9,5
Total	607	5 526	6 088	1131	1353	20,5	22,2

* non comprises les entreprises de téléphonie mobile

Source : Enquête auprès des grandes entreprises d'industrie et de services menée en juillet 2004 par l'Observatoire des réalités socio-économiques de l'Université St-Joseph à la demande du Ministère de l'économie nationale et du commerce sur financement de l'Agence française pour le développement (ADETEF).

Note : Ont été exclus de cette enquête les secteurs des finances et de l'éducation ainsi que les entreprises du secteur public (électricité et eaux, transports et communications, services de santé)

**Principaux résultats de l'enquête auprès de quelques grandes entreprises
Sur leur activité en 2002-2003 (suite)**

Tableau 2. Nombre de travailleurs non salariés, nombre de salariés permanents et nombre de salariés saisonniers par secteur

Activité principale	2002				2003			
	Non sala- riés	Per- ma- nants	Sai- son- niers	Total	Non sala- riés	Per- ma- nants	Sai- son- niers	Total
Industrie	428	13 158	638	15 224	432	13 235	778	15 445
Industries extractives	3	61	14	78	3	66	16	85
Industries alimentaires	96	3 130	565	3 791	102	3 384	578	4 064
Textiles, cuir et habillement	22	650	86	758	20	607	71	698
Ind. du bois, papier, carton	13	1 881	51	1 945	13	1 780	71	1 864
Imprimerie et édition	52	1 931	172	2 155	54	1 970	174	2 198
Industries chimiques	37	980	60	1 077	39	993	53	1 085
Ind. du plastic et caoutchouc	16	946	94	1 056	16	991	100	1 107
Ind. des min. non métalliques	6	1 110	210	1 326	5	1 109	179	1 293
Ind. des métaux, machines...	156	1 338	319	1 813	153	1 341	373	1 867
Industrie du meuble	15	553	36	604	15	522	47	584
Electricité et eaux	10	426	18	454	10	372	106	488
Construction	2	152	13	167	2	100	10	112
Services	283	21 899	064	26 246	296	22 030	842	27 168
Hôtels et restaurants	74	6 735	038	7 847	77	6 317	1149	7 543
Transports et communic.	30	1 980	120	2 130	30	1 906	117	2 053
Agences de voyages	45	484	57	586	44	504	61	609
Services aux entreprises	58	4 807	311	7 176	67	4 902	2668	7 637
Services de santé	71	5 986	71	6128	72	6 218	87	6 377
Autres services	5	1 907	467	2 379	6	2 183	760	2 949
Commerce	120	2 002	158	2 280	124	2 099	197	2 420
Total	831	37 059	860	43 750	852	37 364	817	45 033

Note : le nombre de saisonniers représente une estimation du nombre moyen de salariés / an

**Principaux résultats de l'enquête auprès de quelques grandes entreprises
Sur leur activité en 2002-2003 (suite)**

Tableau 3. Nombre d'entreprises¹, valeur ajoutée et salaires payés par secteur de l'activité principale

En milliards de LL

Activité principale	Nom bre	Valeur ajoutée		Salaires payés		Sal./VA en%	
		2002	2003	2002	2003	2002	2003
Industrie	221	755	795	186	193	24,6	24,2
Industries extractives	3	5	6	1	1	11,3	11,3
Industries alimentaires	55	164	211	40	41	24,2	19,4
Textiles, cuir et habillement	16	14	11	6	5	40,8	52,0
Ind. du bois, papier, carton	14	52	59	20	21	37,4	35,7
Imprimerie et édition	36	73	69	25	26	33,8	37,3
Industries chimiques	21	65	69	18	18	28,0	25,5
Ind. du plastic et caoutchouc	15	33	39	9	10	28,8	26,2
Ind. des min. non métalliques	16	148	124	28	28	19,2	22,7
Ind. des métaux, machines	22	126	147	26	30	20,8	20,4
...	13	34	32	7	7	20,7	21,5
Industrie du meuble	7	26	27	5	6	20,8	20,5
Electricité et eaux	3	14	3	1	1	6,7	20,6
Construction	3	14	3	1	1	6,7	20,6
Services	249	1 063	1 111	345	365	32,4	32,9
Hôtels et restaurants	48	178	183	74	80	41,6	43,9
Transports et communicat.	41	121	140	27	30	22,1	21,7
Agences de voyages	33	53	49	8	8	14,2	15,9
Services aux entreprises	86	338	343	89	99	26,4	28,8
Services de santé	31	173	191	85	87	49,1	45,5
Autres services	10	198	205	62	61	31,1	29,7
Commerce	87	372	365	39	40	10,5	10,9
Total	557	2 190	2 272	570	597	26,0	26,3

1. Entreprise pour les quelles il a été possible de calculer des valeurs ajoutées positives les deux années consécutives. Le total des salaires payés par les 607 entreprise ayant répondu à l'enquête se présente comme suit : (en milliards de LL)

Activité principale	Salaires des permanents		Salaires des saisonniers		Total des salaires	
	2002	2003	2002	2003	2002	2003
Industrie	189,5	195,8	13,6	12,5	203,0	208,3
Services	354,5	376,2	24,3	31,9	378,8	408,1
Commerce	39,3	39,9	1,2	1,3	40,5	41,2
Total	583,3	611,9	39,1	45,7	622,3	657,6

